

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



DR

Santiago du Chili, le 8 novembre 2019.

La révolte des peuples contre la barbarie capitaliste

N° 104

Nouvelle série (n° 710) - Décembre 2019 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- Notes éditoriales — « *Bien creusé, vieille taupe !* » p. 3
- Révolution et contre-révolution
en Amérique du Sud p. 17
- Etats-Unis — A un an de la présidentielle,
le système politique américain dans l'impasse p. 29
- L'inexorable déclin de l'Europe
et la crise de tous ses gouvernements p. 37
- Catalogne — Le combat pour la république,
seule voie pour l'aboutissement
des aspirations des peuples p. 45
- Il y a 30 ans, en 1989 — Le soulèvement révolutionnaire
en Allemagne de l'Est, point le plus élevé
de la révolution politique contre le stalinisme p. 57

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Notes éditoriales

« *Bien creusé, vieille taupe !* »

« *La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie* » (chapitre « *Programme minimum et programme de transition* », dans le programme de fondation de la IV^e Internationale) (1).

TELLES sont les bases politiques pour construire la IV^e Internationale. La IV^e Internationale s'inscrit dans la continuité du combat pour doter la classe ouvrière de l'organisation indispensable à son émancipation, dont Marx et Engels ont défini les principes dans le *Manifeste communiste* : « *Toute lutte de classe est une lutte politique* », car, pour les fondateurs de la Première Internationale, la lutte de classe doit déboucher sur la prise du pouvoir par le prolétariat.

La publication du *Manifeste communiste* en février 1848 coïncide avec le soulèvement des peuples en Europe qui secoue toutes les monarchies et les institutions féodales issues du passé : c'est ce qu'on appelle le « *printemps des peuples* ».

C'est en France que ce mouvement révolutionnaire ira le plus loin. Dans un premier temps, en février 1848, la bourgeoisie et le prolétariat combattent ensemble pour faire tomber la monarchie. Une fois la république instaurée, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, en juin 1848, la classe ouvrière se dresse comme telle pour ses revendications de classe, contre la bourgeoisie qui vient d'accéder au pouvoir.

La bourgeoisie « démocratique » va noyer dans le sang ce soulèvement révolutionnaire du prolétariat. Mais cette « première » historique, voyant la classe ouvrière se dresser comme classe, sera un élément déterminant de l'organisation du prolétariat naissant, se séparant de la bourgeoisie « démocratique » et luttant contre elle, à tra-

vers la constitution de l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale.

Revenant sur ces développements de la lutte de classe de 1848 en France, Marx écrira (2) :

« Mais la révolution va jusqu'au fond des choses (...). Elle mène son affaire avec méthode (...). Elle n'a accompli que la moitié de ses préparatifs (...), dirige contre lui (*le pouvoir* – *Ndlr*) tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "*Bien creusé, vieille taupe !*" »

Car, précisément, le processus de la révolution prolétarienne n'est pas un long fleuve tranquille. Il est fait d'explosions, de défaites, de victoires partielles et de reculs, à travers un long processus souterrain qui voit s'accumuler la colère des masses qui, à un moment donné et parfois sur un sujet apparemment annexe, vont surgir pour mettre à bas l'ancien régime.

(1) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, éditions Sélino, avril 2013, page 30.

(2) Karl Marx, *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, chapitre VII, éditions sociales, 1969, page 124. Marx reprend ici un vers de Shakespeare (dans *Hamlet* : « *Bien dit, vieille taupe ! Tu travailles à ton aise sous terre ? Quel bon mineur !* » William Shakespeare, *Hamlet*, acte I, scène 5, Gallimard, Paris 2008), indiquant que l'histoire agit autant de manière souterraine que visible...

Ce mouvement révolutionnaire s'est exprimé à l'échelle internationale en cette fin d'année 2019. En Equateur, contre l'augmentation du prix de l'essence ; au Chili, contre l'augmentation du prix du ticket de métro ; au Liban, contre une taxe sur WhatsApp ; en Irak, contre la répression brutale d'une manifestation ; et sur un autre plan, en France, le mouvement des Gilets jaunes a surgi contre l'augmentation du prix des carburants.

En Algérie, le point de départ a été le refus d'un improbable cinquième mandat du président Bouteflika. Mais là, du fait de décennies d'écrasement du peuple par le régime, la mobilisation a immédiatement débouché sur l'exigence du départ du régime.

Dans tous ces développements en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Europe ou en Afrique, ces mouvements ont tout de suite dépassé les revendications qui ont constitué le point de départ des mobilisations pour se dresser contre les régimes aux ordres du capital financier. Ce qui est parfaitement illustré par le mot d'ordre du peuple chilien dans les rues : « *Ce ne sont pas 30 pesos* (augmentation du ticket de métro), *mais ce sont trente ans*. » En effet, depuis trente ans et la chute de Pinochet, les gouvernements de droite comme de « gauche » ont maintenu la Constitution de la dictature et toutes ses mesures anti-ouvrières. On lira en page 17 l'article sur l'Amérique du Sud.

UN RÉGIME SOCIAL QUI A FAIT SON TEMPS

Ce mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale se matérialise par la révolte des peuples face à la barbarie qu'engendre le maintien du système de la propriété privée. La crise du capital a atteint un stade dans lequel, à tout moment, une nouvelle crise financière sans aucune comparaison avec celle de 2008-2009 peut surgir et faire exploser le marché mondial, déjà en voie de dislocation.

Cette nouvelle crise, prévisible, amplifiera celle de 2008-2009, qui avait déjà profondément bouleversé le système financier mondial. Depuis cette crise, le capital financier, dans l'objectif de se survivre, a multiplié dans une mesure sans équivalent jusqu'alors le parasitisme et la spéculation financière, dans une situation où la masse

des capitaux accumulés ne trouve plus à s'investir dans la production.

Cette crise du capital n'est pas une crise « économique », elle est d'abord et avant tout le produit de la crise d'agonie d'un régime social qui a fait son temps. La crise fondamentale de la domination impérialiste, qui s'est survécue en provoquant deux guerres mondiales, et depuis en multipliant les conflits à l'échelle de la planète, s'exprime puissamment dans le bouleversement actuel du marché mondial en voie de dislocation.

L'effondrement de l'URSS, provoqué par la bureaucratie sous la pression de l'impérialisme et celle de la résistance de la classe ouvrière, n'a pas entraîné le renforcement du système capitaliste : au contraire, elle a aggravé sa crise. D'une part, en intégrant directement au marché mondial l'économie mafieuse de l'ex-URSS, renforçant ainsi tous les traits spéculatifs et mafieux de la finance mondiale. D'autre part, la chute de la bureaucratie stalinienne a privé l'impérialisme d'un soutien de poids contre la révolution et a concentré toutes les tâches du maintien de l'ordre mondial sur l'impérialisme américain, ce qui est au-dessus de ses forces.

L'affirmation de plusieurs représentants capitalistes français ou américains, selon lesquels « *le monde de 1945 est terminé* », est une réalité. L'impérialisme et la bureaucratie, face à la vague révolutionnaire qui a surgi après la Deuxième Guerre mondiale, ont dû concéder aux travailleurs et aux peuples un certain nombre de conquêtes. Tout cela doit être remis en cause pour que survive le capital.

C'est un « nouveau » monde qui s'établit, plongeant encore plus l'humanité dans la crise, la barbarie, les guerres. C'est un « ordre mondial » sans maîtrise, sans contrôle, instable, qui s'installe de manière chaotique à la place de celui de 1945.

Déjà, en 1971, l'impérialisme américain, en décidant de rompre la convertibilité du dollar en or, érigeait le dollar comme monnaie de référence à l'échelle mondiale au détriment de ses alliés, mais également en concentrant encore plus sur lui toutes les contradictions du marché mondial : ce faisant, le « remède » a aggravé la crise.

« La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'infla-

tion de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs, dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là et uniquement là que réside la cause de la crise du système monétaire international (...). Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines et européennes qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production » (*Déclaration de l'OCI en août 1971*) (3).

Ces lignes, écrites il y a près de 50 ans, décrivent un processus qui arrive aujourd'hui à échéance. C'est dans ces conditions qu'à tout moment, sur n'importe quel continent et dans n'importe quel pays, peut surgir — comme le démontrent les développements actuels — une explosion révolutionnaire, mais aussi la contre-révolution (guerres, coups d'Etat).

TRUSTS ET PROTECTIONNISME

Au fil des années, cette concentration accentuant le rôle dominant des Etats-Unis n'a cessé d'avoir des conséquences désastreuses sur l'économie américaine. La domination du capital américain sur le marché mondial s'est faite au détriment de la production industrielle aux Etats-Unis mêmes. L'élection de Trump est une indication de la fracture profonde qui existe au sein de la société américaine. Les zones industrielles, dévastées, ont voté massivement pour Trump, qui, avec son mot d'ordre « *America First* », proposait le rapatriement des entreprises aux Etats-Unis.

Mais les discours de Trump sur le protectionnisme conduisent à une impasse, car rien ne peut empêcher les monopoles et les trusts d'orienter leurs investissements en dehors des frontières des Etats-Unis, notamment en Chine et en Asie. C'est dans ces conditions que Trump a tenté une ultime manœuvre désespérée en s'attaquant à ses alliés européens à coups de taxes et en décrétant la guerre commerciale avec la Chine. Mais la crise profonde et la fracture de la société américaine — matérialisée, d'une part, par la crise de la classe dominante américaine (*on lira en page 29*

l'article au sujet des Etats-Unis) et, d'autre part, une nouvelle vague de développement de la lutte de classe aux Etats-Unis (grève des 40 000 ouvriers de General Motors, multiplication des grèves des enseignants) — place Trump dans une situation où il est pris à la gorge, tandis qu'il se voit dans l'incapacité d'assurer le rôle de gendarme du monde.

Les annonces souvent chaotiques de Trump s'inscrivent dans cette perspective. Pour les Etats-Unis, il faut sortir de toutes les alliances qui étouffent et limitent l'impérialisme le plus puissant sur le marché mondial.

Les annonces de guerre commerciale, y compris avec ses alliés européens, la décision de rétablir l'embargo sur l'Iran et la menace de sanction sur les entreprises européennes qui ne se plieraient pas à la décision américaine, le retrait du pacte nucléaire avec la Russie, la sortie du pacte climatique, les pressions pour que les Européens augmentent leurs financements à l'OTAN, l'embargo sur le Venezuela, l'arrêt du financement de certaines structures de l'ONU, la renégociation de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA), les menaces de se retirer de l'OMC : toutes ces dispositions traduisent ce réajustement américain.

« Trump attaque les alliances et institutions constitutives de l'ordre international créées, soutenues et garanties par les Etats-Unis depuis 1945 dans le monde "libre" (non soviétique) et dont l'extension à l'ensemble de la planète est devenue à la fin de la guerre froide l'objectif de la politique étrangère, de Bush père à Clinton, puis à Bush fils (...). M. Trump considère qu'il a bénéficié davantage aux concurrents, adversaires ou alliés qu'aux Etats-Unis eux-mêmes » (*La Tribune*, juillet 2018).

Dans cette situation de désintégration du marché mondial, de sauve-qui-peut généralisé, Trump n'a pas l'intention de rétablir un cadre mondial, même sous contrôle américain, il n'en a pas les moyens (et d'ailleurs personne, dans ce système de la propriété privée des moyens de production en crise

(3) Déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste du 20 août 1971, republiée dans *La Vérité*, n° 60-61, mars 2008, pages 10 à 21. Supplément à *Informations ouvrières* de septembre 1971, elle a été publiée dans *La Vérité*, n° 54-55, octobre 1971.

d'agonie, n'a la capacité de le faire). Pour Trump, il s'agit de ne partir que des intérêts américains et de traiter les questions au cas par cas, imposant avec brutalité ses décisions à ses alliés ou adversaires. Dans le même temps, cette politique alimente la marche aux désordres mondiaux. Pour Trump, il faut agir vite, de larges secteurs productifs américains sont menacés. En même temps, le protectionnisme agité par Trump est une illusion, tant l'imbrication du capital à l'échelle mondiale est forte.

C'est pourquoi il a dû finalement passer un accord provisoire avec la Chine pour mettre fin à la guerre commerciale.

De son côté, la bureaucratie chinoise est également prise à la gorge. Elle tente de défendre sa place en investissant le marché mondial. D'un côté, sous la pression des exigences du capital, en particulier des trusts, la bureaucratie chinoise a annoncé vouloir ouvrir encore plus l'économie chinoise en allégeant les normes protectionnistes en vigueur. Elle est donc soumise à cette pression énorme alors que, de l'autre côté, la multiplication de grèves locales pour les salaires ou les conditions de travail paniquent cette même bureaucratie, qui a la hantise de voir surgir la classe ouvrière chinoise dans une explosion révolutionnaire.

Telle est la signification importante de la mobilisation à Hong Kong, qui est un signal et une alarme pour la bureaucratie chinoise.

RÉSISTANCE À LA MARCHÉ À LA BARBARIE

Marx, puis Lénine, avaient dégagé ce fait essentiel que le capital étouffait dans les frontières nationales. Cette situation est aujourd'hui portée à son paroxysme. La concentration capitaliste atteint elle aussi des sommets. L'annonce de la fusion du groupe automobile français PSA avec l'italo-américain Fiat-Chrysler est une nouvelle indication, après d'autres nombreuses concentrations-fusions, du fait que les monopoles et les trusts s'émancipent des cadres nationaux dont ils sont originaires. Les trusts et les monopoles, en s'émancipant des cadres nationaux, piétinent les Etats nationaux, qui leur apparaissent comme autant de contraintes mais qu'ils utilisent pour leur véritable fonction, c'est-à-dire un organe de répression des travailleurs et des peuples.

« La principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme ; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique (...). Mais la tendance à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir... » (4).

Comme l'expliquait Lénine, la concentration capitaliste, la constitution de trusts et de cartels pousse au monopole et remet en cause la libre concurrence, à la base du développement capitaliste. Mais la concurrence n'en est pas pour autant abolie. Elle s'exerce par la force, par les OPA lancées contre le concurrent, par la guerre de conquête des marchés, par la spéculation. Cette guerre que se livrent les trusts et les monopoles pour le pillage des richesses énergétiques, minières ou autres, provoque des conflits prétendument interethniques et utilise des groupes terroristes pour contrôler les régions riches en ressources. C'est dans ce cadre qu'ont lieu les interventions militaires censées « lutter contre le terrorisme », mais qui, en réalité, garantissent ce pillage et disloquent les cadres nationaux. C'est notamment le cas dans la région du Sahel, où l'intervention militaire française provoque au Niger, au Mali et au Burkina Faso une crise majeure, marquée par les violences et qui aboutit à la marche à la dislocation de ces Etats. C'est ce qui est arrivé en Libye, en Irak, en Syrie, en Afghanistan.

Le capital, c'est la guerre et la barbarie.

Cette politique de concentration de monopoles et de trusts repose, d'une part, sur le pillage, et, d'autre part, sur la nécessité de garantir le taux de profit en s'attaquant brutalement, à l'échelle mondiale, à ce qu'ils appellent le « coût du travail », c'est-à-dire pour élever le taux d'exploitation des travailleurs.

(4) V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, chapitre VIII, « Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme », éditions Sélio, février 2010, pages 121-122.

Il faut faire sauter tout ce qui a été acquis par les travailleurs, notamment depuis 1945, en Europe, en Amérique latine, en Asie ou, depuis les années soixante dans le cadre des indépendances, en Afrique. Au premier chef : la protection sociale, qui doit être livrée au capital financier à l'instar de ce qu'a fait Pinochet au Chili, au travers des fonds de pension privés.

C'est l'offensive contre les retraites, comme en France, mais également en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne et ailleurs. C'est la remise en cause des Codes du travail, en Inde comme en France notamment. Les formes sont à peine nationales, tellement ces exigences du capital se concentrent dans tous les pays sur la même chose. Il s'agit de l'affrontement fondamental entre le capital et le travail.

« Le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de "régner" et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéficiaires va aux "génies" des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs (...).

Le capitalisme, arrivé à son stade impérialiste, conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté, et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale. La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée.

Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus ; le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable » (5).

Au stade impérialiste, le développement de la production pousse, selon Lénine, à la socialisation, mais les rapports de production entravent ce mouvement. L'impérialisme est le stade d'agonie du capitalisme. La puissance des forces productives, concentrées entre les mains des monopoles impérialistes, se transforme en force destructrice : « *Les forces productives ont cessé de*

croître » (*Programme de transition*). C'est l'époque des guerres et des révolutions.

Tel est le fondement de la révolte des travailleurs et des peuples qui se produit en cette année 2019. Comme l'écrit Léon Trotsky :

« Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme — et cette catastrophe est devant nos yeux —, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître ; et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent » (6).

LA RÉVOLTE DES PEUPLES

En se dressant pour se défendre, les peuples mettent en cause les vieux régimes soumis au capital financier. Ils veulent « les dégager ». C'est, quelle que soit la conscience qu'ils en ont, le mouvement qui pose le problème du pouvoir : qui des travailleurs ou des capitalistes doit diriger le pays ?

La révolution en Algérie est l'une des expressions les plus avancées du processus révolutionnaire mondial.

Très rapidement, la mobilisation du peuple algérien s'est concentrée sur l'exigence : « *Régime, dégage !* », posant la question du pouvoir. Un mot d'ordre résume la révolution algérienne actuelle : « *En 1962, nous avons libéré la terre, en 2019 nous allons libérer le peuple.* » En effet, en 1962, après une longue guerre de libération nationale et la mort de 1,5 million d'Algériens, le peuple algérien a défait le colonialisme français. Il a chassé les colons qui possédaient les terres, les entreprises et toutes les richesses du pays.

Ce mouvement révolutionnaire algérien contre le colonialisme français, pour assurer sa pleine indépendance et souveraineté,

(5) V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, chapitre I, « *La concentration de la production et les monopoles* », op. cit., pages 48-49.

(6) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, chapitre « *L'inélectabilité du socialisme* », éditions Sélió, janvier 2009, page 35.

impliquait la prise de contrôle des richesses par la classe ouvrière et le peuple, et la rupture de tout lien de subordination avec l'impérialisme. Mais la petite couche dirigeante a confisqué cette révolution, établissant le régime du parti unique et profitant de cette domination politique pour piller à son profit les richesses du pays.

Pour ce faire, elle a soumis le pays aux lois du marché mondial, dominé par le capital. Et elle a en permanence cherché à écraser toute velléité de révolte du peuple, tout en étant obligée, dans certaines circonstances, de céder quelques miettes pour éviter une explosion révolutionnaire.

Le mouvement actuel du peuple algérien unifie comme jamais les revendications démocratiques, sociales et nationales. Le peuple se dresse pour chasser le régime et instaurer la démocratie, c'est-à-dire le pouvoir au peuple. Et, précisément parce qu'il pose le problème du pouvoir au peuple, il se dresse contre la loi de privatisation des hydrocarbures et contre le budget 2020 qui prévoit, entre autres, la suppression de la règle des 51/49 (une mesure de protection de l'économie qui fait qu'un investissement étranger ne peut pas excéder 49 %, quand l'investissement algérien ne peut pas être inférieur à 51 %).

Ce mouvement, qui pose le problème du pouvoir et qui refuse la privatisation des richesses du pays, c'est le mouvement pour la souveraineté nationale, qui ne peut être garantie que par la souveraineté du peuple qui s'exerce par son contrôle sur l'économie.

Dans cette révolution en Algérie, la question du pouvoir est posée de manière nette : « *Dehors le régime ! Pouvoir au peuple !* »

C'est en ce sens que le mot d'ordre d'Assemblée constituante prend tout son sens, comme un levier pour aider la mobilisation du peuple à prendre en main son destin et l'avenir du pays.

Mais, comme Lénine l'expliquait :

« Il ne suffit pas en effet qu'une Assemblée soit qualifiée de "constituante", il ne suffit pas de réunir en session des représentants du peuple, fussent-ils élus au suffrage universel, égal et direct, et au scrutin secret, et la liberté des élections fût-elle garantie dans les faits ; outre toutes ces conditions, il faut encore que l'Assemblée constituante ait le pouvoir et la possibilité matérielle d'instituer des structures nouvelles » (7).

Et Lénine d'insister :

« Instituer une nouvelle organisation du pouvoir d'Etat "avec l'autorisation" du chef de l'ancien gouvernement, cela équivaut à légitimer deux pouvoirs, deux pouvoirs suprêmes égaux (sur le papier) : celui du peuple insurgé et celui de la vieille autocratie. Il est aisé de voir que l'égalité entre ces deux pouvoirs est purement apparente... Le mot d'ordre d'Assemblée constituante se trouve transformé en phrase creuse (...). »

C'EST LE MOUVEMENT MÊME DE LA RÉVOLUTION

C'est cette même exigence de démocratie qui se matérialise au Chili, où la masse du peuple a largement dépassé le mot d'ordre initial contre l'augmentation du prix du ticket de métro pour mettre en cause le régime « continuiste » depuis trente ans, maintenant la Constitution du dictateur Pinochet. Mais le mouvement du peuple chilien a un contenu social : c'est la lutte contre le système des fonds de pension privés pour les retraites, instauré par Pinochet, et que les gouvernements de droite et de « gauche » ont maintenu après lui.

La constitution d'Unidad social, regroupant 200 associations, syndicats, etc., traduit, malgré la politique d'un certain nombre d'organisations qui en sont membres, la recherche d'une structuration par les travailleurs et la jeunesse. C'est dans ce cadre qu'il faut souligner la participation de la plate-forme NO + AFP (les AFP sont les fonds de pension privés) (8), qui mène campagne depuis plusieurs années pour un retour à un système public de retraites et met au centre dans un même mouvement l'exigence de chasser le régime « continuiste » et de satisfaire les revendications ouvrières.

De la même manière, les mouvements au Moyen-Orient, notamment au Liban et en Irak, ont eux aussi largement dépassé le cadre de leurs revendications initiales. Dans une région marquée par les guerres, les interventions militaires, les massacres, les

(7) V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, « *Bureaucratie révolutionnaire et efficacité révolutionnaire* », novembre 1905, à propos de la Constituante, tome 10, Editions de Moscou, pages 57 à 61.

(8) Sur l'AFP, on peut se reporter dans l'article « *Révolution et contre-révolution en Amérique du Sud* » à la note 3, page 18, de ce numéro de *La Vérité*.

divisions entre communautés, les mobilisations au Liban et en Irak ont des caractéristiques similaires. Elles remettent en cause les divisions communautaires entre chiïtes, sunnites, chrétiens... pour affirmer : nous sommes un seul peuple. Et ce peuple se dresse sur l'exigence : dégage, le régime !

La source de cette mobilisation est la dégradation brutale des conditions de vie et de travail de ces populations, jetées dans la précarité et la misère par les politiques des gouvernements inféodés à l'impérialisme et au capital. Dans un pays comme l'Irak, producteur de pétrole, significatif est le fait que dans la première région pétrolière de Bassora, les jeunes et la population ont cherché à bloquer les raffineries. Ils mettent directement en cause le pillage de leur pays par les trusts internationaux alors qu'ils sont condamnés à la misère la plus grande.

La dénonciation de la corruption par les masses, au Liban et en Irak, n'a pas pour objectif un « nettoyage » du régime, mais de le chasser, parce que la corruption n'est que le sous-produit du pillage et de la domination du capital financier international. C'est le mouvement de la révolution prolétarienne, avec ses formes particulières.

Dans la préface à son *Histoire de la révolution russe*, Léon Trotsky écrivait, à propos de « l'irruption des masses dans le domaine où se règle leur propre destinée », que les événements « s'enchaînent non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime » (9).

Sous toutes les formes possibles, dans les différents pays, les peuples cherchent à surmonter les obstacles dressés par les vieilles directions pour s'ouvrir une brèche dans laquelle ils pourront s'engouffrer dans leur combat contre le vieux système, et ouvrir ainsi la voie à une réorganisation de fond en comble de la société qui ne sera rendue possible que par l'expropriation du capital.

Mais le capital est prêt à tout pour se préserver, comme on l'a vu dans les interventions contre-révolutionnaires au Venezuela, mais aussi au Brésil et en Bolivie.

Les vieilles directions officielles du mouvement ouvrier cherchent à faire obstacle à ce mouvement révolutionnaire, comme par exemple le Parti socialiste au Chili, qui négocie avec le gouvernement une bonne réforme, ou la direction de la centrale syndicale algérienne UGTA qui soutient le régime.

C'EST AU TOUR DE L'EUROPE

Le même processus, dans des circonstances propres à l'Europe — foyer historique du développement de la société bourgeoise et de l'impérialisme —, voit les peuples se dresser, sous les formes les plus diverses, contre les lois du capital mises en œuvre par les gouvernements impérialistes et l'Union européenne (cf. l'article sur *l'Europe en page 37*).

Au moment même où la dislocation de l'Union européenne est en marche, où tous les gouvernements européens sont en crise, le Brexit va encore aiguïser cette crise ; surtout, il exprime l'impasse dans laquelle se trouve le capital financier et sa recherche désespérée des moyens de se survivre.

Dans cette situation, les dirigeants européens sont pris de panique devant le puissant développement de la lutte de classe dans l'un des principaux pays de l'Union européenne, la France. La décision, par Macron et son gouvernement, de remettre en cause le système de retraites établi lors de la vague révolutionnaire de 1945 pour lui substituer un système s'apparentant aux mécanismes des fonds de pension a provoqué un surgissement, parti d'en bas, de la classe ouvrière.

Nul ne sait, au moment où ces lignes sont écrites, ce qu'il adviendra de cette mobilisation massive des travailleurs en France, mais il est un enseignement que l'on peut d'ores et déjà dégager : de manière spontanée et à partir de « la base », les travailleurs du métro parisien et les cheminots se sont massivement mis en grève contre ce plan. Ce déclenchement a été un appel d'air pour les travailleurs de ce pays.

Les principales confédérations syndicales ont été ainsi contraintes, du fait de l'extension de la mobilisation à d'autres secteurs comme l'enseignement, l'énergie, à se prononcer pour le retrait du projet de « réforme » des retraites, non sans tergiversations et manœuvres diverses et variées, manœuvres qui continuent notamment avec les appels des sommets syndicaux à des journées d'action baptisées « temps fort », dont le prochain est programmé le 9 janvier, c'est-à-dire au moment où ces lignes sont

(9) Extraits de la préface de Léon Trotsky à *l'Histoire de la révolution russe*, 14 novembre 1930, tome 1, « Février », Editions du Seuil, 1967, pages 33-34.

écrites dans trois semaines, alors que les travailleurs du métro et du chemin de fer sont en grève reconductible. Ils comprennent qu'on cherche ainsi à les isoler et à jouer le pourrissement de la grève. Dans de nombreux secteurs (métro, cheminots, enseignants), des assemblées générales se tiennent tous les jours et votent la reconduction de la grève. Dans un certain nombre de cas, des comités de grève, intégrant les syndicats, ont été constitués, des brigades s'organisent pour aller dans les autres entreprises. L'expression de la colère de la masse bouleverse toute la situation dans le pays et accentue la crise politique majeure du régime. Quelle que soit l'issue du mouvement en cours, le gouvernement Macron est déjà mortellement frappé.

Déjà, il y a un an, partant d'un refus de l'augmentation du prix des carburants, une mobilisation spontanée et échappant aux organisations syndicales s'était développée dans le pays : les Gilets jaunes. Des travailleurs pauvres — comme on dit — jetés dans la misère se révoltaient. Ils se méfiaient des syndicats, non sans raison, du fait de la politique de leurs sommets depuis des décennies. Ce mouvement est contradictoire, charriant toutes sortes de positions diverses.

L'INTERVENTION POLITIQUE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Mais, comme Lénine l'expliquait à juste titre :

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par *toutes* les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. *Objectivement*, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête. La révolution socialiste en Europe *ne peut pas* être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite

bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, *la lutte de masse n'est pas possible, aucune* révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir » (10).

C'est pourquoi les révolutionnaires ont d'emblée participé à cette mobilisation des Gilets jaunes, dans cet objectif.

Le combat acharné mené par des milliers et des milliers de militants syndicaux pour que les instances syndicales rejoignent le mouvement des Gilets jaunes et y prennent toute leur place a contribué à ce que les éléments les plus réactionnaires s'en écartent ou soient marginalisés, tandis que la mobilisation des Gilets jaunes mettait de plus en plus au centre les revendications communes à celles des travailleurs. Il est significatif que « l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes » (réunion nationale de délégués du mouvement) ait voté à une très large majorité la participation des Gilets jaunes à la manifestation du 5 décembre 2019, appelée par les syndicats contre la réforme des retraites.

Cela n'a été possible que parce que l'intense bataille au sein des organisations syndicales, contre la politique des directions, a abouti à ce que de nombreuses instances syndicales, malgré l'attitude des directions, participent du mouvement des Gilets jaunes. Ces mobilisations, qui expriment le mouvement souterrain qui chemine depuis des années, ont débordé le cadre fixé par les directions du mouvement ouvrier.

Pour les révolutionnaires, il fallait trouver, dans cette nouvelle situation, les formes adaptées pour organiser la couche large de travailleurs qui sont en première ligne du combat. C'est dans ce cadre que l'intervention des révolutionnaires dans le mouvement des Gilets jaunes a permis de faire participer une fraction non négligeable

(10) V. I. Lénine, *Œuvres*, « *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (juillet 1916), tome 22, Editions de Moscou, pages 383-384.

d'entre eux au « Comité national de résistance et de reconquête » (CNRR) et aux comités locaux, aux côtés de militants politiques d'origines diverses, de syndicalistes, etc.

Fondé en 2017, le CNRR n'est ni un substitut aux syndicats ni une pâle copie d'un parti, c'est un regroupement politique de militants d'origines diverses qui se retrouvent sur le terrain de la défense des acquis de la lutte de classe. Dans cette nouvelle situation (marquée par le « dégagisme », la volonté de contrôle par les travailleurs et le caractère « par en bas » des mobilisations), les révolutionnaires doivent trouver les formes et les moyens de grouper largement cette couche, afin de franchir une étape dans la voie de l'organisation indispensable à l'émancipation des travailleurs.

Dès décembre 2018, le 52^e Congrès de la section française indiquait :

« D'un côté, la terreur des sommets devant la menace de surgissement de mouvements "incontrôlés", de l'autre, l'expression de la capacité pour une couche déjà conséquente de militants et de cadres ouvriers de se doter à l'échelle nationale d'une forme d'organisation qui leur permette de sortir de la paralysie dans laquelle partis et directions syndicales tentent d'enfermer la classe ouvrière, et de nourrir, par son action politique, le mûrissement du mouvement spontané qui, à l'évidence, cherche à s'ouvrir une voie. Tout est dans ce rapport dynamique. Il y a, dans le rejet des formes d'action encamisolées par les directions, la préparation du surgissement "spontané" des masses. C'est en ce sens que la multiplication des "comités locaux pour la résistance et la reconquête" s'inscrit dans le cadre de la préparation des conditions politiques de la constitution de "comités d'action" au moment où les masses s'engageront et en définiront les contours. Des "comités d'action" qui auront pour tâche, nous dit Trotsky, "*d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses (...), de leur donner confiance dans leurs propres forces pour l'offensive à venir*", et, ajoute-t-il, "*une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire*" » (Lettre à Jean Rous, novembre 1935).

UN MOUVEMENT QUI VIENDE LOIN

La mobilisation des Gilets jaunes a préparé l'explosion de la lutte de classe contre la « réforme » des retraites. Mais ce mouve-

ment vient de plus loin. Il vient de la grève générale de 1968 qui a chassé le Bonaparte De Gaulle et ébranlé la V^e République, mais qui a été empêchée de faire chuter le régime. Il vient de ce mouvement profond de la classe ouvrière en France qui s'était exprimé en 1995 par une grève et une mobilisation massives, contraignant le gouvernement de l'époque à reculer, là aussi sur sa « réforme » des retraites. Il s'appuie également sur les mobilisations massives de 2003, 2010, 2016, qui, du fait de la politique des directions, n'ont pu aboutir. C'est un long cheminement, profond, souterrain ; c'est la vieille taupe dont parlait Marx, qui accumule ses forces et qui, à un moment donné, surgit brutalement sur la scène politique sans oublier — au contraire ! — les reniements et les trahisons passés, renforçant ainsi la volonté des masses en lutte de contrôler leur propre mouvement.

Cette résistance exprime un rejet contre toutes les forces institutionnelles attachées à la domination du capital. En Europe, ce mouvement prend la forme d'un rejet sans précédent de tous les partis qui prétendaient parler au nom des travailleurs.

Au point de vue électoral, en France, ce rejet a conduit à l'effondrement du Parti communiste et du Parti socialiste... Et dans le même temps, en Allemagne, effondrement du SPD lors des dernières élections du fait de son refus de rompre la grande coalition avec le parti de Merkel ; en Grande-Bretagne, effondrement du Labour Party en liaison avec le refus de sa direction de répondre aux aspirations de la basse électorale ouvrière du parti, de réaliser enfin le Brexit. Lors du référendum, les grandes régions ouvrières, bastions du Labour, avaient voté pour la rupture avec l'Union européenne. Le contenu de ce vote était la volonté de mettre un coup d'arrêt à toutes les mesures anti-ouvrières prises par les gouvernements britanniques, de droite comme de « gauche », au nom des règles de l'Union européenne. La décision de Corbyn de mener campagne pour un nouveau référendum est apparue à la base ouvrière du Labour comme un coup de poignard dans le dos.

L'ensemble de ces développements constitue ce qu'on a appelé le « dégagisme ». Pour les militants de la IV^e Internationale, engagés dans l'aide à la mobilisation des masses, ce mouvement pour la liquidation des vieux partis par la lutte de classe est progressiste.

LA PLACE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Une autre question, en revanche, est celle du mouvement syndical. La politique de subordination des directions officielles du mouvement ouvrier aux intérêts du capital, en Europe, menace ces organisations. Or l'organisation syndicale n'est pas un parti politique. C'est un cadre qui organise les travailleurs quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. C'est l'organisation qui regroupe les producteurs surmontant leur concurrence, contre les exploiters. C'est donc une organisation réservée aux seuls travailleurs pour défendre leurs intérêts exclusifs contre les patrons.

Léon Trotsky souligne à ce sujet :

« Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne (...). Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire (...). C'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois » (*Ecrits sur l'Allemagne*) (11).

Le syndicat est donc un « foyer de démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise ». Il matérialise par sa simple existence, et quelle que soit la politique de sa direction, le fait que la société est divisée en classes aux intérêts contradictoires.

Dans la mobilisation en cours contre la « réforme » des retraites en France, les militants syndicalistes et les travailleurs veulent se réapproprier leurs organisations contre la politique des sommets syndicaux afin qu'elles participent pleinement de la mobilisation, contrôlée par les travailleurs, et qu'en aucun cas les sommets ne recommencent avec leur politique de « concertation » et de « dialogue » avec un gouvernement qui cherche à intégrer les organisations syndicales à l'accompagnement de sa politique. Le gouvernement a déjà convié les centrales syndicales à des rencontres en janvier. D'ailleurs, un certain nombre de dirigeants ont appelé à la trêve de la grève durant les fêtes de Noël, provoquant la colère des cheminots et des travailleurs du métro qui ont déclaré : « *Pas de trêve sans le retrait du projet !* ». Dans cette situation, une série

d'obstacles sont dressés pour barrer la voie à l'action de classe en cours.

Ce mouvement de résistance s'exprime évidemment de différentes façons selon les continents et les pays. Dans l'Afrique soumise au pillage par les trusts, aux guerres et à la dislocation des Etats, et en l'absence de partis défendant la souveraineté nationale, les confédérations syndicales ont une place particulière, car la défense des travailleurs et de leurs revendications est inséparable, dans ces pays opprimés par l'impérialisme, de la question de la souveraineté nationale et du refus de l'ingérence impérialiste.

En Inde, où les organisations syndicales mènent le combat contre la « réforme » du Code du travail du gouvernement, elles ne peuvent pas ne pas se prononcer sur la loi de « citoyenneté indienne » qui impose la déchéance de la nationalité à deux millions de musulmans. Elles comprennent parfaitement que cette opération n'a qu'un but : diviser les travailleurs et détourner l'attention des masses des plans gouvernementaux.

Dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, pays opprimés par l'impérialisme et le capital, la lutte du mouvement ouvrier sur ses revendications est inséparable du combat pour la nation souveraine, pour la rupture des liens de soumission à l'impérialisme. C'est ce que démontrent une fois de plus la mobilisation au Chili, et, sur un autre plan, la résistance des travailleurs à la politique d'ingérence des Etats-Unis pour disloquer le Venezuela.

En Europe, nous l'avons vu, sous des formes particulières, se dégagent des forces au sein du mouvement ouvrier pour s'extirper de la politique des vieilles directions et ouvrir la voie à une politique indépendante, ce qui pose la question du pouvoir et du socialisme.

LES VOIES DE L'INTERNATIONALISME

Ces forces, qui se dégagent à l'échelle internationale, recherchent la voie de la collaboration à l'échelle mondiale. L'unité de l'offensive du capitalisme sur tous les continents et dans tous les pays pousse nécessairement les militants et les responsables à se

(11) Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, Editions Buchet-Chastel, 1973, pages 102-103.

coordonner, pour mener ensemble un combat de résistance. Illustratif est le fait que, en réponse à l'appel des responsables syndicaux de trois pays du Sahel (Niger, Mali, Burkina Faso) contre l'intervention militaire française, et faisant sienne la formule du grand révolutionnaire allemand Karl Liebknecht : « *L'ennemi est dans notre propre pays* », le congrès du Parti ouvrier indépendant (POI, dans lequel militent les membres de la section française de la IV^e Internationale) ait adopté une résolution pour organiser une campagne en France pour le retrait immédiat des troupes françaises. C'est l'internationalisme en pratique.

La très large campagne internationale pour la libération de Louisa Hanoune, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), est menée dans plus de 100 pays. Elle exprime l'intérêt pour les développements de la situation en Algérie de la part de militants ouvriers, politiques et syndicaux à l'échelle internationale. Cet écho témoigne de l'immense disponibilité à l'égard de toute action commune pour la défense de la démocratie indispensable au combat des peuples. Là se concentre toute la place des relations établies par l'EIT, dont Louisa Hanoune est coordinatrice. C'est Louisa Hanoune, en conclusion de la 9^e Conférence mondiale ouverte à Alger en décembre 2017, qui avait proposé, dans le but d'ouvrir un cadre très large, de constituer le Comité international de liaison et d'échanges (Cilé).

Lors de la deuxième réunion du Comité international de liaison et d'échanges en novembre 2019, des militants et des responsables de 55 pays et de quatre continents, d'origines politiques différentes, ont, durant trois jours, débattu, échangé et adopté une déclaration confirmant l'importance de ce regroupement. La déclaration se conclut par un appel à « *faire converger les forces engagées dans chacun de nos pays dans l'organisation d'une Journée internationale contre les guerres et la répression, et qui s'adresserait aux militants ouvriers américains pour leur demander de soutenir la délégation qui se rendrait au siège de l'ONU, à New York, pour dresser l'acte d'accusation de cette institution, instrument des fauteurs de guerre impérialistes* ».

Les militants et les responsables présents ont pour la plupart une histoire différentes les uns des autres, une origine politique différente, des positions politiques

différentes sur de nombreux sujets, mais ils se retrouvent ensemble sur la nécessité de la lutte de classe, contre le capital, pour l'indépendance du mouvement ouvrier, la lutte contre la guerre et la répression, et la souveraineté des nations et des peuples.

Le Cilé est donc un cadre de confluence, de convergence, de militants et de courants qui entendent agir ensemble à égalité pour aider la classe ouvrière à s'émanciper par elle-même.

La IV^e Internationale est respectueuse de ce cadre parce qu'elle considère que dans la nouvelle situation mondiale, il s'agit de regrouper, face à l'effondrement du mouvement ouvrier officiel, toutes les forces qui agissent et combattent pour la défense des droits ouvriers et de la souveraineté nationale.

Une nouvelle situation mondiale s'est ouverte, qui bouleverse tous les rapports et les relations existant jusqu'à maintenant. Opposer le dogme à la réalité est contraire à la politique de Lénine, qui estimait que « *le marxisme est un guide pour l'action* ».

En 1962, Pierre Lambert écrivait :

« Il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même pour certaines non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible, ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont avant tout leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé » (*document interne de la section française*) (12).

Bien évidemment, les conditions ne sont plus les mêmes qu'en 1962, les partis socialistes et communistes se sont effondrés. La

(12) Il s'agit d'une résolution adoptée par la section française, qui figure dans les archives de Pierre Lambert détenues par la section française de la IV^e Internationale. Ce texte a été publié dans la présentation de textes de Pierre Lambert sur « *le combat pour la construction du parti (et la stratégie de la transition)* », qui se trouve dans *La Vérité*, n° 60-61, page 108.

disparition de l'URSS, la chute du mur de Berlin ont entraîné des bouleversements mondiaux considérables (cf. l'article sur la chute du mur de Berlin en page 57). Mais la nécessité de trouver les formes adaptées à la nouvelle situation pour la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale demeure. Bien évidemment, on ne peut reproduire les schémas du passé. Le rejet par les larges masses des vieilles directions qui prétendaient parler au nom des travailleurs et le surgissement par en bas des mouvements de lutte de classe posent dans d'autres conditions la question de la construction d'un parti. Mais celle-ci n'en demeure pas moins une absolue nécessité, pour bâtir, au cours même des processus de la lutte de classe, une organisation qui a pour objectif d'aider les masses à surmonter les obstacles dressés par les appareils, par leur propre mouvement de classe et leur propre contrôle sur ce mouvement de classe. C'est la voie par laquelle les travailleurs se dotent de leurs propres organes, débouchant sur la prise du pouvoir, condition nécessaire pour l'expropriation du capital. C'est sur cette orientation que combat la IV^e Internationale, résumée dans la formule : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

“LE TOUT S'ENCHEVÊTRERA. LE TRI S'OPÉRERA PARTOUT”

Comme l'écrivait Pierre Lambert dans une préface à l'édition péruvienne du programme de la IV^e Internationale, en avril 1989 (13) :

« Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale, sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la

démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérerons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés par le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues, par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions, les divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments les plus avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursui-

(13) Cette préface de Pierre Lambert à l'édition péruvienne du *Programme de transition* (avril 1989) figure dans *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, éditions Sélino, avril 2013, pages 7 à 23. L'extrait cité ici se trouve en pages 22-23.

vra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas. »

Comme le dit Pierre Lambert : « *Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout.* »

Lucien Gauthier
20 décembre 2019



Christian Avril



C.A.

30 novembre, Paris : meeting internationaliste au lendemain de la deuxième réunion du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé).



Santiago du Chili, 30 novembre 2019.



Stade de Quito (Equateur), 13 octobre 2019.

Révolution et contre-révolution en Amérique du Sud

L'ANNEE 2019 s'achève par une situation mondiale marquée par des vagues successives de mobilisations et d'explosions sociales sur tous les continents, avec comme toile de fond l'impasse du régime de la propriété privée des grands moyens de production dans sa phase impérialiste et la résistance farouche des masses à ses effets destructeurs.

L'Amérique latine, « terrain de chasse » historique de l'impérialisme des Etats-Unis, est également entrée pleinement dans cette situation de revirements brusques et d'irruption des masses sur la scène politique, d'affrontement direct entre révolution et contre-révolution, ce qui réduit la marge pour des « solutions intermédiaires » — des opérations de sauvetage du système rejeté par les travailleurs et les peuples, comptant sur l'aide des appareils qui dirigent les organisations qui, à un moment donné, ont exprimé la lutte pour la souveraineté nationale. Ces opérations, même quand elles se produisent, sont de courte durée et préparent de nouvelles explosions.

Cet article se concentre sur la situation en Amérique du Sud et non pas sur l'ensemble de l'Amérique latine, ce qui exigerait d'inclure le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Bien que les 30 millions de voix qui ont élu López Obrador en 2018 (voir *La Vérité*, n° 101, page 27, et *La Vérité*, n° 103, page 19), les mobilisations contre le gouvernement de Daniel Ortega au Nicaragua, les soulèvements successifs du peuple haïtien occupé contre les gouvernements fantoches de Washington tout comme le blocus renforcé des Etats-Unis à Cuba expriment la même situation de fond et ont des répercussions en Amérique du Sud, le sous-continent conserve des aspects particuliers.

Ce fut en Amérique du Sud, il y a vingt ans, avec l'investiture de Hugo Chávez comme président du Venezuela (1999), qu'a débuté une succession de victoires électorales de candidats dits « progres-

sistes », avec des différences entre eux mais exprimant de la part des peuples un rejet commun des gouvernements qui étaient des agents directs de l'impérialisme des Etats-Unis dans le pillage des ressources naturelles, les privatisations et l'aliénation de la souveraineté nationale : victoire de Lula au Brésil (2002), d'Evo Morales en Bolivie (2005), de Rafael Correa en Equateur (2007) et même le bref gouvernement de Fernando Lugo au Paraguay, destitué par un putsch parlementaire en 2012.

Les commentateurs n'ont pas manqué pour associer à ce qu'ils ont appelé la « vague de la gauche » dans la région à la fois les gouvernements du Front large en Uruguay et ceux de la « concertation » (PS et Démocratie chrétienne) au Chili. Vingt ans plus tard, nous avons entendu les mêmes sources nous dire qu'une « droitisation » se mettait en place au sein des peuples d'Amérique du Sud, dont le signe majeur serait l'élection de Bolsonaro au Brésil en 2018, ainsi que celles de Sebastián Piñera au Chili et Iván Duque en Colombie. A cela s'ajoutait la tentative de coup d'Etat au Venezuela, avec « l'autoproclamé » Guaidó au service de Trump, dans une situation où le pays était entouré par des gouvernements hostiles.

Mais il faut aller au-delà de l'apparence des phénomènes et des résultats électoraux pour prendre le pouls de la situation de confrontation entre révolution et contre-révolution qui aujourd'hui se révèle en Amérique du Sud.

EXPLOSION SOCIALE EN ÉQUATEUR

En Equateur, début octobre, la suppression des subventions aux carburants par le président Lenin Moreno pour satisfaire à une exigence du Fonds monétaire international (FMI) a conduit les sociétés de transport — propriétaires de taxis et d'autobus urbains — à bloquer les routes principales de la capitale, Quito. Elle a été le déclencheur de la mobilisation des étu-

dians, des travailleurs et des secteurs populaires contre le gouvernement, qui a décrété l'état d'urgence dans la capitale.

Quelques jours plus tôt, dans le Pérou voisin, une crise institutionnelle a éclaté, le président Martin Vizcarra ayant dissous le Congrès en majorité fujimoriste et appelé à des élections législatives en décembre. Vizcarra était le vice-président de Pedro Pablo Kuczinsky (PPK), un homme d'affaires pro-impérialiste qui avait pris ses fonctions en 2018 et qui a démissionné face aux scandales de corruption. La dissolution du Congrès a été soutenue par des organisations syndicales et la CGTP (centrale syndicale historique) — non sans la contestation de la fédération minière de cette même centrale, qui a critiqué cette position car elle n'exigeait pas le départ de Vizcarra : « *Que se vayan todos !* » (1), disait-elle. Mais elle n'apporte aucune garantie de changement en faveur de la grande majorité exploitée et opprimée du peuple péruvien. Ce qui explique que l'exigence d'une Constituante souveraine, qui est l'orientation de la section péruvienne de la IV^e Internationale, commence à prendre corps dans les organisations de lutte du peuple travailleur.

Pour en revenir à l'Equateur, il faut rappeler que Lenin Moreno a été élu en 2017 avec le soutien du « progressiste » Rafael Correa, qui avait gouverné le pays pendant dix ans, et de sa formation politique Alianza País. Mais quelques mois après son accession à la présidence, il a rompu avec Correa et avec son propre vice-président, Jorge Glas, aujourd'hui en prison et accusé de corruption, tandis que l'ex-président, qui a également été poursuivi en justice, est en exil à Bruxelles. Moreno, depuis lors, a cherché à se rapprocher du gouvernement des Etats-Unis (l'économie du pays est dollarisée) et est devenu un fidèle exécutant des diktats du FMI.

Face à la situation incontrôlable de Quito avec des mobilisations quotidiennes qui se heurtent à la répression, ajoutée à l'annonce par la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (CONAIE) — qui, face à la fragmentation du syndicalisme, est la principale organisation de masse dans le pays, avec une base sociale paysanne — d'une marche qui descendrait de la cordillère jusqu'à la capitale, le gouvernement Moreno a démenagé à Guayaquil, sur la côte Pacifique, centre économique et commercial du pays.

La répression brutale contre les manifestants à Quito et contre la marche de la CONAIE — au cours de laquelle les indigènes ont expulsé des parlementaires « corréistes » qui voulaient exprimer leur solidarité avec cette marche, démontrant leur méfiance envers les politiciens — n'a pas suffi. Ce n'est qu'après l'annulation du décret d'augmentation du prix du carburant et l'accord obtenu par le gouvernement avec la direction de la CONAIE qu'il y a eu une trêve.

Fin octobre, la CONAIE a mis en œuvre un « Parlement populaire » avec d'autres organisations afin de présenter des « propositions économiques » en vue d'un dialogue avec le gouvernement, sous la supervision de l'ONU. Il est clair que ce dialogue avec un gouvernement soumis au FMI n'apportera pas de résultats tangibles pour le peuple, ce qui rend la situation instable et ne la met pas à l'abri de nouvelles explosions.

LES MASSES ENTRENT EN SCÈNE AU CHILI

Le 18 octobre, des lycéens ont sauté les tourniquets du métro de Santiago pour protester contre l'augmentation des tarifs de 30 pesos. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase qui accumulait « *30 ans d'abus* », comme disent les Chiliens, qui, dans les jours suivants, ont occupé les rues de Santiago et d'autres villes du pays par millions, très souvent spontanément.

Sauvagement réprimées par les « carabineros » (2), les masses ont trouvé un soutien dans des organisations qui menaient des luttes spécifiques, comme la Coordination nationale No + AFP (3) (qui lutte depuis des années contre les fonds de pension privés), les syndicats, les associations étudiantes et populaires. En quelques jours, le peuple chilien, avec la jeunesse et les femmes en première ligne, s'est élevé

(1) En espagnol dans le texte : « *Qu'ils s'en aillent tous !* » (Ndt).

(2) *Carabineros de Chile* (Les carabiniers du Chili) est une institution militaro-policière créée en avril 1927 (sa devise : « *Ordre et Patrie* »).

(3) No + AFP : « *Nous ne voulons plus d'AFP* », c'est-à-dire des sept entreprises privées administratrices des fonds de pension (AFP), qui placent l'argent épargné des Chiliens pour leurs retraites sur les marchés financiers.

contre l'héritage de la dictature militaire de Pinochet (1973-1990).

Ainsi, les « 30 ans d'abus » relèvent de la responsabilité des gouvernements, de « gauche » ou de droite, qui ont succédé à la dictature, s'efforçant de maintenir intactes ses institutions — la Constitution en vigueur elle-même est celle de l'époque de Pinochet. La politique économique ultra-libérale du Chili — privatisation à tous les niveaux, y compris santé et éducation — est alignée sur les intérêts de l'impérialisme des Etats-Unis.

« Modèle de succès » célébré par les médias et bannièrè de partis du centre et de la droite dans toute la région, le Chili vit aujourd'hui un processus révolutionnaire, fer de lance des convulsions en cours en Amérique du Sud, en plaçant au centre et de façon aiguë la question de la souveraineté populaire et nationale contre la continuité du régime, à conquérir à travers une Assemblée constituante souveraine, librement élue et avec tous les pouvoirs.

La réaction de l'Unité sociale — regroupement de centaines d'organisations politiques, syndicales, populaires, étudiantes et indigènes présentes dans les mobilisations — consistant à rejeter la manœuvre faite par le gouvernement et l'opposition institutionnelle de convoquer un référendum pour décider de l'opportunité d'une Assemblée constituante en mars 2020, qui, si elle est approuvée, serait installée en novembre sans les pleins pouvoirs — car elle serait soumise au pouvoir actuel et à la règle majoritaire des deux tiers pour adopter les changements — démontre le degré de maturité atteint par le soulèvement révolutionnaire du peuple chilien, quoi qu'il arrive face aux obstacles que toutes les forces institutionnelles dressent devant lui (*voir encadré 1*).

Il convient ici de souligner le rôle joué par le PS chilien — accompagné par la « gauche » et, à l'extérieur du gouvernement, par le PC — depuis la « *transition de la dictature vers la démocratie* » au Chili. S'alliant à la Démocratie chrétienne, parti qui a soutenu le coup d'Etat de Pinochet qui a coûté la vie à Salvador Allende en 1973, le PS a agi pour préserver le modèle politique et économique pinochétiste, et a été le pilier des gouvernements de concertation — qui ont alterné avec deux gouvernements de droite, tous

deux avec le milliardaire Piñera à leur tête (2010-2014 et celui qui a débuté en mars 2018) —, dont le dernier était dirigé par Michelle Bachelet (2014-2018).

Ce n'est pas un hasard si les masses chiliennes en ébullition rejettent tout ce qui a un relent de politique officielle, « *ceux de toujours* », ce qui inclut le PS et dans une moindre mesure le PC, qui est plus présent dans les organisations syndicales et populaires. En même temps, il n'existe même pas l'embryon d'une représentation politique propre à la classe ouvrière chilienne, un parti ouvrier ou des travailleurs, fidèle à sa classe et sur une orientation anti-impérialiste et socialiste, qui puisse diriger le processus en cours.

A tel point que les porte-parole du mouvement sont des dirigeants comme Luis Mesina, un syndicaliste de la banque qui est devenu une référence dans la lutte contre les fonds de pension privés, de nouveaux leaders issus des secteurs les plus exploités et opprimés, comme les femmes travailleuses, les indigènes et les jeunes. Ce qui indique qu'il ne manque pas de matériel humain pour faire les premiers pas sur la voie de la construction de la représentation politique nécessaire pour les travailleurs et les opprimés, tâche qui ne peut être remise à plus tard.

Dans le processus qui a commencé le 18 octobre, outre deux jours de grève générale et de grandes marches et rassemblements, il y a aussi des centaines de « *cabil-dos* », assemblées locales réunissant différents secteurs, qui discutent des revendications populaires, de la nécessité de la Constituante souveraine pour en finir avec le régime et préparent les mobilisations. Ce ne sont pas des organes de pouvoir, dans la mesure où ils ne l'exercent pas effectivement (comme cela s'est produit historiquement au Chili, à la fin du gouvernement Allende, avec les « cordons industriels » et les « assemblées d'approvisionnement et de prix » — JAP), mais ils vont dans cette direction.

Quel que soit le résultat de la manœuvre de la « fausse » Constituante — que les médias pro-capitalistes présentent comme la grande conquête du soulèvement du peuple chilien, accompagnés par la « gauche » institutionnelle au Chili et dans d'autres pays —, le processus ouvert le 18 octobre a déjà laissé une marque indélébile sur le peuple travailleur chilien, et ne man-

quera pas de se manifester et d'être décisif dans le développement immédiat de la lutte des classes dans le pays andin.

COUP D'ÉTAT EN BOLIVIE

Simultanément à l'explosion révolutionnaire au Chili, la contre-révolution a relevé la tête en Bolivie. A peine le second tour de l'élection présidentielle du 20 octobre s'est-il achevé — annonçant un quatrième mandat consécutif d'Evo Morales, avec 47 % des voix contre 36,5 % pour Carlos Mesa, candidat de la droite — que des actions violentes ont débuté de la part de l'opposition, en particulier dans le département de Santa Cruz et dans d'autres départements de la « Demi-Lune », dans la partie orientale du pays, contre la prétendue fraude.

Luis Fernando Camacho, baptisé le « *Bolsonaro bolivien* », a plastronné, se posant en leader des attaques contre des bâtiments publics et des locaux du Mouvement pour le socialisme (MAS, parti d'Evo Morales). Issu d'une famille riche, propriétaire de compagnies minières, évangéliste et raciste anti-indigènes, c'est autour de ce personnage truculent que se sont unis pour réaliser un coup d'Etat la bourgeoisie locale (grands propriétaires terriens de l'agroalimentaire, associés minoritaires de multinationales, exploitants miniers), des secteurs réactionnaires de la classe moyenne, des officiers supérieurs des forces armées (à tradition putschiste et nullement expurgées par Evo) et l'ambassade des Etats-Unis.

L'ultimatum adressé à Evo a été donné par le général Williams Kaliman le 10 novembre, quand il a « suggéré » sa démission. Le gouvernement était déjà confronté à des émeutes de la part de la police, qui refusait de réprimer les actions violentes de l'opposition.

Evo a démissionné, ainsi que son vice-président et idéologue du MAS, Alvaro Garcia Linera, pour « *éviter l'effusion de sang parmi les Boliviens* ». Il s'est ensuite rendu à Cochabamba, où il avait commencé sa carrière comme leader « *cocalero* » (4).

On pensait qu'à partir de là, Evo organiserait la résistance au coup d'Etat. Mais en moins de 48 heures, Evo et Garcia Linera quittèrent le pays à bord d'un avion

officiel envoyé par le président mexicain Lopez Obrador, qui leur avait accordé l'asile politique.

Evo et le MAS détenaient les deux tiers des sièges de l'Assemblée plurinationale et du Sénat, ils venaient de remporter l'élection avec 10 % d'avance sur Mesa, ils avaient donc une base sociale importante, qui s'est même mobilisée, dès l'annonce de leur démission, aux cris de « *Evo, no estás solo !* » (5), sachant que leurs ennemis irréductibles prenaient le pouvoir.

Mais Evo a laissé sa base sociale isolée dans sa résistance au coup d'Etat, soumise à la répression la plus cruelle, occasionnant 28 morts et des centaines de blessés, et à toutes sortes d'agressions. Si la démission d'Evo avait pour but d'éviter un bain de sang, celui-ci a fini par se produire.

Le coup d'Etat a été consommé par l'auto-proclamation de Jeanine Añez, sénatrice d'un groupe minoritaire, face à une Assemblée vide le 12 novembre. Cela sans que la démission d'Evo n'ait été acceptée par la même Assemblée, mais avec le soutien des forces armées. Elle a été immédiatement reconnue par les Etats-Unis, l'OEA, Bolsonaro, Duque et son partenaire en auto-proclamation Guaidó, du Venezuela, ce qui pourrait être drôle si ce n'était tragique.

Tandis que les dirigeants du MAS ont commencé à négocier avec les auteurs du coup d'Etat pour organiser une nouvelle élection présidentielle sans la participation d'Evo ou de Garcia Linera, qui ne disent rien de cet arrangement (qui semble bénéficié de leur approbation), Camacho est déjà en campagne pour devenir le président de la Bolivie.

Comment a-t-il été possible d'en arriver à cette situation et de façon aussi rapide ? Qu'est-ce qui justifie le fait qu'Evo ait donné à l'OEA — agence de l'impérialisme américain, celle-là même qui reconnaît Guaidó comme président du Venezuela — le pouvoir de décider des résultats de l'élection présidentielle en Bolivie ?

(4) Il s'agit du nom donné en Bolivie aux cultivateurs et producteurs de coca (*cocaleros*).

(5) En espagnol dans le texte : « *Evo, tu n'es pas seul* » (*Ndr*).

Le gouvernement d'Evo, qui s'est heurté à l'hostilité de l'oligarchie lorsqu'il a modifié les règles de l'exploitation pétrolière et gazière en faveur de l'Etat bolivien peu après son investiture en 2006, qui a dû faire face à la menace de séparatisme de l'oligarchie de Santa Cruz et Tarija lors de son premier mandat, a fini par obtenir un accord de coexistence avec les entreprises agroalimentaires et les coopératives minières privées — qui exploitent, avec des salaires de misère, une main-d'œuvre à qui il est interdit de se syndiquer —, se heurtant pour cela y compris à des groupes indigènes et des secteurs syndicaux.

Le gouvernement du MAS se félicitait de la croissance économique atteinte ces dernières années, qui a permis une amélioration des conditions de vie du peuple, mais n'a rien fait pour renationaliser les mines privatisées lors des gouvernements précédents, encourageant les coopératives privées au point que la Comibol (société minière) d'Etat est maintenant minoritaire dans l'exploitation des riches gisements d'étain, de lithium, d'argent, etc.

L'une des conséquences de cette situation a été l'affaiblissement de la Fédération syndicale minière, colonne vertébrale de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), devant la Fédération des coopératives minières, dont la majorité a soutenu le coup d'Etat contre Evo.

A la surprise même des grands médias, la COB, qui a toujours occupé une place centrale dans les conflits sociaux et politiques du pays, et était considérée comme « l'alliée d'Evo », par la voix de son principal dirigeant, Huarachi, avant même l'ultimatum des forces armées, a demandé « respectueusement » la démission du « camarade » Evo Morales au nom de la « paix entre les Boliviens ». Puis, face aux atrocités de l'opposition putschiste, elle a menacé de déclencher une grève générale si la « normalité institutionnelle » — déjà rompue — n'était pas restaurée... Grève générale qui n'a pas eu lieu.

Il est vrai que des secteurs syndicaux, en particulier la base de la Fédération minière, se sont rendus dans la ville d'El Alto, où s'est concentrée la résistance au putsch à partir de la Fédération des associations de voisins (FEJUVE), rassemblant des travailleurs et des communautés indigènes qui sont arrivés à bloquer l'approvisionnement de La Paz. Il y a également eu une résistance

à Cochabamba, à Potosí et dans d'autres régions. Mais une résistance décapitée, que ce soit par Evo lui-même en quittant le pays ou par la position de la direction de la COB, ou encore par la position du MAS, qui négocie actuellement avec les putschistes les règles pour une nouvelle élection présidentielle.

La situation reste, cependant, instable, et la Bolivie continue d'exprimer sa résistance malgré tous ces obstacles.

L'HEURE DE LA COLOMBIE EST VENUE...

Désignée comme le « porte-avions » des Etats-Unis en Amérique du Sud, en raison de la forte présence de bases militaires « *gringos* » (6) sur son territoire et de l'étroite collaboration de ses gouvernements successifs avec les plans impérialistes dans la région, la Colombie est également secouée par la mobilisation des masses en cette fin d'année.

Il y a déjà eu trois jours de grève générale dans le pays, avec une large participation non seulement des travailleurs en réponse à l'appel de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), mais aussi de larges secteurs populaires, des étudiants aux indigènes, tous unis contre le gouvernement de Iván Duque.

Certes, les événements en Equateur et au Chili ont influencé le peuple colombien, otage de la « sale guerre » contre les guérillas qui a marqué l'histoire récente du pays, opposant l'armée (et des groupes paramilitaires de droite) aux FARC et à l'ELN. L'accord de paix avec les FARC, conclu sous le gouvernement de Santos, prédecesseur de Duque, n'a pas touché, même de loin, aux problèmes structurels qui sont à l'origine de la violence endémique dans le pays, dont le trafic de drogue. Rappelons-nous que la Colombie détient le record du nombre de syndicalistes assassinés dans le monde.

La Colombie, pays clé dans le processus débuté par Obama et approfondi par Trump de blocage et de menace d'intervention militaire au Venezuela, est aujourd'hui le théâtre d'une irruption des masses en lutte pour leurs revendications vitales.

(6) Terme espagnol que l'on pourrait traduire par « yankees » en français (Ndt).

UNE AIDE DIRECTE À LA RÉSISTANCE DU PEUPLE DU VENEZUELA

Cette irruption des masses en Colombie constitue aussi une aide directe apportée à la résistance du peuple vénézuélien voisin contre le blocus économique engagé par Trump et les terribles conditions économiques que celui-ci provoque.

La résistance du peuple vénézuélien à aliéner son indépendance envers les Etats-Unis, qui se réalise dans des conditions difficiles, se heurte très souvent aux mesures politiques émanant du gouvernement de Nicolás Maduro, qui subit la pression des intérêts privés, y compris ceux des militaires de haut rang qui dirigent des entreprises publiques ou même reprivatisées. Le peuple travailleur, pour sa part, combat pour la préservation des conquêtes sociales et ouvrières obtenues sous la présidence d'Hugo Chávez, comme la Loi organique du travail (LOTTT) et les nationalisations.

La constitution, en août de cette année, de la Coordination autonome et indépendante des travailleurs (CAIT) — lors d'une réunion nationale qui s'est tenue à Caracas avec la participation de syndicalistes, militants et députés constituants, sur une ligne de défense inconditionnelle des conquêtes sociales et ouvrières du processus « bolivarien » et, en même temps, d'un front unique anti-impérialiste avec le gouvernement Maduro contre toute tentative d'agression militaire et d'ingérence des Etats-Unis sur les questions qui ne concernent que le peuple du Venezuela — indique une voie qui doit être approfondie : celle de la représentation politique propre des travailleurs.

C'est cette résistance du peuple vénézuélien qui a empêché le putsch de l'autoproclamé Guaidó, aujourd'hui menacé de destitution par l'Assemblée nationale elle-même, contrôlée par l'opposition pro-impérialiste qui l'avait pourtant nommé, laissant à nu cette marionnette de la Maison-Blanche et démoralisant ses soutiens internes.

EN ARGENTINE, LA LUTTE DE CLASSES A PRÉPARÉ LA DÉFAITE DE MACRI

En règle générale, les processus électoraux nous donnent une vision déformée du rapport de force réel existant dans les so-

ciétés. Le second tour de la présidentielle en Uruguay a donné la victoire, avec une marge étroite de voix, au candidat du Parti national (ou Blanco, de droite) Lacalle Pou, soutenu par le Parti Colorado et l'extrême droite, contre Daniel Fernández, du Front large (FA), coalition organique entre le PS, le PC, les ex-Tupamaros et d'autres groupements, qui dirigeait le pays ces quinze dernières années.

Prévisible du point de vue électoral, car au premier tour la somme des voix de l'opposition dépassait le Front large, il s'agit en fait d'un ballottage politique qui annonce une polarisation sociale qui s'approfondira. La base sociale du FA se situe dans les syndicats qui composent la centrale PIT-CNT et dans les secteurs populaires, qui seront désormais les cibles d'une politique liée aux intérêts du capital local et étranger.

C'est-à-dire qu'il s'agit de la même politique que celle appliquée par Mauricio Macri en Argentine tout au long de son mandat (2015-2019) et qui s'est soldée de façon désastreuse pour le peuple : perte du pouvoir d'achat des salaires, qui n'ont suivi ni l'inflation (55 % sur un an) ni la dévaluation du peso face au dollar (de 14 pesos contre 1 dollar, on est passé à 62 pesos contre 1), chômage, augmentation de la pauvreté passant de 28,5 % de la population à 40 %, services publics délabrés. Cela tandis que le président recevait dans des réunions du G20 ceux des Etats-Unis et de France, et contractait un emprunt de 57 milliards de dollars auprès du FMI, dont la dernière tranche de 11 milliards de dollars a été libérée par le président élu au premier tour en octobre et investi dans ses fonctions le 10 décembre, Alberto Fernández.

La victoire électorale de la formule présidentielle Fernández-Cristina Kirchner — dans laquelle c'est l'ex-présidente qui dispose d'une base militante plus à gauche dans le spectre du péronisme, tandis que Fernández a émergé en politique comme conseiller de Carlos Menem, de la droite péroniste, migrant ensuite vers l'entourage de Nestor Kirchner — reflète, en premier lieu, le rejet des travailleurs du gouvernement pro-impérialiste de Macri.

En second lieu, elle reflète une question non résolue au sein du peuple travailleur argentin, celle du péronisme. Même le candidat à la vice-présidence sur

la liste de Macri se revendiquait du péronisme, et le Parti justicialiste (nom officiel) s'étend d'une gauche anti-impérialiste jusqu'à une droite servile et aux tonalités fascistes. La « décantation » du péronisme — qui impliquerait sa division — en un « parti de travailleurs », comme le pensaient certains de ses dirigeants de l'aile gauche, n'a jamais eu lieu. Ainsi, la question de la représentation politique propre de la classe ouvrière continue à être non résolue dans un pays à forte tradition de lutte ouvrière et syndicale.

L'élection qui a chassé Macri du pouvoir — comme l'a expliqué Dora Martinez, secrétaire générale adjointe de la Centrale des travailleurs argentins autonome (CTA-a), lors de la récente réunion du Comité international de liaison et d'échanges tenue à Paris du 28 au 30 novembre — a été précédée d'une série de mobilisations sur le terrain de la lutte de classes, dont cinq jours de grève générale au cours du quadriennat de Macri. Des mobilisations de classe qui ont été le produit de l'unité d'action établie entre les deux CTA (« autonome » de Micheli et « des travailleurs » de Yaski, du nom de leurs secrétaires généraux) et le secteur de la CGT dirigé par Moyano.

Ainsi, toutes les « réformes », tous les ajustements et toutes les mesures pro-FMI avancées par Macri ont été contrés dans la rue, certains ont été partiellement adoptés, d'autres ont été stoppés. Il en va de même sur le plan des droits démocratiques, comme le droit à l'avortement, mais aussi dans la dénonciation du soutien que Macri a apporté à Guaidó au Venezuela ou à Bolsonaro au Brésil.

Les syndicalistes argentins savent le rôle qu'ils ont joué dans la défaite de Macri et ne baisseront pas la garde, car ils n'ont pas l'illusion que la simple élection de Fernández aura pour effet de résoudre la situation dramatique de chômage et d'augmentation de la pauvreté du peuple héritée du précédent gouvernement.

ET LE BRÉSIL...

Le pays qui détient la principale économie d'Amérique du Sud avec près de la moitié de sa superficie et de sa population est à présent gouverné par Jair Bolsonaro, un ex-capitaine expulsé de l'armée, défen-

seur de la dictature militaire et de ses méthodes, y compris de la torture. Il fut pendant près de trente ans un terne député fédéral, jusqu'à ce qu'il apparaisse comme quelque chose de « nouveau » lors de l'élection présidentielle d'octobre 2018, lorsqu'il est parvenu à se présenter au second tour, comptant avec le soutien de la bourgeoisie locale et de ses principaux partis politiques — et la bénédiction du gouvernement Trump —, contre le candidat du PT, Fernando Haddad, qui a remplacé Lula, empêché par la justice de disputer l'élection pour être emprisonné.

Dans ces conditions, auxquelles se sont ajoutés « l'anti-pétisme » distillé par les grands médias et les « fake-news » frauduleuses de ses partisans, Bolsonaro a remporté l'élection. Sur le point d'achever une année de mandat, les sondages lui attribuent 30 % de soutien — le taux le plus bas obtenu par un président brésilien au cours de sa première année au pouvoir —, mais il ne semble pas en être gêné. Après tout, il a réussi à faire adopter la « réforme » de la Sécurité sociale en attaquant les pensions des travailleurs, ce qu'il avait promis au « marché », représenté par Paul Guedes, ministre de l'Économie dans son gouvernement.

L'élection de Bolsonaro a été l'aboutissement d'un processus qui a débuté avec le coup d'État parlementaire qu'a représenté la « destitution » de la présidente Dilma Rousseff, votée par la majorité réactionnaire du Congrès national (Chambre des députés et Sénat) en 2016.

Elle a été remplacée par son vice-président, Michel Temer (PMDB), pour terminer son mandat jusqu'en 2018. Le gouvernement Temer avait déjà la prétention d'adopter une politique ouvertement impérialiste. L'une des premières mesures prises a été de réviser le système d'exploitation pétrolière dans le pré-sal (gisements offshore), que le gouvernement Lula avait modifié en faveur de la participation obligatoire de Petrobras (entreprise contrôlée par l'État) en remplaçant le régime de la concession par celui du partage (dans lequel les entreprises privées associées reçoivent des redevances, mais où le pétrole est propriété de la nation). Mais Temer n'a pas eu la force politique de mener à bien la « réforme » de la Sécurité sociale, bloquée par une grève générale convoquée par la CUT et d'autres centrales syndicales

qui a mobilisé près de 40 millions de travailleurs dans tout le pays.

Durant la période Temer, la crise des partis politiques s'est poursuivie de façon accélérée. Non seulement celle du PT — qui était la cible d'attaques quotidiennes de la part des médias et dont le leader historique, Lula, était accusé de corruption et emprisonné —, mais aussi de ceux qui représentaient traditionnellement les intérêts de la bourgeoisie et des oligarchies régionales, favorisant ainsi la montée de l'aventurier et candidat-Bonaparte qu'est Bolsonaro, avec le soutien des grandes entreprises et des forces armées.

Même après avoir subi des défaites successives — destitution de Dilma Rousseff, incarcération arbitraire de Lula, élection de Bolsonaro et adoption de la « réforme » de la Sécurité sociale —, le mouvement de résistance des travailleurs et des secteurs opprimés n'a jamais cessé de se manifester, dépourvu de la force nécessaire pour éviter ces défaites mais avec l'énergie suffisante pour maintenir debout ses organisations. A commencer par le PT, dont la destruction a été présentée aux quatre vents comme irréversible, en passant par la CUT — qui a déclenché une grève générale d'une amplitude similaire à celle de 2017 pour la défense de la Sécurité sociale publique et solidaire également en 2019, mais qui n'a pas empêché son adoption par le Congrès — et jusqu'aux organisations populaires et étudiantes, qui résistent à la politique obscurantiste de privatisation et d'offrande de la nation aux appétits de l'impérialisme qui est celle Bolsonaro.

Pour ce qui est des défaites, les erreurs du PT tout au long de ses quatorze années de gouvernement, d'abord avec Lula, puis avec Dilma, ont certainement pesé. En particulier, la politique de conciliation avec la bourgeoisie locale et avec l'impérialisme, symbolisée par le commandement militaire brésilien dans l'occupation d'Haïti par les troupes de l'ONU (les généraux qui ont participé à cette opération sont maintenant dans le gouvernement Bolsonaro). Une collaboration de classe s'est également exprimée dans la politique d'alliances du PT, privilégiant des partis tels que le PMDB de Temer, qui est à l'origine de l'absence de réformes structurelles dans cette période (réforme agraire, réforme fiscale, réforme politique

qui exigerait une Constituante souveraine), tout en maintenant intacts les privilèges de l'élite.

Ainsi, au début du second mandat de Dilma (2015), avec la nomination de Joaquim Levy, banquier lié au « marché » (c'est-à-dire à l'impérialisme), comme ministre de l'Economie, avec un plan d'ajustement qui s'est heurté à la base sociale qui avait garanti sa réélection, les conditions de vie des masses, qui s'étaient améliorées — notamment par la politique de revalorisation du salaire minimum, des actions pour combattre l'extrême pauvreté et des investissements dans l'éducation et la santé —, ont commencé à régresser, ce qui s'est traduit par une perte rapide de popularité du gouvernement, ouvrant la voie aux mobilisations de la droite pour le renverser.

Lors des récents congrès de la CUT (octobre) et du PT (novembre), la résistance s'est exprimée. Dans le cas de la CUT, par l'adoption d'une orientation de lutte « *pour la fin du gouvernement Bolsonaro* », à partir du combat contre les privatisations et le démantèlement des services publics, contre une nouvelle atteinte aux droits du travail symbolisée par la « carte verte jaune » qui encourage le travail précaire et sans droits garantis.

Quant aux résultats du 7^e Congrès du PT — qui a compté avec la présence de Lula, libéré de la prison de Curitiba par décision du Tribunal suprême fédéral (STF — Cour suprême) parce que sa détention était inconstitutionnelle, avec des recours encore pendants devant des tribunaux supérieurs —, nous renvoyons le lecteur à la rédaction du journal *O Trabalho*, organe de la section brésilienne de la IV^e Internationale, qui combat au sein du PT pour sauver ses meilleures traditions, aux côtés d'autres militants, à travers le regroupement « Dialogue et Action pétiste » (DAP) (*voir encadré 2*).

CONCLUSION PROVISOIRE

Provisoire, car les processus consignés dans cet article sont en cours. Cependant, ils sont d'ores et déjà chargés d'enseignements.

En premier lieu, le fait qu'il est inévitable que la résistance des masses s'exprime de manière explosive partout, comme

en Amérique du Sud où les inégalités sociales ont augmenté ces dernières années — au Brésil, 1 % des plus riches détiennent 27 % du revenu national, au Chili, 1 % en possèdent 23 % —, car les gens veulent vivre de leur travail et ils en sont empêchés par la soumission des gouvernements à la politique de l'impérialisme, qui les pousse à se défendre physiquement.

En second lieu, ce sont des processus qui montrent les limites des prétendus gouvernements progressistes d'Amérique du Sud, qui, en tentant de s'accommoder de l'impérialisme américain — dont la politique est d'exiger une soumission totale à ses intérêts — et donc en ne menant pas jusqu'à son terme une politique de rupture avec son système et ses agents locaux, finissent par perdre le soutien populaire, subissent des coups d'Etat promus par ceux qui semblaient être « alliés » ou simples concurrents dans « l'alternance au pouvoir ». Et finalement, ce sont la classe travailleuse et les peuples qui paient l'addition. C'est pourquoi l'histoire ne se répétera pas dans les circonstances mondiales et régionales actuelles, et ce qui se prépare, c'est le choc entre révolution et contre-révolution.

L'irruption des masses sur la scène politique est la matière première de tout

processus révolutionnaire, lequel ne sera jamais chimiquement pur ou dirigé depuis une officine. Il est nécessaire que les groupes et les sections de la IV^e Internationale rejoignent le mouvement que les masses accomplissent, avec toutes les confusions et les préjugés qui peuvent exister parmi elles, en se dotant de formes flexibles de dialogue et d'organisation des travailleurs et des autres secteurs opprimés par le capital, comme les femmes et les jeunes.

C'est dans le cours même de la lutte, en affrontant les obstacles dressés par des appareils inféodés au système impérialiste en crise, que surgiront les militants disposés à construire une véritable représentation politique indépendante de la classe travailleuse, qui puisse aider les masses à se libérer de toute exploitation et oppression. Aider au développement de ce processus, telle est la place de la IV^e Internationale, fidèle à son programme de fondation et dotée de la méthode de transition dans la construction du parti révolutionnaire.

Julio Turra

14 décembre 2019

Encadré 1

Déclaration d'Unité sociale rejetant l'Accord pour la paix et la nouvelle Constitution (Chili)

En tant qu'Unité sociale qui regroupe plus de 200 organisations sociales, syndicales, de droits de l'homme, environnementales, de peuples premiers, de sans-logis, de migrants, du secteur santé, d'handicapés, de féministes, de l'enseignement universitaire et du second degré, des professeurs et universitaires, nous voulons indiquer notre rejet de l'« Accord pour la paix et la nouvelle Constitution ». Cet accord a été réalisé au petit matin entre partis politiques, sans la participation et la légitimité de tous ceux qui, comme nous, ont participé aux mobilisations ; il a été bâti littéralement pendant que les droits de l'homme étaient réprimés et violés systématiquement, et il a été réalisé entre quatre murs et dans le dos des mouvements sociaux.

Il est très révélateur de cette origine que l'accord intègre des mécanismes que nous avons rejetés de manière solennelle :

- 1) un quorum restreint qui perpétue la mise à l'écart des minorités ;
- 2) il est discriminatoire à l'égard des mineurs de 18 ans ;
- 3) il ne prévoit pas des mécanismes de participation pluri-nationale et d'égalité de genre ;
- 4) il établit un mécanisme de représentation et d'élection fonctionnelle pour les partis politiques qui ont été responsables de l'actuelle crise politique et sociale.

Le fait que l'Assemblée constituante soit une nécessité ne peut être compris que comme fruit de la mobilisation populaire. Cette avancée du peuple implique une rupture avec le modèle néo-libéral imposé lors de la dictature et consolidé par les gouvernements de la concertation et de la droite pendant les 30 dernières années. En ce moment, nous devons être capables de nous diriger de manière irrévocable vers une Assemblée constituante plurinationale et paritaire.

La répression criminelle contre les peuples exercée par le gouvernement et par les forces armées est le fait de responsables politiques qui ne peuvent pas rester dans l'impunité et doivent être jugés de manière immédiate. La mise sur pied d'une « commission de Vérité et de Justice » est fondamentale, tout comme l'arrêt immédiat de toute politique de criminalisation et de répression des mouvements et des combattants sociaux. Aucune démocratie ne peut se construire sur l'impunité.

Dans un contexte de répression et de terrorisme d'Etat, à travers tout le pays s'est construit un processus de délibérations inédit à travers la participation à des formes différentes de réunions, locales, *cabildos* (assemblées municipales — *Ndlr*), d'assemblées territoriales et de *trawün* (assemblée dans la langue des *Mapuches*), qui construisent démocratiquement nos propositions de nécessaires transformations pour une nouvelle société.

Pour toutes ces raisons, nous lançons un appel à maintenir la mobilisation pour une véritable Assemblée constituante plurinationale et paritaire, pour un calendrier immédiat de restitution des droits sociaux et contre la précarisation de la vie et de la crise socio-environnementale. De plus, en même temps, nous appelons à freiner l'agenda législatif néo-libéral de l'exécutif, qui doit retirer des projets comme par exemple celui du TPP11 (*Accord de partenariat trans-Pacifique concernant 11 pays, dont le Chili — Ndlr*), la loi d'intégration sociale et la loi « crèche universelle » (1). C'est pour tout cela que, dans les prochains jours, nous lancerons un appel adressé à la population et aux organisations sociales pour une nouvelle grève générale et une journée de protestations. De la même manière, nous présenterons une proposition d'Assemblée constituante plurinationale, ainsi qu'un programme de transformations élaboré par les mouvements sociaux.

(1) Cette loi, très probablement, ferait disparaître les congés de maternité, puisque les femmes pourraient trouver (peut-être sur leur lieu de travail) un local pour y déposer leur bébé le matin ; et tout cela sous l'égide du ministère de la Femme, pour des opportunités de travail pour les femmes et pour l'égalité hommes-femmes ! (*Ndt*).

Encadré 2

Editorial de *O Trabalho* (6 décembre 2019) (Brésil) « *Se préparer à une année de polarisation* »

L'année 2019 se termine, première année d'un gouvernement autoritaire et servile qui s'est installé au Planalto sous les auspices des institutions pourries, des médias et des classes dominantes, qui, sous la houlette du capital financier, ont provoqué le putsch de 2016, ouvrant l'égout d'où ont surgi Bolsonaro et sa racaille.

Une année d'un gouvernement dont la « mission » donnée par les puissants, de l'extérieur et de l'intérieur du Brésil, est d'écorcher la chair du peuple travailleur et ensuite d'offrir dans un banquet nos richesses à l'appétit insatiable de l'impérialisme.

C'est ce qu'ils ont commencé à faire au cours de ces douze derniers mois. La réforme de la Sécurité sociale, les attaques contre l'éducation, le démantèlement de Petrobras, l'assaut contre l'Amazonie, la paupérisation accélérée du peuple, la destruction de droits avec la précarisation brutale des conditions de travail, les attaques contre la culture, la violence... C'est pour cela, et bien plus encore, que Bolsonaro et sa racaille — les « doctes » Moro et Guedes, et y compris les généraux étoilés — ont été promus au gouvernement.

Mais un fantôme hante toute cette bande. Le fantôme de la résistance et de la lutte du peuple travailleur contre la spoliation impérialiste.

« Nous étions sur un chemin. Et puis, tout à coup, la confusion commence en Amérique latine (...) et Lula sort de prison et dit "*Nous allons faire de même qu'au Chili*" (*O Globo*, 1^{er} décembre 2019), se référant au discours de Lula à São Bernardo le 9 novembre : "*Nous devons suivre l'exemple du peuple chilien*". »

Oui, il est certain que la lutte du peuple brésilien tirera des leçons de l'expérience de la lutte du peuple chilien et des autres peuples du continent. Des peuples qui se lèvent parce qu'ils veulent vivre, et pas seulement en Amérique latine, comme cela a été démontré à travers les exemples donnés au Comité international de liaison et d'échanges.

Mais, n'en doutons pas, Bolsonaro et sa racaille se préparent à effrayer le fantôme — la lutte du peuple — par de nouvelles attaques contre la démocratie. Sa proposition d'introduire la Garantie de la loi et de l'ordre (GLO) (1) pour les reprises de possession dans les campagnes n'en est qu'un exemple.

C'est pourquoi il est nécessaire d'user de clarté et de fermeté.

Le Parti des travailleurs, qui peut mener la lutte du peuple brésilien pour « suivre l'exemple du peuple chilien », ne peut pas perdre de vue que toute son action doit être orientée vers le renforcement de la lutte pour la fin du gouvernement Bolsonaro. Ce pas, le 7^e Congrès du PT (22-23 novembre) ne l'a pas fait. La discussion se poursuit.

D'autre part, le congrès a eu raison d'adopter la décision de poursuivre la lutte pour « Lula libre », au plein sens du terme : annulation de toutes les poursuites contre lui. Car cette persécution de Lula, commandée par un pouvoir judiciaire pourri et son juge Moro — qui prétend faire légaliser (2) des massacres comme celui des jeunes du bidonville de Paraisópolis (3) —, concentre tout l'engrenage mis en place par les institutions qui ont amené Bolsonaro et sa racaille au gouvernement.

L'année 2020 sera une année de confrontation entre les forces qui veulent soumettre le pays à l'avidité du profit des puissants du monde et le peuple qui veut vivre. Oui, ce sera une année polarisée entre des intérêts opposés, et le PT a toute une place à occuper dans la lutte du peuple.

Le Dialogue et Action pétiste (DAP) organise une rencontre nationale le 15 décembre. Pour faire le bilan du 7^e Congrès et donner les moyens aux groupes de base du DAP, en discutant et en agissant comme le PT agissait, pour aider à faire en sorte qu'en 2020, avec le concours décisif du PT, la lutte du peuple brésilien mette fin à l'escalade destructrice qui ravage le pays.

(1) La GLO, créée sous le gouvernement Dilma, autorise l'armée à intervenir dans des conflits sociaux (Ndt).

(2) L'ex-juge et actuel ministre défend une loi qui donne « le droit de tuer » à la police militaire (Ndt).

(3) Neuf jeunes ont été tués par la police militaire lors d'une fête dans la périphérie de São Paulo (Ndt).



« Unes » des numéros d'octobre et novembre 2019 de *O Trabalho*, organe du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, section brésilienne de la IV^e Internationale.



Couvertures des cinq précédents numéros de *La Vérité*, éditée simultanément en cinq langues : français (n° 99), anglais (n° 100), espagnol (n° 101), portugais (n° 102), allemand (n° 103).

ETATS-UNIS

A un an de la présidentielle, le système politique américain dans l'impasse

C'est à la fois anecdotique et très révélateur : tous les principaux candidats déclarés à la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis ont plus de 70 ans. Cette sclérose du système politique américain est l'expression de la crise qui le mine et de son incapacité à se recomposer politiquement sur les bases qui le fondent.

Les Partis démocrate et républicain représentent fondamentalement les mêmes intérêts : ceux de l'impérialisme américain. A un moment déterminé, une aile de l'impérialisme s'appuiera plutôt sur l'un ou l'autre, mais au final, le débat parlementaire a pour rôle de trouver un compromis entre les nuances qu'il peut y avoir entre les républicains et les démocrates, et, *in fine*, entre les différentes factions de l'impérialisme.

DANS la dernière période, le Parti républicain a plutôt représenté l'industrie et une tendance plus protectionniste, alors que les positions plus interventionnistes du Parti démocrate étaient davantage soutenues par la finance et les entreprises des « nouvelles technologies ». Mais il serait vain d'y voir une différence profonde entre ces deux partis : certains démocrates ont des positions plus conservatrices que certains républicains et les grandes entreprises financent généralement les campagnes de candidats des deux bords, choisissant selon le candidat souvent plus que selon son parti (1). Les changements de parti sont d'ailleurs fréquents : Donald Trump fut démocrate, Joe Biden proche des républicains et Michael Bloomberg maire républicain de New York...

Le système politique américain est entièrement organisé autour des élections qui, tous les deux ans, renouvellent la Chambre, un tiers du Sénat, et tous les quatre ans le président, et donc son gouvernement. Le système de scrutin uninominal à un tour (2), doublé, pour l'élection du président, d'un système de grands électeurs, rend pratiquement impossible pour un nouveau parti de faire son entrée sur l'arène électorale. Il a existé des troisièmes partis aux Etats-Unis mais ceux d'entre eux

ayant obtenu des résultats électoraux ont toujours exprimé une crise temporaire de l'un des deux grands partis et ont rapidement disparu pour rejoindre l'un d'eux. Ce système électoral est parachevé par des primaires, qui en font partie intégrante : tout électeur peut s'enregistrer comme démocrate ou républicain et ainsi participer aux primaires du parti correspondant.

Partout dans le monde, les systèmes politiques appuyés sur les partis traditionnels sont frappés d'une crise entraînant une restructuration en profondeur du paysage politique. En Europe, les vieux partis sociaux-démocrates sont en ruine en Grèce, en France et, à des degrés divers, dans tous les pays d'Europe occidentale ; en Amérique latine, on assiste à une vague de soulèvements, s'attaquant par exemple au Chili à tout l'héritage de la dictature de Pinochet maintenu par les gouvernements successifs,

(1) Le financement direct d'un candidat ou d'un parti par une entreprise est interdit aux Etats-Unis, mais pas celui de leurs cadres dirigeants. Tout donateur devant déclarer son employeur, on peut avoir une cartographie précise des financements des candidats par les entreprises. Voir par exemple : www.opensecrets.org.

(2) Ce système de scrutin favorise le bipartisme et existe dans d'autres pays où il y a un bipartisme plus ou moins prononcé. Mais le système politique ne se résume pas au système électoral, et c'est bien l'ensemble du système politique américain qui est fondé sur l'existence de deux partis pro-impérialistes.

de droite comme de « gauche » ; au Moyen-Orient, c'est tout le système confessionnel qui est la cible de soulèvements au Liban et en Irak ; et en Afrique du Nord, après le soulèvement qui a chassé Ben Ali en Tunisie, c'est l'Algérie qui s'embrace contre le régime hérité du parti unique qui a confisqué la lutte de libération nationale contre l'impérialisme français.

Les Etats-Unis n'échappent pas à cette crise, sous une forme particulière due à la structure de la vie politique américaine. La situation actuelle n'est pas la somme des crises que connaissent les deux partis, mais le résultat des contradictions internes de l'impérialisme américain. Et, réciproquement, leur crise nourrit sa décomposition.

LE PARTI RÉPUBLICAIN SANS ALTERNATIVE À TRUMP

Il serait difficile de classer Donald Trump dans une aile ou l'autre du Parti républicain. Sans expérience politique, appuyé sur ses millions de dollars, il a mené une campagne clairement opposée à l'aile modérée du Parti républicain, mais en s'affrontant également à l'aile droite représentée par le Tea Party (3), qui soutenait son rival Ted Cruz dans les primaires d'il y a quatre ans. La victoire de Trump lors des primaires représentait la défaite de toutes les composantes de l'appareil républicain, conservatrices comme centristes. Son élection, ensuite, a été le résultat du refus par les électeurs américains de la candidate démocrate, incarnation de la poursuite de la politique de l'administration Obama.

Il n'était donc pas gagné, au jour de son élection, que Trump parviendrait à se concilier sa majorité. Au sein même du Parti républicain, les tensions étaient grandes, et des figures historiques comme les Bush ou McCain s'opposaient ouvertement à Trump. Le Parti républicain a fini par s'aligner sur Trump. Après les décès de George Bush et de John McCain, toute opposition interne au Parti républicain a disparu.

Quatre ans après, les différentes tendances existent toujours dans le Parti républicain. Mais la crise n'a fait que s'approfondir. L'appareil républicain est entièrement aligné derrière Trump, défendant l'indéfendable, niant toutes les évidences. Aucun prétendant sérieux ne s'opposera à

lui dans les primaires républicaines, au point que, dans plusieurs États, les républicains ont décidé de ne pas organiser d'élection et d'envoyer directement la délégation désignée par Trump aux primaires. Ce n'est pas inhabituel en soi : c'est souvent le cas dans le parti présidentiel quand le président est candidat à sa réélection. Mais, pour un président aussi controversé, c'est une indication que le Parti républicain ne lui trouve pas d'alternative.

En quatre ans, Donald Trump a limogé tous ceux qui, dans son gouvernement, représentaient la tradition du Parti républicain. Reince Priebus, l'ancien président de la plus haute instance du Parti républicain, a ainsi été son chef de cabinet à peine plus de six mois. Trump a également démis de ses fonctions Rex Tillerson, représentant de l'industrie pétrolière américaine en tant qu'ancien P-DG d'ExxonMobil, qu'il avait nommé secrétaire d'Etat, après à peine plus d'un an. John Kelly (secrétaire à la Sécurité intérieure) et Jim Mattis (secrétaire à la Défense), anciens militaires de haut rang, sont restés en place moins de deux ans. C'est donc un président suspendu en l'air qui dirige les Etats-Unis.

La valse des postes de ministres ne s'arrête pas là : Alexander Acosta vient de démissionner de son poste de secrétaire au Travail car il était impliqué dans l'affaire de mœurs Jeffrey Epstein (dont Trump a été proche) ; Nikki Haley, ancienne ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, a démissionné à la suite de soupçons de corruption ; Tom Price, secrétaire à la Santé, pour avoir utilisé des avions gouvernementaux sans nécessité ; Jeff Sessions, secrétaire à la Justice, dans le cadre de l'affaire russe, pour avoir entravé l'enquête sur la campagne de Trump... C'est une véritable décomposition du gouvernement américain que cette liste illustre.

Et après l'affaire russe, c'est maintenant l'affaire ukrainienne qui est au centre de l'attention : lors d'un appel à son homologue

(3) Le Tea Party (référence à la Boston Tea Party, l'un des événements fondateurs de la lutte pour l'indépendance des futurs Etats-Unis vis-à-vis du Royaume-Uni) est un mouvement politique américain qui s'oppose à la croissance de l'Etat fédéral et de ses impôts, et positionné à droite du Parti républicain. Né à la fin des années 2000 comme un regroupement indépendant du Parti républicain, il apparaît maintenant comme son aile droite.

ukrainien, Trump lui a recommandé de mener une enquête sur le fils de Joe Biden, qui semble le plus à même d'être le candidat du Parti démocrate à la prochaine élection. Les faits sont maintenant établis, et la majorité démocrate à la Chambre vient de lancer une procédure d'*impeachment* (4). Si la procédure suit son cours normal, la Chambre va voter sa mise en accusation et le Sénat jugera les accusations d'abus de pouvoir et d'entrave à la bonne marche du Congrès qui sont portées contre lui.

Il semble acquis que la majorité républicaine au Sénat votera unanimement contre sa culpabilité. Et c'est un nouveau facteur de déstabilisation pour le Parti républicain, puisqu'il apparaît au grand jour comme prêt à nier l'évidence pour sauver Trump. Le *Washington Post* (12 décembre 2019) souligne que le président américain souhaite faire comparaître des témoins devant le Sénat pour appuyer sa défense, mais que les sénateurs républicains y sont réticents et y voient une « *stratégie de destruction mutuelle* » avec les démocrates : en votant l'acquittement de Trump sur la base de témoignages, ils apparaîtraient encore plus ouvertement comme ses auxiliaires.

L'«*AMERICA FIRST*» (5) NE PEUT EMPÊCHER L'INEXORABLE DÉSINDUSTRIALISATION

Après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis ont acquis une position d'impérialisme dominant. Mais, ce faisant, ils ont déplacé toutes les contradictions de l'impérialisme au niveau mondial. D'une part, avec la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide, cette position est devenue un fardeau, notamment économique. L'appareil militaire américain est à la fois surdimensionné — et donc coûteux — et une partie essentielle de l'Etat. La domination économique des entreprises américaines, d'autre part, est assise sur une délocalisation massive de la production, et donc une destruction massive de la production industrielle intérieure.

Toute la politique de Trump vise à tirer le maximum de bénéfices de la position des Etats-Unis au compte de l'impérialisme américain. L'objectif, dans le fond, n'est pas différent de celui de ses prédécesseurs. Mais la présidence de Trump incarne un tournant réel dans la manière dont l'impé-

rialisme américain essaie de mettre en œuvre ce programme. La brutalité du style en fait partie intégrante : ce n'est pas tant un trait de caractère individuel que l'expression de la détermination d'une aile de l'impérialisme de mettre à bas toutes les relations internationales telles qu'elles ont été définies après la guerre.

Sur les aspects militaires, il n'est pas nouveau que les Etats-Unis cherchent à obtenir de leurs « alliés » qu'ils assurent eux-mêmes, pour le compte des Etats-Unis le maintien de l'ordre dans leurs régions respectives. Obama défendait cette même politique, mais en cherchant à la faire passer pour un retrait des intérêts américains. Trump affirme clairement qu'il défend là l'intérêt économique, budgétaire même, des Etats-Unis. Son objectif assumé est de libérer le budget américain de la charge des opérations extérieures : en affirmant cet objectif, il s'affranchit de toutes les circonvolutions que ses prédécesseurs employaient. Et le caractère ouvert de la stratégie militaire américaine entraîne les retournements d'alliance que l'on a pu voir en Syrie.

Mais il ne suffit pas de vouloir ce désengagement pour avoir les moyens de l'opérer : la déstabilisation qu'entraînent les changements de politique américaine menace d'embraser tout le Moyen-Orient, et Trump a dû reculer à plusieurs reprises sur son objectif, sous la pression directe de l'armée américaine qui constatait les dangers pour les intérêts américains de se désengager.

Il en va de même en Amérique du Sud : la nostalgie d'une période où les dictateurs sud-américains, prenant leurs ordres directement à Washington, organisaient le pillage des ressources et l'exploitation des travailleurs sud-américains ne suffit pas à y revenir, même pour le président de la première puissance mondiale. La situation au Venezuela en est un exemple frappant. Les Etats-Unis ont pris très ouvertement le parti du renversement de Maduro. Près d'un an

(4) L'*impeachment*, ou « mise en accusation », est une procédure du droit anglo-saxon par laquelle un organe du pouvoir législatif met en accusation le pouvoir gouvernemental exécutif et/ou ses représentants.

(5) « *America First* », « l'Amérique d'abord », était le principal slogan de la campagne de Trump en 2016.

après, ils n'ont pas atteint leur objectif. Les Chiliens remettent en cause le système qui, depuis 30 ans, maintient les structures mises en place par Pinochet au compte de l'impérialisme américain. Et c'est aujourd'hui la Colombie qui est agitée par des manifestations de masse.

La politique économique du gouvernement américain suit la même logique et se heurte aux mêmes obstacles. La guerre économique que le gouvernement américain mène contre la Chine est réelle et produit déjà des effets. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les Etats-Unis et la Chine semblent sur le point de trouver un accord commercial réduisant les sanctions économiques portées contre cette dernière. Cet accord prévoirait notamment l'achat massif par la Chine de produits agricoles américains. Cette séquence a cependant eu un coût élevé pour l'économie mondiale.

Les perspectives économiques mondiales du Fonds monétaire international (FMI) d'avril 2019 attribuent notamment à cette guerre économique le fait que la croissance mondiale se soit établie à 3,3 % au lieu des 3,6 % attendus. En particulier, le secteur agricole américain a été très affecté par les mesures chinoises, amenant le gouvernement américain à débloquer 28 milliards de dollars pour le soutenir.

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) (6) a été ratifié en 1994, sous la présidence de Clinton (démocrate), comme résultat de négociations menées par Reagan, puis Bush (tous deux républicains), dans un consensus bipartisan courant dans la politique américaine. Cet accord entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis était taillé pour l'impérialisme américain : ce sont des milliers de *maquiladoras* (7), usines d'assemblage entièrement dédiées à l'exportation vers les Etats-Unis qui ont été ouvertes au Mexique, le long de la frontière américaine, pour lui permettre d'exploiter la main-d'œuvre mexicaine bon marché. Ce faisant, cet accord a contribué à la délocalisation de l'industrie américaine.

Trump avait promis de renégocier l'ALENA, dans l'objectif illusoire de faire revenir l'emploi industriel aux Etats-Unis. Dès le début de son mandat, il s'y est attaché. Le résultat est un nouveau traité, l'USMCA (8), destiné à remplacer l'ALENA. Ce traité prévoit notamment de n'exempter de taxes à l'importation que les véhicules produits à 75 % dans les trois

pays, contre 62,5 % avec l'ALENA. Mais contrairement aux annonces de Trump, l'exemption est maintenue pour les véhicules produits à moins de 50 % aux Etats-Unis. La renégociation de l'ALENA a été réelle, mais elle va beaucoup moins loin qu'annoncée. De plus, le traité est signé, mais il doit, pour entrer en vigueur, être ratifié par les parlements des trois pays concernés. Le Mexique l'a ratifié, mais ni le Canada ni la Chambre des représentants aux Etats-Unis ne sont en passe de le faire.

La promesse de réindustrialisation des Etats-Unis adressée à une couche de la classe ouvrière rejetée de l'emploi industriel et de ses contrats collectifs dans des petits boulots sous-payés, est impossible à tenir. Les grandes entreprises américaines ne comptent pas cesser les délocalisations ; elles ne feignent même pas de le souhaiter, comme General Motors, qui, en plein milieu des négociations sur l'ALENA, annonçait au grand dam de Trump de nouvelles fermetures d'usines.

Pour permettre son élection, l'« *America First* » de Trump ne pouvait se résumer à des promesses aux grandes multinationales américaines et devait aussi proposer des mesures en faveur des travailleurs américains, parmi lesquelles, notamment, la renégociation de l'ALENA. Cette renégociation est aujourd'hui dans l'impasse : incapable de résorber la désindustrialisation des États-Unis et même bloquée malgré ses dispositions limitées par la non-ratification du Parlement canadien et de la Chambre des représentants américaine, il est patent, pour une bonne part de l'électorat de Trump, que l'« *America First* » ne s'adressait en fait pas à eux.

(6) L'Accord de libre-échange nord-américain, connu sous l'acronyme ALENA ou NAFTA (*North American Free Trade Agreement*), est un traité entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994 qui institue une zone de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

(7) *Maquiladoras* ou *maquilas* : propriété essentiellement du capital américain, elles constituent une énorme chaîne d'usines de montage installées tout le long de la frontière nord du territoire mexicain et fonctionnant avec des travailleurs mexicains sans droits, donc mal payés.

(8) *United States – Mexico – Canada Agreement (USMCA)*, accord de libre-échange en attente entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.

Trump a plus avancé dans la voie d'une reprise en main de ses intérêts par l'impérialisme américain qu'aucun de ses prédécesseurs d'après-guerre. Mais il reste loin du compte et très loin des objectifs impossibles qu'il annonce, et ce au prix d'une crise mondiale qu'il ne fait qu'approfondir.

LES PRIMAIRES DÉMOCRATES

La présidence Trump aurait dû ouvrir un boulevard aux démocrates pour l'élection présidentielle de 2020. Entre les scandales de mœurs, les affaires politico-financières, l'impulsivité affichée de Trump, le Parti démocrate aurait dû se trouver dans une situation idéale pour préparer les échéances de la fin de l'année. Le fait que ce ne soit pas le cas illustre, s'il en était besoin, que c'est bien une crise de l'ensemble du système politique américain, et que cette crise ne fait que s'approfondir.

Les résultats de Bernie Sanders aux primaires de 2016 étaient déjà un élément de crise. Jamais auparavant un candidat se réclamant du socialisme n'avait obtenu de tels scores aux Etats-Unis. Clairement, une part importante de l'électorat démocrate, et, singulièrement, des syndicalistes, aspirait déjà à un changement politique.

Quatre ans après, la crise s'est approfondie. L'appareil démocrate n'a pas trouvé de candidat à opposer à Sanders. La seule candidate apportant un peu de renouvellement, qui a pu sembler en mesure de s'imposer à un moment, Kamala Harris, a jeté l'éponge devant des sondages catastrophiques. Les primaires, à ce stade, semblent se concentrer sur trois candidats : Joe Biden, Elizabeth Warren et Bernie Sanders.

Joe Biden est le candidat de l'appareil démocrate. Ancien vice-président d'Obama, il défend son bilan et, ainsi, la tradition démocrate. Il est notamment le seul candidat d'importance à s'être opposé frontalement au mot d'ordre de « *Medicare for all* », c'est-à-dire de généralisation de la sécurité sociale à l'ensemble de la population. Il défend, au lieu de cela, l'Obamacare, le système de subvention à la souscription d'assurances privées mis en place sous Obama. Considéré comme centriste, il a souvent soutenu la recherche d'accord avec le Parti républicain. Il incarne la continuité de l'appareil démocrate à un degré peut-être encore supérieur à Hillary Clinton. Ceux qui, il y a quatre ans,

ont refusé de voter pour Clinton risquent de refuser de voter pour lui aujourd'hui. Dans un premier temps, il avait exclu de se présenter : c'est devant l'absence de candidats de poids issus de l'appareil démocrate qu'il a finalement décidé de le faire.

Bernie Sanders se présente comme un socialiste démocratique. Il défend toute une série de positions qui rejoignent les préoccupations des militants syndicaux : « *Medicare for all* », un salaire minimum fédéral à 15 dollars l'heure (9), la gratuité de l'enseignement supérieur. Sur tous ces sujets, la majorité des candidats aux primaires démocrates l'ont d'ailleurs rejoint, sans parvenir à masquer qu'il les défendait déjà il y a quatre ans. Il s'appuie sur une levée de fonds importante, obtenue par de petits dons de travailleurs et non par des dons importants de cadres des grandes multinationales.

Elizabeth Warren semble être un électron libre. Reprenant par opportunisme une bonne part du programme de Sanders, elle se réclame, pour s'y opposer, du capitalisme. Elle est d'ailleurs une ancienne universitaire, économiste, et défend la régulation des marchés financiers pour éviter la réédition de la crise de 2008. Elle se présente comme la meilleure opposante à Trump.

Les sondages donnent pour l'instant Biden en tête, avec 20 à 30 % des intentions de votes, puis Warren et Sanders dans un mouchoir de poche, entre 15 et 25 %. En tenant compte de la marge d'erreur, il est impossible à ce stade de voir se dégager une tendance. C'est ce qui a poussé Michael Bloomberg à se porter candidat. Bloomberg est un démocrate de longue date, qui a cependant choisi de se faire républicain pour devenir maire de New York, avant de redevenir démocrate. Multimilliardaire (à un degré bien plus élevé que Trump), magnat des médias, sa candidature vient en relais de celle de Biden, qui peut de plus à tout moment être fragilisée par des révélations dans l'affaire ukrainienne. Il vient juste de débiter sa campagne et les sondages ne lui prédisent pas pour l'instant un grand succès.

(9) Actuellement de 7,25 dollars l'heure, le salaire minimum fédéral ne s'applique qu'aux salariés dont l'activité est en concurrence avec celle exercée dans d'autres Etats, donc pas au petit commerce, par exemple. Il ne s'applique pas non plus aux salariés dont la fonction est accompagnée de pourboires.

Les premières défections ont déjà eu lieu, à commencer par celle de Kamala Harris, candidate qui avait semblé un temps pouvoir l'emporter. Les défections qui vont suivre d'ici aux premiers scrutins, puis les abandons faute de résultat dans les primaires des premiers Etats qui voteront, vont rapidement changer radicalement le contour du scrutin. Quatre Etats annonceront leurs résultats quelques jours avant le 3 mars, début des primaires dans quatorze Etats. À ce moment, de nombreux candidats ne seront plus en mesure de gagner et se retireront de la course : les choix de leurs électeurs pour l'un ou l'autre des candidats en mesure de l'emporter vont alors bouleverser les sondages.

Ce qui caractérise ces primaires pour l'instant, c'est le foisonnement de candidatures reprenant avec une bonne dose d'opportunisme des éléments importants du programme de Sanders. Le doublement du salaire minimal fédéral a été repris par tous les principaux candidats (à l'exception notable de Bloomberg). Tous les candidats encore en lice défendent une solution au coût des études : Warren et Sanders défendent leur gratuité, Biden défend seulement celle des *Community Colleges* (cycle universitaire technique de deux ans). Tous les commentateurs insistent sur le caractère déterminant de la position des candidats sur l'accès aux soins dans le résultat final du scrutin. Sur ce sujet, Biden et Bloomberg sont opposés à aller au-delà d'un aménagement de l'Obamacare, tandis que Sanders et Warren sont pour la généralisation des systèmes fédéraux de soins gratuits.

Toute la campagne des primaires du Parti démocrate se détermine donc sur le programme d'un candidat se réclamant du socialisme. Il faut que la crise de ce parti soit profonde pour en arriver là ! Biden, bien qu'en tête, se trouve bien isolé dans ses positions et risque d'avoir du mal à agréger les reports de voix. Et dans le même temps, l'appareil démocrate redoute un candidat qu'il ne maîtriserait pas.

Il est impossible, à ce stade, de prévoir le résultat de ces primaires, et aucune solution ne semble bonne pour le Parti démocrate : Biden, avec le risque qu'il perde l'élection présidentielle ? Sanders, avec le risque qu'il la gagne et mette en place une part de son programme ? Warren, qui, même si elle apparaît plus modérée que Sanders, serait soumise, si elle était élue, à une pression forte pour mettre en place des éléments de son programme ?

LE MOUVEMENT OUVRIER, LE PARTI DÉMOCRATE ET LA RÉCENTE VAGUE DE GRÈVES

Le mouvement syndical américain est traditionnellement lié au Parti démocrate. Il est habituel que, dans les primaires démocrates, les syndicats donnent des consignes à leurs membres pour voter pour l'un ou l'autre des candidats. Pour l'instant, seul Sanders a des soutiens syndicaux importants.

L'AFL-CIO a pris, lors de sa dernière convention, deux motions invitant le mouvement syndical à ne pas systématiquement soutenir les candidats démocrates. On est loin d'une prise d'indépendance de l'AFL-CIO, et encore moins de ses sommets, vis-à-vis du Parti démocrate, mais c'est une indication du fait que, dans les rangs syndicaux, de nombreux militants et cadres intermédiaires souhaitent s'affranchir de ce lien.

C'est le même mouvement qui s'exprime dans le soutien de syndicats importants à Sanders, même si les deux ne se confondent pas : de nombreux syndicalistes se méfient de Sanders, et une part sans doute encore plus importante considère que l'issue n'est pas dans les élections.

En liaison avec cette situation, on observe un regain important des grèves aux Etats-Unis : le Bureau des statistiques du travail américain recense 20 grèves impliquant plus de 1 000 salariés en 2018, nombre qui n'avait pas été atteint depuis 2001. Ces grèves ont impliqué plus de 485 000 travailleurs, un record depuis 1986. Pour 2019, les chiffres préliminaires, ne comptant pas décembre et seulement partiellement novembre, sont de 459 000 salariés impliqués dans des arrêts de travail (10).

Parmi ces arrêts de travail, on trouve la vague de grèves qui touche l'enseignement. Au-delà des divisions syndicales entre les deux fédérations de l'enseignement [l'AFT (11), confédérée dans l'AFL-CIO, et la NEA autonome (12)], des syndicats importants ont organisé des grèves massives depuis des mois.

(10) Chiffres du Bureau des statistiques du travail des Etats-Unis data.bls.gov.

(11) *American Federation of Teachers (AFT)*, organisation syndicale enseignante affiliée à l'AFL-CIO.

(12) *National Education Association (NEA)*, organisation syndicale enseignante autonome.

A l'origine de cette vague, on trouve les enseignants de Virginie occidentale, qui ont pris en main l'organisation de leur grève dans le cadre d'assemblées générales. Même quand leur syndicat a estimé avoir obtenu le plus qu'il pouvait dans les négociations, les assemblées générales ont décidé qu'il était possible d'obtenir encore plus et ont reconduit la grève, jusqu'à la satisfaction des revendications.

Le processus n'a pas été le même dans les grèves qui ont suivi. Dans la plupart des Etats, la syndicalisation est obligatoire pour les enseignants, dans un syndicat unique. L'assemblée générale des grévistes est donc souvent remplacée par la direction du syndicat et son équipe de négociation. Et, suivant la détermination de cette direction à défendre les revendications jusqu'au bout, les résultats de ces grèves ont été disparates. Dans de nombreux cas, une part importante des syndiqués souhaitait poursuivre la grève et n'a pas voté pour la reprise : à Oakland, par exemple, 58 % des syndiqués ont voté pour l'accord obtenu par les négociateurs du syndicat et donc pour la reprise du travail ; mais 42 % ont voté contre ; avec une participation de 70 %, cela signifie que seuls 41 % des enseignants ont voté pour la fin de la grève.

Dans ce processus se dégagent de nouveaux cadres syndicaux. Souvent jeunes, ils sont représentants au niveau d'une école. Ces cadres se positionnent pour un syndicalisme d'organisation défendant les intérêts collectifs des enseignants, opposé à un syndicalisme de service. Dans certains syndicats importants, cette orientation emporte la majorité.

Les grèves d'enseignants, au-delà des questions économiques, posent de nombreuses questions politiques : l'enseignement bilingue pour les élèves arrivant de pays d'Amérique latine, le combat contre la privatisation des écoles et la fermeture des écoles publiques, contre la gentrification (13) des quartiers populaires. C'est souvent contre des maires démocrates, comme à Los Angeles, Oakland ou Chicago, que les syndicats mènent la bagarre. Et cela renforce la conviction de tous ces jeunes syndicalistes que leur syndicat ne doit pas prendre position pour l'un ou l'autre des candidats aux primaires démocrates municipales.

À Oakland, c'est un syndicat de la NEA qui a mené la grève ; à Los Angeles, un syndicat affilié à la fois à la NEA et à

l'AFT ; à Chicago, un syndicat affilié à l'AFT, en coordination avec un syndicat de personnels non-enseignants des écoles, le SEIU (14), qui est affilié à Change to Win, une confédération concurrente de l'AFL-CIO dont est membre l'AFT. La grève s'organise pour l'essentiel en dehors des appareils nationaux.

C'est un processus qui est particulièrement visible dans l'enseignement. Mais les récentes grèves dans les hôtels, puis à General Motors, montrent que le secteur privé connaît le même type de débats. La grève de General Motors réclamait une augmentation de salaires pour tous les employés, ceux embauchés sous l'ancien contrat — qui bénéficiaient de meilleures conditions — comme ceux embauchés sous le contrat mis en place en 2007, comme les intérimaires. La grève des 48 000 salariés de General Motors syndiqués à l'UAW (15) a arraché une amélioration substantielle en la matière, avec l'embauche de 900 intérimaires et une augmentation de près de 15 % du haut de la grille salariale des ouvriers embauchés sous le nouveau contrat.

Mais la grève posait également la question très politique des fermetures d'usines, car force est de constater que les promesses de Trump ont été sans effet et que les fermetures d'usines automobiles se poursuivent aux Etats-Unis. Sur ce sujet, l'UAW n'a rien obtenu, sauf la promesse que General Motors investira 7,7 millions de dollars pour créer... ou éviter de détruire 9 000 emplois ! Les usines en cours de fermeture à Lordstown, Warren et Baltimore ne rouvriront pas. La section de Lordstown a d'ailleurs voté contre cet accord.

La base des syndicats américains — ainsi qu'une bonne part de leurs cadres intermédiaires — est en train de prendre ses distances vis-à-vis du Parti démocrate, et *in fine*, de tout le système politique américain.

(13) Le terme de gentrification désigne le remplacement de la population initiale d'un quartier par une population plus aisée sous l'effet des expulsions (notamment à la suite de la crise du crédit hypothécaire de 2008), de l'augmentation des loyers et de la destruction des services publics (transports, privatisation des écoles, etc.).

(14) *Service Employees International Union* – SEIU – Union internationale des employés des services affiliée à la centrale syndicale Change to Win.

(15) *United Auto Workers (UAW)*, puissant syndicat des travailleurs américains de l'automobile affilié à l'AFL-CIO.

Plus ou moins conscient, ce mouvement entretient la crise politique que connaissent les Etats-Unis. Il est vain d'essayer de prédire ce qui résultera du cycle électoral qui commence : une seule chose est sûre, il ne résoudra pas les contradictions auxquelles

l'impérialisme est confronté, et au contraire exacerbera toutes les tensions intérieures aux Etats-Unis.

Devan Sohler
16 décembre 2019



Piquet de grève chez General Motors à Detroit, le 22 septembre 2019.

L'inexorable déclin de l'Europe provoque la crise de tous ses gouvernements

Au moment où cet article est écrit, la plus grande incertitude règne sur l'avenir immédiat de tous les gouvernements des principaux pays d'Europe. En Grande-Bretagne, l'expérimentation première mondiale, les élections du 12 décembre ont été marquées par l'effondrement du Labour Party dans ses bastions ouvriers du nord et du centre de l'Angleterre. En 2016, le vote « *Leave* » (1) dans ces deux régions ainsi qu'au Pays de Galles avait été l'expression de la révolte sur le terrain électoral des milliers de travailleurs et de leurs familles frappés par la désindustrialisation et le chômage. L'onde de choc provoquée par ce rejet a été l'accélérateur de toute la crise politique des institutions britanniques jusqu'à aujourd'hui.

C'est le refus de Jeremy Corbyn et de la direction du Labour Party — qui ont fait campagne pour un deuxième référendum — de se porter à la tête de cette révolte qui est à l'origine de son effondrement dans les bastions ouvriers. Il ne suffisait pas de faire des promesses, aussi justes soient-elles, il ne pouvait y avoir de victoire sur la base de la négation de la révolte populaire de 2016. C'est aussi la responsabilité des dirigeants des principaux syndicats britanniques, qui se sont faits les défenseurs les plus acharnés de l'Union européenne (UE) et, au nom de la bataille électorale pour faire élire Corbyn, ont refusé d'organiser le combat de classe immédiat contre la politique des Conservateurs.

Avec une majorité confortable, Boris Johnson parviendra peut-être à faire rapidement adopter le plan de Brexit négocié avec l'UE, mais au risque de faire voler en éclats le fragile équilibre institutionnel qui perpétue la partition de l'Irlande. Principal parti unioniste (partisan du rattachement de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni) d'Irlande du Nord et soutien du gouvernement de Theresa May, le DUP y a perdu deux députés et sa majorité absolue. En Écosse, les indépendantistes du SNP (2) ont remporté 48 des 59 circonscriptions écossaises, ce qui remet à l'ordre du jour un référendum sur l'indépendance. Depuis 2010, la montée du

SNP est une expression du rejet des deux partis de gouvernement traditionnels, mais surtout du Labour Party, qui a presque disparu en Écosse, qui fut pourtant un bastion travailliste pendant près de 100 ans. C'est l'existence même du Royaume-Uni et de ses institutions monarchiques, qui ont maintenu la partition de l'Irlande et organisé l'affrontement entre les peuples, qui est aujourd'hui en train de vaciller sous les coups de la crise politique.

Enfin, les promesses de Boris Johnson de mettre fin à l'austérité et d'investir dans l'école et le NHS (3) démontrent que tous craignent le rejet qui s'est exprimé lors du référendum de 2016. S'il veut aller jusqu'au bout de son plan de Brexit, transformant la Grande-Bretagne en un vaste paradis fiscal où la main-d'œuvre est bon marché et impliquant un accord avec les États-Unis, le gouvernement conservateur doit engager une offensive d'une ampleur inédite contre tous les acquis ouvriers britanniques, y compris contre les syndicats et le droit de grève. Il doit le faire dans une situation où la guerre économique menée par Donald Trump et les incertitudes du Brexit font peser à tout moment la menace d'un effondrement économique majeur.

Il devra se heurter, tôt ou tard, à la résistance de la classe ouvrière britannique et des masses paupérisées. Le vote du 23 juin 2016, la grève des internes en médecine de 2016, les nombreuses grèves dans les écoles, la grève des universités de 2018 ne sont que les premières manifestations de la confrontation qui s'annonce. Pour engager cette épreuve de force comme Margaret Thatcher en 1984 contre les mineurs et leur syndicat, Boris Johnson ne dispose ni de l'assise politique et économique dont disposait Thatcher ni de la puissance de l'appareil syndical et du Labour Party, capable

(1) Vote « *Leave* » : nom donné au vote pour « quitter » l'Union européenne.

(2) Parti national écossais (*Scottish national party – SNP*), principal parti indépendantiste écossais, se réclamant de la social-démocratie et qui dirige le gouvernement écossais depuis 2007.

(3) Le *National Health Service* (NHS) est le nom du système de la santé publique au Royaume-Uni.

d'organiser à l'époque l'isolement et la défaite des mineurs.

La crise des formes parlementaires de la démocratie bourgeoise en Grande-Bretagne, et donc des deux partis qui en sont les piliers, est l'expression concentrée de la crise de toutes les formes de domination de l'impérialisme, symptôme de la crise sans issue du capitalisme. Avec ou sans Brexit, il n'y a pas d'autre issue pour le capital financier, pour maintenir ses marges de profit, que de détruire tout ce que la classe ouvrière a arraché comme droits et garanties face à l'exploitation. L'incapacité du capital à résoudre cette contradiction entre ses besoins de profits et la survie des larges masses paupérisées alimente y compris la dislocation du Royaume-Uni.

En France, la puissance de la grève du 5 décembre a surpris le gouvernement d'Emmanuel Macron tout comme les dirigeants des confédérations ouvrières. Elle a indiscutablement marqué le franchissement d'une étape dans la crise des institutions de la V^e République. Quelle que soit l'issue immédiate, elle a ébranlé le pouvoir en place. Elle est la cristallisation du rejet profond d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, ainsi que de la politique d'accompagnement des appareils syndicaux à travers les journées d'action isolées à répétition et sans lendemain.

Elle tire sa source du mouvement des Gilets jaunes, de la grève des urgences, de la grève des correcteurs du baccalauréat, des arrêts de travail sauvages à la SNCF, qui ont tous cherché à s'affranchir du contrôle des appareils syndicaux. Ils ont en même temps intégré les militants syndicaux qui rejettent les journées d'action et qui cherchent à s'organiser par en bas, posant la question des assemblées générales (AG), des comités de grève élus et contrôlés par les grévistes, pour aller le plus loin possible dans la bataille engagée.

La grève du 5 décembre, reconduite le 6 et dans plusieurs secteurs la semaine suivante, a ainsi ébranlé le contrôle des appareils syndicaux, seule béquille dont dispose encore Macron.

Les multiples messages reçus par les grévistes de la part de militants et d'organisations de plusieurs pays témoignent que cette grève est suivie dans tous ses développements (assemblées générales de reconduction, élection de comités de grève...), avec passion, par les travailleurs de toute l'Europe.

En Allemagne, la locomotive économique de l'Europe, l'effondrement des vieux partis (la CDU-CSU et le SPD) qui se sont partagés le pouvoir depuis 1949 et ont mis en œuvre avec application la politique dictée par le grand capital dans le cadre du système parlementaire de la République fédérale plonge le pays dans une instabilité politique totale. La fin de règne de Merkel, présentée comme le socle de stabilité de l'Union européenne et de toute l'Europe, annonce l'ouverture d'une crise politique majeure. Lors des dernières élections régionales dans les Länder de Thuringe, Saxe et Brandebourg, la CDU enregistre une perte de 11,7 % et se retrouve au troisième rang, derrière le Parti de gauche (Die Linke) et l'AfD, dans un pays où elle a régné à la majorité absolue pendant dix ans. Avec 8,2 %, le SPD se retrouve très affaibli : ce sont tous les partis ayant participé de près ou de loin à la grande coalition qui se trouvent rejetés.

Le gouvernement de grande coalition est au bord de l'implosion. La collaboration institutionnelle des directions des organisations de classe et du Parti social-démocrate avec les représentants du capital est entrée en crise. Les militants du SPD viennent d'élire une nouvelle direction, contre les deux candidats officiels soutenus par l'appareil et défenseurs de la poursuite de la grande coalition.

Mais à peine élue, celle-ci tente ouvertement, contre la volonté de sa base, de sauver sa collaboration avec la direction de la CDU dans le cadre du gouvernement de grande coalition en prétendant fixer d'illusoires conditions à cette dernière. De son côté, l'aile droite de la CDU, paniquée par les conséquences du ralentissement de l'économie allemande, exige la mise en œuvre d'une politique dont la brutalité ne pourrait, selon elle, être menée dans le cadre de la grande coalition.

Au lendemain des élections en Espagne, l'impasse politique du régime monarchiste — outil du capital pour attaquer toutes les conquêtes ouvrières au niveau de l'Etat et en même temps fondé, dans la continuité de la dictature franquiste, sur la négation du droit des peuples — est totale.

Quant à l'Union européenne, elle se disloque sous l'effet des contradictions qu'elle n'a pu surmonter, contradictions entre Etats soumis aux pressions des groupes monopolistes qu'ils représentent. Partout, dans toute

l'Europe, les formes de domination que s'est données l'impérialisme — et qu'il a réajustées en permanence — pour garantir l'ordre en place sont ébranlées. Partout, du système parlementaire britannique à la monarchie espagnole, en passant par la République fédérale allemande et le bonapartisme français...

A l'origine de ce bouleversement : la sourde résistance des peuples aux conséquences de la guerre commerciale engagée par Trump, et qui est l'expression concentrée de la crise de tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

**“LA PEUR QUE LE MONDE SOMBRE
DANS UNE POSSIBLE RÉCESSION
SANS RADEAUX DE SAUVETAGE”**

En octobre dernier, la réunion à Washington du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale était résumée ainsi par le journal du capital financier britannique, le *Financial Times* (20 octobre 2019) :

« Publiquement, les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales se sont abstenus d'alimenter les peurs sur une récession globale — mais en privé, les responsables nationaux et internationaux ne sont pas aussi certains (...). Peu doutaient du fait que la Réserve fédérale continuerait à baisser ses taux d'intérêt mais que cette politique monétaire serait inefficace en Europe et au Japon — où les taux d'intérêt sont déjà à zéro ou presque —, donc il y a la peur que le monde sombre dans une possible récession sans radeaux de sauvetage. »

Toutes les solutions mises en œuvre depuis 2008 par la Banque centrale européenne (BCE) et la Fed américaine sont à bout de souffle, et, malgré tout, n'ont pas pu sortir l'économie mondiale du marasme. Même inquiétude du côté de l'Union européenne... Faisant le bilan du mandat de Mario Draghi à la tête de la BCE, le *Financial Times* écrit :

« Il a inondé le système financier avec de l'argent bon marché pour combattre une croissance au ralenti et l'inflation tout en appelant les gouvernements à faire plus à travers leur politique fiscale pour enlever cette charge des épaules de la Banque centrale. Les économistes pensent que la boîte à outils de la BCE est presque vide alors que s'accroissent les inquiétudes sur les

effets secondaires corrosifs des taux d'intérêt négatifs sur les institutions financières, et son programme de rachat d'obligations s'approche des limites fixées sur la quantité maximale de dette de chaque Etat qu'elle peut détenir. »

Un mois avant, face à une croissance européenne au ralenti et une économie allemande au bord de la récession, la BCE avait de nouveau réduit son taux directeur, déjà négatif, et annonçait un nouveau plan de rachat massif de dettes des Etats à hauteur de 20 milliards d'euros.

L'économiste Stéphanie Villers explique :

« La politique monétaire expansionniste menée par la BCE, si elle a permis d'éviter l'implosion de la zone euro en 2012, a néanmoins déconnecté les marchés financiers de la réalité économique (...). Il lui suffirait d'inonder les marchés de liquidités pour échapper aux crises et aux récessions » (*Capital*, 25 septembre 2019).

La planche à billets (le rachat des obligations) qui a tourné à plein régime a certes évité un nouvel effondrement du système financier depuis 2008, mais a en réalité alimenté une spéculation débridée qui prépare un effondrement plus grave. Et en même temps, si elle s'arrêtait, cela risquerait d'accélérer l'effondrement économique. Rien n'y fait car le capital se heurte à ses propres limites, à l'incapacité des capitaux à s'investir de sorte à dégager de nouvelles sources de profits dans la sphère productive. Ces milliers de milliards de dollars de capitaux cherchent ainsi à contrer la baisse tendancielle du taux de profit décrite par Marx en cherchant refuge dans la spéculation, alimentée par les montagnes de dettes. Les efforts désespérés de Christine Lagarde, ancienne directrice du FMI, qui a remplacé Draghi le 1^{er} novembre et qui dénonce le manque de « solidarité » de l'Allemagne et des Pays-Bas, exigeant d'eux qu'ils utilisent leur excédent budgétaire pour investir dans les infrastructures, n'y changeront rien. Les plans de Lagarde et de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, visant à favoriser les « investissements verts » ne sont ni plus ni moins, de l'aveu même des représentants du capital, qu'une nouvelle vague de déréglementations bancaires, qui va alimenter de nouvelles bulles spéculatives.

LE MAINTIEN DES MARGES DE PROFIT POUR LE CAPITAL EXIGE LA DESTRUCTION DES BASES PRODUCTIVES DE L'EUROPE

La vieille Europe — le centre historique de la naissance du capitalisme et de la révolution industrielle —, du fait qu'elle est le lieu de naissance du capitalisme, là où la classe ouvrière est allée le plus loin dans la résistance à l'exploitation, arrachant droits, garanties, services publics, etc., a été reléguée dans les marges de l'économie mondiale.

Alors qu'en 1945, au lendemain de la deuxième guerre impérialiste qui avait ruiné l'Europe, l'impérialisme américain avait eu intérêt à financer la reconstruction et à soutenir les économies européennes dans une certaine mesure — en premier lieu pour juguler la vague révolutionnaire née de la guerre, mais aussi pour rétablir un marché mondial et rétablir et élargir ses débouchés sur le marché européen —, cela n'est plus le cas aujourd'hui. La baisse du « coût du travail » en Europe que nécessite le rétablissement des marges de profit exige une offensive inédite contre les classes ouvrières européennes qui ont derrière elles une longue histoire d'organisation et de lutte. Trump n'est pas un fou, sa politique de l'« *America First* », et y compris les volte-face brutales de sa politique économique ou militaire sont les symptômes de la crise mortelle dans laquelle se débat l'impérialisme le plus puissant, qui se heurte aux limites du marché mondial. Il exige que les puissances européennes, autrefois les impérialismes les plus puissants, ferment leurs usines et diminuent leur production agricole pour acheter des marchandises américaines.

Récemment, le producteur d'acier British Steel, qui emploie 5 000 personnes en Grande-Bretagne, a été racheté par le conglomérat chinois Jingye Steel. Le secteur de l'acier est pourtant touché de plein fouet par le ralentissement de la production manufacturière, les surcapacités globales sont estimées à 500 millions de tonnes par an. L'augmentation des droits de douane de 25 % sur les importations d'acier décidée par Trump aggrave une situation de crise où les producteurs chinois, russes et turcs ont déversé leurs excédents en Europe (les importations

européennes d'acier ont augmenté de 12 % cette année). La production européenne est passée en dix ans de 15 à 9,3 % de la production mondiale. Dans le même temps, la Chine est passée de 15 % de la production mondiale d'acier en 2010 à 51 %. Jingye Steel a annoncé une augmentation de la production en Europe :

« Un scénario en contradiction avec la nécessaire réduction de la voilure en Europe. Mais elle semble faire partie d'une stratégie plus large de la Chine pour réduire ses surcapacités sur son sol en sortant de ses frontières » (*Le Monde*, 19 novembre 2019).

La conséquence de l'explosion de la production chinoise dans un marché mondial saturé incapable d'absorber cette production, c'est la destruction accélérée des bases industrielles de l'Europe. Le géant indien Arcelor Mittal vient de renoncer au rachat de l'usine de Tarente, en Italie, qui emploie 8 200 personnes, après s'être engagé à y investir 2,4 milliards d'euros. Pour le ministre italien du Développement économique, Stefano Patuanelli, les raisons officielles invoquées sont un alibi pour Arcelor Mittal, qui a seulement voulu liquider un concurrent. Quant à l'autre géant de l'acier, Tata Steel, qui emploie 20 000 salariés en Europe, il va supprimer près de 3 000 emplois. En 2015-2016, ce sont des milliers d'emplois qui avaient déjà été supprimés rien qu'en Grande-Bretagne, dont 900 à Scunthorpe, 1 700 à Redcar, 750 à Port Talbot.

Les rapports avec la Chine se sont modifiés : l'impérialisme américain n'exige plus seulement de la Chine qu'elle ouvre à ses multinationales les portes de ses immenses ateliers à la main-d'œuvre bon marché, il exige d'elle qu'elle lui achète ses marchandises. Le centre de gravité de toute l'économie mondiale s'est déplacé en Asie, principalement en Chine, condamnant l'Europe au déclin.

Face aux géants chinois, Trump a engagé une guerre commerciale qui frappe de plein fouet l'Europe. En novembre, Trump a finalement renoncé pour l'instant à imposer des droits de douane à hauteur de 25 % sur les importations automobiles européennes, essentiellement allemandes : cela intervient après que les constructeurs allemands se sont engagés à investir des centaines de millions de dollars dans leurs usines américaines. C'est toute l'Europe

de l'Est — dont l'économie repose sur les exportations, dont les deux tiers vont vers l'Europe de l'Ouest et 20 à 30 % en Allemagne — qui est menacée. Déjà, la récession allemande affecte l'Europe de l'Est, où 15 % du produit intérieur brut (PIB) de la Slovaquie sont liés aux exportations de l'industrie automobile, où, en Hongrie, l'usine Audi de Győr représente 9 % des exportations du pays, et où 3 à 5 % des emplois en Hongrie, Slovaquie, République tchèque, Roumanie et Slovénie se situent dans l'automobile. Au sein d'un marché mondial où il y a surabondance de capitaux qui ne peuvent se valoriser et de marchandises qui ne peuvent être absorbées, les capitalistes mènent une guerre acharnée dans laquelle l'Europe est le champ de bataille entre capitaux américains et asiatiques.

A propos de la place de l'Angleterre dans l'économie mondiale, Léon Trotsky écrivait en 1925 (4) :

« L'importance relative de l'économie anglaise, et en général de toute l'économie européenne, est en décroissance dans le monde, alors que la structure de l'économie de l'Angleterre et de l'Europe centrale et occidentale a surgi de l'hégémonie mondiale de l'Europe et exige cette hégémonie. Cette contradiction irrémédiable, fatale, est la prémisses économique d'une situation révolutionnaire en Europe. »

Cette « contradiction irrémédiable » que pointait Trotsky à propos de l'Angleterre, près de 100 ans plus tard, a pris aujourd'hui une profondeur inégalée où toutes les bases productives de l'Europe sont menacées de démantèlement.

A l'opposé d'une stabilisation du système, le déplacement de l'axe du marché mondial vers l'Asie annonce une crise d'une profondeur inégalée de tout le système de domination impérialiste, car ni en Asie ni à coups d'accords économiques ou de guerre économique le capital n'arrivera à étendre un marché déjà saturé. Au contraire, chaque nouvelle tentative de s'ouvrir de nouveaux débouchés ne peut se faire que par une guerre économique acharnée, aggravant la dislocation du marché mondial. Le rétablissement du taux de profit ne peut lui se faire que sur la base de la destruction des forces productives, en premier lieu la classe ouvrière, accélérant la paupérisation mais alimentant aussi la résistance.

LA DISLOCATION DE L'UE SOUS LA PRESSION DU CAPITAL

Lors du récent sommet de l'OTAN tenu à Londres, les désaccords ont été tels entre les Européens et Trump que celui-ci a quitté le sommet en avance après avoir déclaré que l'accord commercial avec la Chine « dépend d'une chose : ai-je envie de le faire ? ». Il a aussi menacé d'imposer des tarifs douaniers sur 2,4 milliards d'euros d'importations françaises. Quelques semaines avant, dans une longue interview au magazine économique *The Economist* (5), Macron avait dénoncé une OTAN en état de « mort cérébrale », exprimant la panique des bourgeoisies européennes prises en étau entre les Etats-Unis et la Chine :

« Nous nous trouvons pour la première fois avec un président américain qui ne partage pas notre idée du projet européen. Réveillons-nous ! Avec l'Amérique qui nous tourne le dos, la Chine qui monte et des dirigeants autoritaires aux portes de l'Europe, le résultat est une exceptionnelle fragilité de l'Europe. »

L'impérialisme américain souhaite faire prendre en charge par les pays européens le poids du maintien de l'ordre impérialiste mondial, rôle qu'il a assumé depuis 1945 avec la bureaucratie stalinienne d'URSS, puis seul depuis 1991. Depuis 2014, les Etats-Unis exigent que les alliés européens contribuent au budget de l'OTAN à hauteur de 2 % de leur PIB d'ici 2024 : cela représenterait une dépense supplémentaire de 102 milliards de dollars, 40 % de plus que ce qu'ils dépensent actuellement. Trump a non seulement réitéré cette exigence, mais le retrait précipité des troupes américaines de Syrie est un message clair lancé aux Européens : débrouillez-vous !

La guerre économique de Trump, comme son attitude au sommet de l'OTAN, reflète l'étouffement de chaque bourgeoisie, et en particulier de l'impérialisme dominant, dans les limites du mar-

(4) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, « La stabilisation du capitalisme mondial ». Extraits d'un discours prononcé le 25 mai 1925, Classiques du marxisme, Editions Sélis, mars 2012, page 94.

(5) *The Economist*, 9 novembre 2019, « A president on a mission », pages 17 à 20.

ché mondial où les marchandises ne peuvent être absorbées, où les capitaux ne trouvent pas à se valoriser dans la sphère productive. Elle n'est pas la cause du ralentissement économique, elle est un symptôme, comme le Brexit ou la récession allemande, de la crise du capital, expression des contradictions fondamentales de celui-ci, de son incapacité à développer les forces productives et à contrer la baisse tendancielle du taux de profit autrement que par des moyens parasitaires (spéculation, armement). Même si les coups de boutoir de l'impérialisme américain pour tenter de se ménager des marges de manœuvre ne font qu'aggraver la dislocation du marché mondial et la crise de toutes les relations entre impérialismes.

Comme le souligne Macron, la nouvelle situation amène l'impérialisme américain, qui avait parrainé et soutenu dès le départ la constitution du Marché commun européen, puis de l'Union européenne, à alimenter la dislocation de l'UE. L'Union européenne, qui avait été une tentative d'accorder les politiques des différents Etats européens et de les aligner sur les intérêts des deux pays principaux que sont la France et l'Allemagne — dans les limites étroites octroyées par l'impérialisme américain —, vole aujourd'hui en éclats. Le « couple franco-allemand », qui a régenté l'UE depuis des années et a servi à juguler les contradictions entre les Etats qui s'inclinent devant cette direction de fait, bicéphale, de l'UE, a disparu.

Les désaccords récurrents et nombreux entre Macron et Merkel expriment l'impasse des principales puissances économiques de l'Europe, expression des contradictions d'une économie qui « a surgi de l'hégémonie mondiale de l'Europe et exige cette hégémonie », et dont les gouvernements sont rejetés par les travailleurs. Macron avait plaidé dans son discours de la Sorbonne en 2017 pour la création d'un « groupe de refondation européenne » associant institutions européennes et Etats pour renforcer l'intégration européenne, proposant en particulier un taux d'imposition commun et contraignant des entreprises, ainsi qu'une convergence du « coût du travail ». Le *Financial Times* (11 avril 2019) indique que l'Allemagne « a répondu en suggérant que la France abandonne son siège au Conseil de sécurité au profit de l'UE, et d'abandonner Strasbourg comme deuxième siège du

Parlement européen. Soutenue par des alliés hostiles comme les Pays-Bas, l'Allemagne a rejeté l'appel de M. Macron à constituer un budget important de l'eurozone qui donnerait à la zone euro plus de puissance de feu pour faire face aux crises et en faveur d'une forte taxe sur les compagnies en ligne. Les deux dirigeants se sont aussi opposés sur les exportations d'armes, particulièrement après que Berlin a réagi au meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi l'an dernier en arrêtant unilatéralement ses exportations d'armes à l'Arabie Saoudite. Cela a empêché la France de vendre de l'équipement saoudien qui avait été développé de manière conjointe ou d'envoyer de l'équipement qui contenait des pièces allemandes. »

Le projet Nord Stream 2 de pipeline apportant le gaz russe en Allemagne en passant sous la mer Baltique a aussi provoqué l'opposition de Trump et Macron, soutenus par plusieurs pays européens contre l'influence grandissante de la Russie.

Les bases économiques de l'Etat national sont remises en cause par les monopoles impérialistes, dont le champ d'action est le marché mondial. L'existence des monopoles impérialistes, qui font fi des frontières nationales, des réglementations imposées par tel ou tel Etat et ne s'adressent plus à eux que pour obtenir plus de baisses d'impôts et d'exonérations de cotisations sociales ou pour réprimer la résistance des travailleurs, sape les bases mêmes de ces Etats nationaux. Qu'il s'agisse de la constitution d'un fonds financier souverain émettant des euro-bonds, de la définition d'une politique industrielle européenne, de l'élargissement de l'UE dans les Balkans, sans parler de la redéfinition des règles de la concurrence pour résister à l'offensive des monopoles américains, il ne peut y avoir d'accord entre eux, car les Etats nationaux sont à la fois minés par l'offensive du capital et incapables de la surmonter.

Face à la désintégration de l'UE, Macron souhaite « remanier le bloc et contrer les sirènes des populistes d'Europe. M^{me} Merkel a pour sa part une approche beaucoup moins ambitieuse (...). Merkel craint que tout pas dans le sens d'une réforme ambitieuse puisse hâter l'explosion de l'UE » (*Financial Times*, 11 avril 2019). Macron et Merkel diffèrent sur la manière de répondre au « populisme », c'est-à-dire au rejet des peuples dont font l'objet toutes les institutions de l'UE, et qui provoque

leur dislocation. Car les tentatives faites pour doter l'UE d'un gouvernement supranational, avec tous ses attributs, au service du capital financier se sont heurtées, avant tout, à la résistance des peuples dont les conquêtes sociales ont été inscrites par la lutte des classes dans les lois et réglementations de leurs pays respectifs.

Si l'ordre bourgeois a été sauvé à l'issue de la guerre, si le marché européen s'est reconstruit après 1945 sous l'égide des Etats-Unis, ils l'ont été au prix de concessions gigantesques que l'impérialisme a dû concéder face à la résistance des masses.

Ce sont toutes ces concessions qui doivent être détruites, alimentant la résistance des masses. Le résultat des élections européennes de mai 2019, avec 50 % d'abstention, est le dernier épisode d'une série commencée en 2005 avec le vote non à la Constitution européenne en France, aux Pays-Bas, puis en 2008 en Irlande. Cette résistance s'est poursuivie lors de la crise grecque avec les onze grèves générales contre les mémorandums de la troïka, le référendum grec de juillet 2015 trahi par Tsipras et le gouvernement Syriza, et le vote de 52 % des Britanniques pour le Brexit en 2016. Cette résistance qui n'a jamais cessé est la cause majeure de la crise mortelle qui frappe toutes les formes de la domination bourgeoise dans chacun des pays européens.

LA CRISE DE TOUS LES PARTIS INFÉODÉS AU CAPITAL

La crise de tous les gouvernements exprime à la fois la crise des Etats nationaux dont les gouvernements sont ballottés par les exigences contradictoires des monopoles impérialistes, mais naît aussi du rejet par les masses des partis et des appareils prétendant parler au nom de la classe ouvrière. Ce dégagisme n'a pas seulement touché les partis traditionnels, mais aussi tous les « nouveaux » partis et mouvements qui prétendent « faire de la politique autrement » ou « inventer de nouvelles formes d'organisations non partisanses » : Podemos en Espagne, Syriza en Grèce...

Syriza a probablement été celui qui a poussé le plus loin l'expérience, puisqu'ils ont été au gouvernement. L'échec de

Syriza, la capitulation de Tsipras face aux injonctions de la troïka — y compris après le référendum de juillet 2015, où la masse du peuple grec a réaffirmé son rejet des mémorandums quelques mois après avoir donné une majorité à Syriza pour la même raison — ne tiennent pas à un quelconque super-pouvoir supranational de la BCE et de la Commission européenne. Cet échec tient au fait qu'à aucun moment le gouvernement Syriza n'a cherché à s'en prendre au capital, aux armateurs qui dominent une partie de l'économie grecque et aux banques qui possèdent la dette et ont organisé la fuite des capitaux. Et Tsipras a en permanence cherché à trouver un accord qui ne pouvait pas ne pas conduire à l'échec, dans la mesure où il refusait de rompre avec les institutions grecques et se refusait à s'attaquer à la propriété privée des moyens de production.

Le 12 décembre dernier, l'effondrement du Labour Party dans ses bastions ouvriers tient au refus de Corbyn et des dirigeants syndicaux de se porter à la tête de la révolte des circonscriptions ouvrières du pays qui ont voté « *Leave* ».

Cette débâcle prévisible provoque aussi le désarroi et la désorientation des milliers (près de 400 000) qui ont adhéré ou rejoint le Labour Party depuis 2015 pour soutenir Corbyn, pour rompre avec la politique de destruction de tous les droits initiée par Thatcher et poursuivie par Tony Blair et Gordon Brown, et pour rompre avec le blairisme qui était en voie de détruire complètement le parti.

C'est parce que Corbyn a refusé d'aller au bout de cette rupture, s'adressant aux secteurs du capital financier inquiets du Brexit, que la crise du Labour Party va s'approfondir.

Cette crise de tous les partis et appareils ouvriers-bourgeois, y compris « les nouveaux partis », ouvre des brèches béantes dans le dispositif contre-révolutionnaire des appareils qui ont soutenu la restauration et la défense acharnée de l'ordre impérialiste depuis 1945. C'est donc une situation nouvelle dans laquelle le dispositif des appareils est considérablement affaibli, où les masses, dont la résistance s'est poursuivie de manière déterminée, cherchent à s'engouffrer et à élargir ces brèches pour déferler.

**“CETTE CONTRADICTION
IRRÉMÉDIABLE, FATALE,
EST LA PRÉMISSÉ ÉCONOMIQUE
D’UNE SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE
EN EUROPE”**

La « contradiction irrémédiable et fatale » entre l'économie européenne qui « a surgi de l'hégémonie mondiale de l'Europe et exige cette hégémonie », et sa relégation au second rang dans un marché mondial qui étouffe posent plus que jamais la nécessité des États-Unis socialistes d'Europe. Cette nécessité naît de la contradiction entre la domination des monopoles impérialistes agissant à l'échelle du marché mondial et la concurrence qu'ils se livrent, en utilisant les États nationaux pour cela (droits de douane, réglementations, etc.), et qui en même temps mine ces États qui ont perdu leur base matérielle en tant que porte-parole des intérêts d'une bourgeoisie nationale.

Aucun des grands problèmes auxquels l'humanité est confrontée — et en particulier les peuples d'Europe, de l'ouest à l'est : le chômage de masse, la désindustrialisation massive, la paupérisation accélérée des larges masses, la destruction des services publics, de tous les droits et garanties collectives tant ouvrières que démocratiques, produits de la relégation de l'économie européenne, ne trouvera de réponse si n'est pas remise en cause la propriété privée des moyens de production. Le degré d'imbrication économique de toute l'Europe exige que les réseaux de transport, de télécommunication, d'énergie, la production agro-alimentaire, énergétique et industrielle soient planifiés et organisés à l'échelle de tout le continent.

Cela ne peut être le cas tant que la production et les échanges sont organisés en fonction des besoins du capital arrivé au stade impérialiste, où il ne peut se valoriser qu'en accélérant la destruction des forces productives. Il suffit de penser au gâchis humain et écologique que représentent la fragmentation de la production, des réseaux de transport et de communication dans le cadre de la concurrence entre capitalistes, aggravée par leur privatisation ou leur liquidation pure et simple, pour entrevoir le développement phénoménal des forces productives qui serait permis par la socialisation des moyens de production et leur planifica-

tion à l'échelle de toute l'Europe. Pour cela, l'humanité doit en finir avec le capital, pour pouvoir réorganiser la production en vue de la satisfaction des besoins de la population. Comme le rappelle Léon Trotsky, « cette contradiction irrémédiable, fatale, est la prémissé économique d'une situation révolutionnaire en Europe ». La similitude de tous les plans d'ajustement en Europe, l'offensive identique contre tous les systèmes de retraite, de sécurité sociale, d'assurance chômage, contre les Codes du travail et autres conventions collectives, la liquidation dans tous les pays d'Europe des bases industrielles et des services publics (hôpitaux, production d'énergie, poste, etc.) met à l'ordre du jour un soulèvement européen. C'est pour cela que l'attention de tous les militants ouvriers d'Europe se tourne vers la grève engagée par les travailleurs français, qui a déjà ébranlé le gouvernement, comme une anticipation de l'issue qui est à l'ordre du jour dans tous les pays.

Dans le même ouvrage, Trotsky poursuit :

« Le “danger” n'est pas que l'Europe puisse arriver à une stabilisation, à une régénération des forces économiques du capital qui ajournerait la révolution à une date lointaine, indéterminée. Ce qui est à craindre, c'est que nous ayons à faire face à une situation révolutionnaire dans un avenir si rapproché que nous n'aurons pas encore eu le temps de former un parti communiste fortement trempé. Voilà le point sur lequel il nous faut concentrer notre attention » (6).

Dans cette situation, il y a pour nous la nécessité d'aider l'avant-garde qui va se dégager au cours des processus révolutionnaires même à s'organiser, à rétablir les liens politiques entre les militants européens de l'ouest et de l'est, ce que nous avons commencé à faire avec la constitution du Comité de correspondance européen et la sortie d'un bulletin européen, matérialisant de manière concrète le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe. C'est dans la discussion qui s'approfondit au sein de cette avant-garde que se construisent et se renforcent les sections de la IV^e Internationale.

Marius McPherson

14 décembre 2019

(6) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, « La stabilisation du capitalisme mondial », op. cit., page 95.

CATALOGNE

Le combat pour la république, seule voie pour l'aboutissement des aspirations des peuples

LE jugement franquiste tombé le 14 octobre 2019 à la suite d'un long procès contre 12 dirigeants et élus des partis catalans, dont 9 ont été condamnés à un total de 100 ans de prison, a provoqué une indignation générale dépassant largement les « frontières » de la Catalogne.

Et pourtant, un mois et demi plus tard — à l'heure où nous écrivons ces lignes —, un sentiment d'impasse, de situation sans issue, parcourt les plus larges masses, notamment en Catalogne.

L'IMPASSE ACTUELLE

L'impasse et l'incertitude sont le produit d'un double phénomène. D'un côté, les institutions du régime monarchiste, et notamment l'appareil judiciaire héritier dans sa quasi-totalité et sans aucune épuration de la dictature franquiste, sont dressés contre tout droit, qu'il soit démocratique ou social. L'héritage de la justice franquiste, fondée sur le principe de vengeance et de punition, l'emporte sur n'importe quelle autre considération.

D'un autre côté, les mobilisations engagées le 14 octobre avec l'occupation spontanée de l'aéroport de Barcelone ont débordé tous les partis et les organisations catalanes. Le 18 octobre, plus de 2 millions de manifestants ont marché contre la sentence. Et les affrontements en réponse aux provocations de la police ont duré trois semaines. La jeunesse y était à l'avant-garde, les lycéens, les étudiants, partisans de l'indépendance ou pas : une véritable explosion du malaise social.

Cette jeunesse, qui cherche la jonction avec la classe ouvrière, qui est restée dans l'expectative momentanément à cause de la politique des appareils, s'adresse au fond à

toute la jeunesse du pays. Lors d'assemblées, de réunions de jeunes, des appels sont adoptés :

A toute la jeunesse !

« La jeunesse, et plus particulièrement les étudiants et les lycéens en fin d'études, a pris la tête des mobilisations de ces dernières semaines. Nous avons exprimé clairement notre refus de la sentence et réclamé la liberté pour les prisonniers républicains catalans.

Pour toute réponse, l'Etat monarchique a mis en œuvre une campagne de discrédit et de criminalisation contre la jeunesse (...).

Les fouilles de nos sacs à dos et les vérifications d'identité massives et injustifiées sont constantes autour des universités et dans les principales rues de Barcelone : ils veulent voir en nous des suspects du simple fait que nous sommes jeunes.

Moyennant cette campagne institutionnelle, avec à sa tête le monarque, ils prétendent nous diviser et nous isoler du reste de la population laborieuse et de la jeunesse de tout l'Etat (...).

Défendons ensemble le droit à l'autodétermination des peuples, la liberté d'expression et de manifestation, un vrai budget pour l'enseignement, des emplois dignes et bien rémunérés, et le droit au logement.

Il ne peut y avoir de droits sans libertés ni de libertés sans droits, l'organisation de la jeunesse de tout l'Etat est indispensable pour y parvenir. »

Dans ces mobilisations, qui ont débuté le 14 octobre, de nouveaux mots d'ordre ont été entendus : « *Nous sommes des gens pacifiques, mais pas des imbéciles* », en réponse aux provocations policières ; ou sur de nombreuses banderoles : « *République pour le peuple !* », qui donne un contenu social à la rupture avec la monarchie et qui cherche à recadrer la notion de république

catalane, qui peut être interprétée comme appelant à une république qui tournerait le dos aux autres peuples d'Espagne.

Il est normal que, dans cette double contradiction, les partis catalans, qui subissent tous une persécution judiciaire et policière, montrent en même temps leurs limites.

Sans aucune doute, l'impasse ouverte à la suite des élections du 20 novembre et la difficulté de constituer un gouvernement font peser sur les partis catalans — en particulier sur l'ERC (1) — une pression considérable pour qu'ils facilitent la constitution d'un gouvernement du PSOE et d'Unidos Podemos (2), gouvernement dont l'accord d'intention tourne le dos à toutes les revendications ouvrières et qui, en rapport avec la question catalane, n'offre aucune autre voie que le respect de la Constitution et le respect de la sentence.

Le réveil de la question catalane, surtout depuis 2010, met au centre la question du régime monarchique et de la Constitution de 1978. Les limites de la politique des partis catalans viennent du fait qu'ils considèrent qu'il est possible d'arriver à un accord avec ce régime. Les faits et l'histoire récente montrent au contraire que l'héritage franquiste et les droits sociaux et démocratiques sont incompatibles.

UN SYSTÈME DÉMOCRATIQUE ?

Les défenseurs du régime parlent de lui comme s'il s'agissait d'un système démocratique. Mais il ne l'est pas, ni par ses origines ni par son contenu.

Rappelons que la monarchie, présidée par l'héritier désigné par le dictateur Franco, s'est consolidée avec la Constitution de 1978, élaborée sous la menace continue d'un putsch militaire de la part de l'armée victorieuse de la guerre civile en 1936 et pilier fondamental du régime franquiste. Quelle « démocratie » peut-on établir sous la menace d'un putsch militaire ?

Une Constitution qui n'a été rendue possible que parce que les dirigeants des principales organisations qui parlaient au nom de la classe laborieuse (le PCE dirigé par Santiago Carrillo et le PSOE commandé par Felipe González) et les « nationalistes » de CiU (Catalogne) et PNV (Pays basque) ont accepté cette situation sans mot dire et lui ont donné forme dans le

pacte de la Moncloa et le « consensus constitutionnel » (3).

Le « consensus constitutionnel » se fondait sur le respect des prérogatives et des privilèges des institutions de l'Etat franquiste (armée, corps répressifs, appareil judiciaire...) auxquels il n'était pas question de toucher, ainsi que sur le respect des montages d'entreprises et des grandes fortunes établis à l'abri de la législation et de la corruption franquistes (dont découle la corruption aujourd'hui).

Le maintien de ces institutions permet qu'elles soient utilisées aujourd'hui contre le droit à décider du peuple de Catalogne, comme elles le sont pour poursuivre les syndicalistes qui organisent des grèves et des piquets.

De la même manière, la légalité de toutes les menées des tribunaux franquistes fut acceptée (y compris les conseils de guerre avec juge, procureur et soi-disant « avocats » militaires), et ratifiée encore et toujours par l'appareil judiciaire hérité du franquisme, et qui fait obstacle aux aspirations à la vérité, à la justice et à la réparation des familles des victimes du franquisme.

Ils se virent obligés de reconnaître des droits démocratiques que la classe laborieuse avait déjà conquis dans les faits, comme par exemple le droit de grève, celui de manifester, ou à la négociation collective. Mais chacun de ces droits s'est vu réduit par un certain nombre d'entraves (service minimum, législation contre les piquets de grève, arbitrage judiciaire imposé, négation de la négociation collective pour les employés publics...).

Que ceux qui, défendant ce régime établi sous la menace de la division Brunete (*caserna des blindés militaires près de Madrid* – Ndlr) et sur la base du maintien des privilèges de l'appareil d'Etat fran-

(1) Gauche républicaine de Catalogne – *Esquerra Republicana de Catalunya* – ERC.

(2) Unidos Podemos (« *Unis, nous pouvons* ») est une coalition électorale espagnole fondée en mai 2016 entre Podemos, la Gauche unie (IU) et Equo. Mise en place sous ce nom dans la perspective des élections générales du 26 juin 2016, elle est reconduite pour les élections générales du 28 avril 2019.

(3) Pacte signé au palais de la Moncloa le 25 octobre 1977 entre le gouvernement post-franquiste et les principaux partis politiques et organisations syndicales pour l'organisation d'un « processus de transition démocratique » maintenant de fait les institutions politiques de la royauté et du franquisme.

quiste, parlent de « *souveraineté du peuple espagnol* », cela ne semble pas être autre chose qu'une farce macabre.

UN ÉCHAFAUDAGE ANTIDÉMOCRATIQUE

La Constitution, expression écrite de ce système, est remplie de mécanismes qui permettent d'empêcher l'expression démocratique des désirs et des aspirations de la majorité.

Pour commencer, elle donne au gouvernement — et même à un gouvernement minoritaire — un pouvoir au-dessus des Cortés. L'article 134.6 établit que « *toute proposition ou tout amendement qui suppose d'augmenter les crédits ou de réduire les revenus budgétaires exigera l'accord du gouvernement pour sa présentation* ».

Cette capacité de veto a permis au gouvernement Rajoy de bloquer, jusqu'à maintenant, 28 propositions de loi de groupes parlementaires et assemblées régionales, et près de 4 000 amendements qu'avaient présentés le PSOE, Unidos Podemos, l'ERC et le PdeCAT (4) sur le budget de l'Etat de 2017.

De la même manière, elle permet à un gouvernement en minorité de se maintenir au pouvoir, en exigeant que toute motion de censure soit accompagnée d'une candidature alternative, qui doit réunir une majorité pour son investiture.

Elle place également des organismes et des institutions non élus par le peuple, et qui n'ont pas à répondre devant ce dernier, au-dessus de la souveraineté populaire. C'est le cas du Tribunal constitutionnel, qui s'est permis d'annuler le statut d'autonomie approuvé par le Parlement de Catalogne et les Cortés, et ratifié par le peuple catalan lors d'un référendum en 2004. Un tribunal qui aujourd'hui fonctionne comme un corps d'armée judiciaire contre les décisions légitimes du Parlement de Catalogne, des Cortés de Castille-La Mancha ou du Parlement d'Andalousie.

UNE RÉFORME EST-ELLE POSSIBLE "DE L'INTÉRIEUR" ?

Un certain nombre de cyniques encouragent ceux qui ne sont pas d'accord à réformer la Constitution. Ils savent parfaitement

que, dans cette dernière, tout a été « ficelé et bien ficelé », puisque sa réforme exige, dans le cas de questions « mineures » (article 167 de la Constitution), une majorité des trois cinquièmes de chacune des chambres, ou bien la majorité absolue du Sénat et la majorité des deux tiers du Congrès pour que la réforme soit approuvée.

S'il s'agit de questions « majeures » (article 168), la chose est encore plus difficile, puisqu'est exigée l'approbation du principe à la majorité des deux tiers de chaque chambre, avec dissolution immédiate des Cortés, convocation de nouvelles élections, et que les nouvelles Cortés ratifient la décision et procèdent à l'étude du nouveau texte constitutionnel, qui devra être approuvé à la majorité des deux tiers des deux chambres. Et ensuite, un référendum pour sa ratification. C'est-à-dire que dans toute affaire, il serait nécessaire d'avoir l'accord du Parti populaire (PP) pour la moindre réforme, car il est nécessaire que son adoption se fasse par les 3/5^e du Congrès.

Comment, dès lors, Pedro Sánchez peut-il proposer une commission « *pour la réforme constitutionnelle* » comme issue à la « question catalane » ?

UNE RÉALITÉ DÉMONTRÉE PAR LA PRATIQUE

Tout travailleur du secteur de la santé ou des transports sait que le service minimum imposé ôte tout contenu au droit de grève, au point que sont nombreux ceux qui en viennent à se demander à quoi sert la grève. Peut-être ne savent-ils pas qu'il en est ainsi parce que l'article 28 de la Constitution établit que le droit de grève est soumis aux « *garanties nécessaires à assurer le maintien des services essentiels de la communauté* ». Parlez-en aux grévistes de l'aéroport de Barcelone, qui non seulement se sont vus écraser par le service minimum, mais aussi par le travail de jaunes de la Garde civile et par un arbitrage judiciaire imposé contre lequel il n'est pas question d'exercer le droit de grève.

(4) Parti démocrate européen catalan (*Partit Demòcrata Europeu Català* — PDeCAT) : parti politique catalan libéral et indépendantiste fondé en 2016.

Il y avait une majorité aux Cortés qui permettait la dérogation de la LOMCE (5), la loi-bâillon (6), l'article 315.3 du Code pénal, etc. Mais le gouvernement avait mis à profit ses prérogatives pour repousser ou même empêcher que soient débattues les propositions de loi alternatives.

Les travailleurs du secteur public du Pays basque, de Castille-La Mancha, d'Andalousie, ont arraché à leurs gouvernements régionaux la semaine de 35 heures. Mais le gouvernement et le Tribunal constitutionnel leur refusent ce droit. De la même manière qu'ils leur ont imposé — à eux et à l'ensemble des employés du secteur public — des restrictions salariales et de droits gagnés dans les négociations collectives.

La volonté du peuple catalan de décider librement de son avenir se brise de manière répétée sur les prérogatives du gouvernement et du Tribunal constitutionnel, qui leur permettent de déroger aux normes approuvées par le Parlement de Catalogne et même de poursuivre ceux qui approuvent ou simplement permettent qu'elles soient mises en débat.

Nous pourrions poursuivre en la matière à l'infini. Encore et toujours, les revendications et les aspirations des travailleurs et des peuples de l'Etat espagnol se brisent sur le régime de la monarchie et ses institutions.

L'ANNÉE 2010 : UN TOURNANT DANS LA SITUATION

La forme actuelle que prend le conflit de classes dans l'Etat espagnol, c'est tout d'abord la décomposition du régime monarchiste en bonne mesure hérité du franquisme. C'est la crise générale que connaissent tous les partis qui n'échappent pas aux tendances existantes à l'échelle internationale, et qui se concentre notamment dans l'extrême émiettement de l'ancien Parti communiste et la chute imparable du parti traditionnel de la classe ouvrière, le PSOE. Cette crise a un impact direct sur les confédérations syndicales, dont la politique majoritaire s'attache plus que jamais à la défense du dialogue social avec les gouvernements, qui mène à des conflits systématiques à tous les niveaux de l'organisation.

A cela s'ajoute le basculement constant que connaît la structure régionaliste instaurée depuis 1978, et dont l'objectif de la part du régime et du capital financier était

double : détourner les aspirations — héritées de l'histoire de l'Espagne — à la souveraineté des peuples catalan, basque, galicien et diviser la classe ouvrière.

L'année 2010 connaît un nouveau surgissement, d'une profonde acuité, de toutes ces questions à cause de l'impact direct et profond de la crise économique qui traverse le marché mondial.

L'économie espagnole, basée sur le poids croissant de la spéculation immobilière, du tourisme et des exportations, subit des conséquences majeures avec une augmentation inédite du chômage, notamment dans la jeunesse (plus de 50 %), l'effondrement de secteurs entiers, notamment dans le bâtiment, qui arrivait à employer 2 millions de travailleurs, et la banqueroute des régions qui sont contraintes par l'Etat à prendre en charge les compétences de la santé, de l'éducation et d'autres services publics sans en avoir les moyens.

C'est dans cette situation que s'ouvre un profond bouleversement qui touche toutes les institutions de l'Etat, toutes les organisations, et modifie largement les rapports entre les classes. Le gouvernement Zapatero (PSOE), qui est au pouvoir depuis mars 2004, se trouve confronté aux exigences du capital financier dans la mise en place de profondes contre-réformes.

LES PRÉPARATIONS D'UN "PLAN DE STABILITÉ"

Dès le début de l'année 2010, le gouvernement Zapatero a élaboré, puis présenté à la Commission européenne un projet de « plan de stabilité ».

Un des aspects centraux de ce « plan de stabilité » que le gouvernement Zapatero a présenté à Bruxelles le 3 février, c'est le démantèlement de fond en comble du système général des retraites existant dans le pays.

(5) *Ley Orgánica para la Mejora de la Calidad Educativa* (LOMCE) — Loi organique pour l'amélioration de la qualité de l'éducation, votée en 2013, qui est en fait une loi de destruction de l'Université.

(6) « Loi de protection de la sécurité citoyenne », appelée « loi bâillon » (*ley mordaza*), entrée en vigueur en juillet 2015 et qui interdit fortement le droit de manifestation et la liberté d'expression.

Ce plan se concentre sur l'éclatement des sources de financement pour multiplier les fonds de pensions privés, la réduction en moyenne de 30 % du montant des retraites, l'élimination de la retraite de réversion, l'allongement de l'âge de départ à la retraite et du nombre d'annuités...

L'indignation que cette question soulève dans la classe ouvrière de tout le pays a amené les deux grandes confédérations syndicales à appeler à des manifestations dans toutes les grandes villes du pays du 22 février au 6 mars.

Et bien que le mot d'ordre officiel des manifestations se réduise à refuser l'allongement de l'âge de départ à la retraite, de nombreuses instances syndicales et assemblées de délégués, comme à Madrid le 19 février 2010, se sont prononcées pour le retrait de l'ensemble du plan.

Quelques semaines plus tard, le 12 mai 2010, Zapatero présente au Congrès des députés un plan d'ajustement qui implique entre autres choses une baisse des salaires pour les travailleurs de la fonction publique, un gel des retraites, une réduction des dépenses publiques, et ouvre la voie au non-respect des conventions collectives, permettant aux entreprises qui se disent concernées par la crise de ne pas respecter les accords signés. L'objectif de ce plan d'ajustement, c'était de réduire les déficits publics de 11,2 % à 3 % en 2013 (selon les normes du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne).

La mise en application de ce plan d'ajustement provoque immédiatement une crise dans les rapports du gouvernement du PSOE avec les syndicats, notamment l'UGT. Le secrétaire général de l'UGT à l'époque considère que le tournant accompli par Zapatero ouvre la voie à une rupture politique avec la classe ouvrière.

Le 27 mai 2010, le gouvernement Zapatero, sous la pression du capital financier, va plus loin. Le gouvernement approuve un projet pour établir une réforme du Code du travail, qui attaque notamment le droit à la négociation collective. C'est à ce moment-là que les comités confédéraux de l'UGT et des Commissions ouvrières se réunissent conjointement et se mettent d'accord pour préparer les conditions d'une mobilisation, notamment la préparation d'une journée de grève générale.

L'OFFENSIVE POUR LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL

Les journaux disent, le 31 mai 2010, que « *la réforme du Code du travail est devenue une priorité après que les institutions internationales et les marchés la réclament comme signe de confiance* ». En réalité, depuis février, il y a une négociation confidentielle sur la nécessité d'ajouter au plan d'ajustement une réforme du Code du travail. A cela s'ajoutent, comme nous l'avons dit auparavant, les mesures prises pour que les municipalités et les régions prennent des mesures d'ajustement en application de la loi de stabilité budgétaire adoptée par le gouvernement. Le FMI, le 25 mai, se prononce sur la nécessité d'appliquer un deuxième plan d'ajustement, c'est-à-dire transformer les caisses d'épargne en banques, transformer leur capital social en actions, c'est-à-dire démanteler l'ensemble du réseau des caisses d'épargne et les fonctions sociales qu'elles accomplissent.

LE FMI VISE UNE RÉFORME RADICALE ET URGENTE

Le 24 mai 2010, Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, déclare qu'il faut une réforme profonde du marché du travail, réduire les indemnités de licenciement et simplifier la négociation collective, et notamment « *décentraliser la négociation collective pour qu'elle puisse se développer dans le terrain individuel et dans chaque entreprise* ».

Parallèlement, il faut en finir avec l'indexation des salaires sur les prix. Le FMI conclut en disant qu'il est favorable à la réforme du système des retraites que le gouvernement est en train de préparer. Le gouvernement Zapatero cherche l'accord des différents partis, Parti populaire, Convergence et Union (dirigé par Jorge Pujol, aujourd'hui le PDeCAT de Puigdemont) et le Parti nationaliste basque. Mais Zapatero déclare le 27 mai que si cela est nécessaire, le PSOE est disposé à adopter seul les décrets d'ajustement et la réforme du Code du travail. Les partis « d'opposition », qui en réalité ne sont pas contre ces mesures, vont s'abstenir. Ce n'est pas le cas de la Gauche unie et de la Gauche républicaine de Catalogne, qui votent contre.

Le 17 juin 2010 s'est réuni le sommet européen où Zapatero présente son plan de réforme du Code du travail. Et c'est à partir de là que s'ouvre une course de vitesse qui va jusqu'au mois d'août afin de faire adopter cette réforme. Dans le « jeu parlementaire », il faut souligner la position des groupes parlementaires et de Convergence et Union (parti aujourd'hui partisan de l'indépendance). Ce sont eux, notamment, qui dessinent la réforme nécessaire du régime des retraites, en particulier l'augmentation de l'âge de départ à 67 ans, question qui s'est rajoutée ultérieurement. Il y a une véritable continuité de cette organisation politique nationaliste catalane dans les mesures anti-ouvrières mises en place durant toutes ces années. Déjà, en 1995, c'était le député Campuzano (membre du Parti Convergence et Union) qui était le rapporteur de la commission sur la réforme des régimes de retraite donnant lieu au pacte de Tolède.

LA LUTTE DES CLASSES DIRECTE S'INVITE...

Rappelons que le 12 mai 2010, José Luis Zapatero annonçait au Parlement l'application d'un plan d'ajustement, qui impliquait, entre autres, la réduction, en moyenne, de 5 % du salaire des fonctionnaires et des employés des services publics. Les fédérations syndicales des services publics de l'UGT et des Commissions ouvrières (CCOO) ont immédiatement appelé à une grève le 8 juin 2010, qui est restée isolée du fait du refus des directions confédérales d'appeler immédiatement à une grève interprofessionnelle.

Le 9 juin, coup de force contre les travailleurs et leurs conventions collectives... Le gouvernement régional de Madrid, comme celui de Catalogne, qui ont compétence pour les transports, ont décidé de traduire dans leur région le décret du plan d'ajustement, et, en violation totale de la convention collective du secteur, ont décidé de réduire le salaire des travailleurs du métro de 5 % en moyenne.

Plusieurs assemblées ont eu lieu immédiatement et ont décidé à l'unanimité d'appeler à la grève. Le 29 juin, la grève est totale, le service minimum n'est pas respecté. Madrid est paralysé. Les travailleurs de tout le pays regardent avec sympathie le mouvement en cours.

Mais, entre-temps, les commissions exécutives nationales de l'UGT et des CCOO ont décidé de ne pas convoquer tout de suite la grève générale annoncée, mais de la reporter au 29 septembre 2010, journée de grève massive mais sans suite.

LA PROVOCATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT

Les conditions pour une explosion sociale qui entraîne les organisations, notamment les organisations syndicales, sont réunies. Bien que les confédérations retardent jusqu'au 29 septembre une réponse d'ensemble et essaient de ne pas préciser l'objectif de cette mobilisation tout en maintenant le dialogue social avec le gouvernement, la pression de la classe monte. Ainsi, à la fin juin, une grève semi-spontanée éclate parmi les travailleurs du métro de Madrid, grève qui est isolée. Et des signes avant-coureurs traversent tous les secteurs ouvriers sur la disponibilité au combat. Le 30 juin 2010, les syndicats convoquent des assemblées de délégués dans toutes les branches pour préparer la grève du 29 septembre. La disponibilité est énorme et le sentiment général des travailleurs, c'est que l'on attend trop pour organiser la mobilisation contre les mesures d'ajustement et les contre-réformes.

Le 12 juin 2010, se déroule déjà à Barcelone une manifestation pour la défense du droit à l'autodétermination convoquée par les partis nationalistes, les syndicats et le Parti socialiste de Catalogne (qui assure à ce moment-là la présidence du gouvernement catalan). Cette manifestation est en prévision du probable jugement du tribunal constitutionnel contre le statut de la Catalogne. Rappelons que le statut d'autonomie de la Catalogne en vigueur avait fait l'objet d'une réforme adoptée par le Congrès des députés d'Espagne, soumise à référendum en Catalogne et promulguée le 20 juillet 2006. Le Parti populaire, dans l'opposition à ce moment-là, avait lancé une campagne dans toute l'Espagne contre le statut de la Catalogne et fait appel au tribunal constitutionnel. Le tribunal constitutionnel rend son jugement le 28 juin 2010, quatre ans plus tard, en censurant 14 des principaux articles du statut. Ce jugement est vécu en Catalogne comme une humiliation et un affrontement direct avec l'appareil judiciaire de la monarchie et avec la monarchie elle-même.

Dans l'immédiat, une manifestation est convoquée le 10 juillet, à l'appel des associations nationalistes, du Parti nationaliste, des syndicats et du Parti socialiste de Catalogne. Le mot d'ordre officiel de la manifestation est : « *Nous sommes une nation, nous avons le droit de décider.* » Pour compléter la provocation de l'appareil judiciaire, le jugement est publié officiellement le 9 juillet, à la veille de la manifestation. Celle-ci réunit plus d'un million de personnes. C'est en réalité la manifestation la plus massive depuis 1977, date de la légalisation de la journée du 11 septembre, mais avec deux différences essentielles : en 1977, l'immense majorité de la manifestation était encadrée par les organisations ouvrières, partis et syndicats ; le 10 juillet 2010, ce sont les organisations nationalistes qui encadrent la manifestation et le mot d'ordre majoritaire est « *Indépendance* ».

Et une modification qualitative s'est opérée. L'indignation sociale à cause de la politique de la direction des partis ouvriers, et notamment du PSOE, ne trouve pas une autre voie que celle de l'indépendance. Mais ce n'est que le début. Y compris le 10 juillet, la composition de la manifestation reste en bonne mesure ouvrière et le Parti socialiste et les syndicats défilent avec leurs cortèges à la tête de celle-ci.

Le gouvernement Zapatero, qui essaie à toute vitesse de faire adopter la réforme du Code du travail, se désengage de la défense du statut de la Catalogne, que pourtant il avait soutenu et approuvé en 2006. Cela ne l'empêche pas de déclarer officiellement « *que l'attitude de Rajoy est inacceptable. Il est responsable de l'incendie actuel en Catalogne. C'est lui qui a fait appel au Tribunal constitutionnel contre le statut et a mené une campagne anti-Catalogne dans toute l'Espagne.* »

Mais lors des séances des 14 et 15 juillet au Congrès des députés, au nom de la défense des intérêts de l'Espagne, Zapatero défend le plan d'ajustement, annonce la nécessaire adoption de la réforme du Code du travail et avalise le jugement du Tribunal constitutionnel sur la Catalogne. Questions qui, évidemment, provoquent un affrontement et des différenciations notables entre le Parti socialiste et le Parti socialiste de Catalogne.

Mais quelle est la signification profonde du 10 juillet ? Dans une résolution du comité central du POSI datée du 12 juillet, il est dit notamment :

« Le 10 juillet, la manifestation de Barcelone a ajouté à la crise politique une dimension nouvelle. Une véritable provocation de l'appareil d'Etat a eu pour conséquence que le jugement du Tribunal constitutionnel qui annule toute une série d'articles fondamentaux du statut d'autonomie soit rendu public le vendredi 9 juillet. Cela a fait l'effet d'une véritable bombe et a amené tout le monde à sortir dans la rue dans le cadre d'une manifestation monstre mais chaotique, encadrée par personne. Le mot d'ordre majoritaire était "*Indépendance*". »

Il y avait tout : il y avait des banderoles avec le drapeau de l'Union européenne, des banderoles qui disaient "*La Catalogne, nouvel Etat de l'Union européenne !*" Les syndicats qui convoquaient la manifestation n'étaient que des pions de la bourgeoisie autonomiste. Le service d'ordre des syndicats portait le drapeau de 150 mètres.

"Foment del treball", c'est-à-dire les patrons catalans, membres de la Confédération du patronat, appelait aussi à la manifestation et en avait pris la tête avec les partis nationalistes et le Parti socialiste.

La bourgeoisie hésite : d'un côté, elle a intérêt à maintenir le cadre économique commun de l'Espagne, de l'autre, elle considère que l'Union européenne va la protéger. En tout cas, elle joue à fond le séparatisme pour diviser la classe ouvrière.

Léon Trotsky disait que le sentiment nationaliste est l'enveloppe de l'indignation sociale. Dans les années 1930, la proclamation de la république catalane libre aurait pu être le départ de la révolution ; aujourd'hui, elle n'est qu'un pas de plus vers la dislocation.

Nous avons formulé dans la déclaration que nous avons distribuée que nous sommes partisans de la république catalane libre, mais que cette république ne peut exister que dans le cadre de l'Union des républiques libres d'Espagne en rupture avec la monarchie et l'Union européenne.

En même temps, cela accélère aussi la rupture dans le PSOE, qui est divisé de haut en bas entre ceux qui prônent l'indépendance ou une autonomie approfondie, et donc une scission du PSOE, et ceux qui, comme Montilla, demandent à Zapatero de négocier des mesures législatives pour essayer de contourner les décisions du Tribunal constitutionnel. »

Du point de vue des questions nationales, que la bourgeoisie n'a pas réglées et qu'elle ne peut plus régler, la question cata-

lane occupe le centre de la scène politique. Rappelons que pendant des années, c'était le Pays basque qui s'était porté à la tête d'un affrontement avec le régime, mais que la politique de l'ETA a mené à l'impasse meurtrière de l'affrontement militaire avec l'Etat.

A ce moment-là, l'échec de cette stratégie militaire est éclatant. La gauche nationaliste basque essaie de se détacher de l'emprise de l'appareil militaire de l'ETA. Ainsi, le 4 juin, les porte-parole nationalistes basques déclarent notamment que leur objectif est l'utilisation des voies politiques pacifiques pour conquérir le droit à décider. C'est à ce moment que la direction du Parti nationaliste basque demande à l'Etat d'abroger la loi des partis pour permettre que la gauche nationaliste radicale puisse participer aux prochaines élections municipales de 2011.

La loi des partis avait été adoptée sous le gouvernement Aznar afin d'interdire les partis qui défendaient l'indépendance et qui ne condamnaient pas les actions militaires de l'ETA. Les voies du Pays basque et de la Catalogne semblent contradictoires. Mais nous verrons après qu'au long de toutes ces années, la consolidation du mouvement de masse en Catalogne, cherchant la voie de l'indépendance pour s'émanciper de la monarchie franquiste, a aidé les masses au Pays basque à poser de nouveau l'exigence du droit à l'autodétermination. En réalité, elle a démontré l'impuissance du gouvernement monarchiste à régler quoi que ce soit et a mis à nu l'une des conséquences de la crise d'effondrement du régime de la propriété privée : la remise en question du cadre économique commun constitué en Espagne par la révolution industrielle, même tardive.

LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DU PSOE ET SUBSIDIAIREMENT DE PODEMOS

Léon Trotsky, dans *La Révolution espagnole*, posait la question :

« Que signifie le programme du séparatisme ? Le démembrement économique et politique de l'Espagne, ou, en d'autres termes, la transformation de la péninsule ibérique en une sorte de péninsule balkanique avec des Etats indépendants (...).

Les ouvriers et les paysans d'Espagne sont-ils intéressés au démembrement économique

du pays ? En aucun cas (...). Notre programme, c'est la Fédération hispanique avec le maintien indispensable de l'unité économique. Nous n'avons pas l'intention d'imposer ce programme aux nationalités opprimées de la péninsule à l'aide des armes de la bourgeoisie.

En ce sens, nous sommes sincèrement pour le droit à l'autodétermination. Si la Catalogne se séparait du reste de l'Espagne, la minorité communiste de Catalogne comme celle d'Espagne devraient combattre pour une fédération » (7).

La politique menée par le gouvernement Zapatero depuis 2010, la réponse des confédérations syndicales, la provocation de l'appareil d'Etat par le biais du Conseil constitutionnel amputant le statut d'autonomie de la Catalogne ont conduit à ce que l'indignation sociale s'exprime sur la voie tracée dans un premier temps par les partis catalans.

L'absence, à la différence des années 1930, d'un parti ouvrier — même réformiste — à l'échelle nationale qui combatte pour la république a permis que la lutte des classes s'exprime de cette manière. La direction du PSOE est la première responsable de l'isolement relatif du puissant mouvement révolutionnaire qui a surgi en Catalogne.

La convocation du référendum (interdit par le gouvernement Rajoy) le 1^{er} octobre 2017, avec la participation de presque 2 millions et demi de Catalans sur une population de 7,5 millions et un corps électoral de 6 millions, montre cette contradiction. Cette participation est l'expression de la volonté du peuple catalan qui veut rompre avec la monarchie et la politique de défense de la monarchie, de la Constitution de 1978 qui nie le droit à l'autodétermination, que mène la direction du PSOE et derrière elle Podemos (et sa coalition actuelle UP).

Les derniers événements, notamment la validation de la part de Sanchez, secrétaire du PSOE et président du gouvernement, en fonction du jugement comminatoire contre les neuf dirigeants politiques des partis catalans le 14 octobre 2019, expriment la soumission de l'appareil du PSOE à la monarchie et à l'appareil judiciaire. L'accord pour former un gouvernement avec Podemos indique qu'il n'y a pas de solution pour la

(7) Léon Trotsky, *La révolution espagnole - 1930-1940*, « La question nationale en Catalogne (lettre au SI, 13 juillet 1931) », Editions de Minuit, 1975, page 161.

Catalogne sans respect de la Constitution, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de solution aux exigences des peuples et du peuple catalan dans le cadre de la Constitution monarchiste. De nouveau, l'incompatibilité entre droits démocratiques et institutions héritées du franquisme est éclatante. Face à cela, la réponse des partis catalans ne correspond pas au défi de savoir comment abattre le régime, si ce n'est avec le combat commun entre les travailleurs et les peuples de tout le pays, tel qu'il s'était forgé sous la dictature de Franco.

LE DROIT À DÉCIDER ET LA "VOIE UNILATÉRALE" DE DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Le point de départ d'une solution démocratique est la reconnaissance de l'existence de différents peuples, sans doute unis par l'histoire, mais soumis par la force à un régime monarchique qui est étranger à tous les peuples de l'Etat.

C'est pour cela que ce qui nous unit, c'est la conviction que sous la monarchie, il n'y aura pas de solution démocratique et que l'on ne pourra établir une véritable fraternité entre les peuples, à laquelle ont le plus grand intérêt les travailleurs, que si nous sommes une classe sociale ayant les mêmes intérêts à l'échelle de l'Etat.

Nous ne faisons pas allusion à des « idéologies » nationalistes, qui bien sûr existent, et qui en général partagent les mêmes prémices. Ce n'est pas par hasard que les secteurs catalanistes les plus liés au mouvement ouvrier et aux classes populaires se considèrent républicains plutôt qu'indépendantistes. La différence entre l'une et l'autre idéologie, c'est que l'espagnolisme dispose des institutions de l'Etat, de l'armée, de la police, de la justice avec le roi à sa tête.

Cependant, la non-existence en Espagne d'un véritable parti républicain à l'échelle nationale facilite — sans les justifier — le surgissement et le développement de positions qui tournent le dos aux autres peuples et aux travailleurs. C'est ce que l'on a appelé « la voie unilatérale ». Disons que la plus forte responsabilité du développement de cette voie revient à la politique suivie par la direction du PSOE jusqu'ici et, à un autre niveau, par la Gauche unie et Podemos. L'acceptation du régime monarchique permet que se développe cette voie sans issue,

qui se jette dans les bras de l'Union européenne et du capital financier international, malgré la crise de décomposition des institutions de Bruxelles.

Contrairement aux années 1930, lorsque — dans des circonstances différentes — a pu se forger l'alliance entre les républicains de tout l'Etat — à commencer par le PSOE et les partis de la Catalogne et du Pays basque —, le vide politique existant au niveau de l'Etat, c'est-à-dire l'absence d'une représentation politique des travailleurs brandissant le drapeau de la république lié aux droits sociaux et démocratiques, facilite toutes les dérives et conduit l'énorme potentiel contre la monarchie que représente le républicanisme catalan dans une voie sans issue.

La politique des partis catalans, qui se proclament « interclassistes », ne facilite pas la recherche d'une alliance entre les travailleurs et les peuples du pays. Il ne faut pas oublier — et une bonne partie des travailleurs ne l'ont pas oublié — que la politique des gouvernements Mas (Convergence et Union, aujourd'hui converti en Junts per Catalunya), avec un premier mandat de 2010 à 2012, soutenue par la Gauche républicaine, s'est portée à la tête des coupes budgétaires les plus saignantes, en particulier dans la santé et l'éducation, parallèlement et en accord avec le gouvernement de Zapatero et son plan d'austérité de mai 2010. Le second gouvernement, de 2012 à 2016, a poursuivi la même politique, tout en agitant le drapeau souverainiste pour tenter de donner du crédit à sa politique antisociale.

Actuellement, le vice-président du gouvernement catalan, Pere Aragonès, en accord avec le président Torra, poursuit cette politique antisociale en disant que la faute vient de Madrid. Et alors même que les principaux dirigeants sont en prison.

La défense inconditionnelle du droit du peuple catalan, la libération des prisonniers politiques ne signifient pas épouser le programme des partis catalans. Et cela ne signifie pas non plus de devoir considérer que la répression s'abat seulement contre le peuple catalan. Au moment même où nous écrivons cet article, un procès se déroule à Madrid contre 12 jeunes accusés d'avoir manifesté le 14 décembre 2013 contre l'adoption de la loi organique de protection et de sécurité citoyenne, dite loi Mordaza (« bâillon »). En application de cette loi, depuis janvier 2018, une moyenne de 80

amendes quotidiennes dans tout le pays a été enregistrée. La liste est longue : tout le monde se souvient que ces tribunaux ont quasiment gracié les violeurs de la « manada » (8), ont condamné des jeunes à six ans de prison après une bagarre dans un bar à Alsasua et ont appliqué l'article 315.3 du Code pénal contre des syndicalistes pour fait de grève.

Le seul tribunal qui n'est pas d'héritage franquiste, c'est-à-dire le Tribunal constitutionnel (constitué sur la base du consensus, notamment entre la direction du PSOE et les représentants politiques des institutions franquistes) vient de décider en novembre que les patrons ont le droit de licencier leurs salariés même en cas de maladie. Sans oublier qu'il a également validé les différentes lois contre le Code du travail.

POUR L'ALLIANCE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES, POUR LA RÉPUBLIQUE

La république, cela ne signifie pas de remplacer un roi par un président pour établir un régime comme la V^e République française. La république, dans l'État espagnol, cela signifie une réforme agraire, la défense des entreprises publiques, cela signifie une séparation réelle de l'Église et de l'État, et la reconnaissance des droits des peuples... Elle concentre l'ensemble des revendications sociales et démocratiques, la remise en cause du pouvoir du capital financier, c'est-à-dire de la propriété privée des grands moyens de production.

C'est pour tout cela qu'elle est le mot d'ordre qui correspond aux intérêts des travailleurs et qui permet d'établir l'alliance avec les peuples. C'est pour cela que nous parlons de république du peuple, des peuples, fondée sur le droit à l'autodétermination et la fin de toute exploitation. Un cadre dans lequel les peuples peuvent décider, se fédérer, se confédérer, se séparer ou s'unir librement. Pour nous, la solution la plus économique, c'est l'union libre des républiques souveraines.

Partant des intérêts de la classe ouvrière et de la solution la plus économique pour les peuples, nous inscrivons notre action dans le combat pour balayer les institutions du franquisme couronnées par la monarchie afin d'ouvrir la voie à la république des peuples, où eux-mêmes décident de la manière dont ils vont coopérer.

Il s'agit donc de combattre ensemble les institutions, et notamment judiciaires, qui sont l'ennemi de tout droit démocratique ou social.

Tout le monde comprend bien que ce n'est pas le peuple catalan seul qui pourra arracher le droit à décider (droit soutenu par 82 % des Catalans), mais que ce sera la jonction avec les aspirations et les revendications des travailleurs de tout le pays, qui ne forment qu'une classe — et le combat pour défendre le régime des retraites le démontre —, et des autres peuples, qui sera à même d'affronter le régime monarchiste.

Le régime de la monarchie, rappelons-le, s'inscrit dans l'ordre mondial, et malgré sa crise de décomposition, ni l'Union européenne ni aucun gouvernement européen n'ont hésité à le soutenir contre les aspirations des travailleurs et des peuples. C'est pour cette raison que, plus encore que dans les années 1930, le combat pour la république du peuple, des peuples, pour le peuple sera le combat unificateur.

Dans les rangs des militants ouvriers et démocrates de tout le pays, la délimitation va s'opérer dans ce combat. Cela exige d'engager toutes les forces pour la libération des républicains catalans emprisonnés. Parce que arracher leur libération contre le régime monarchiste ouvrirait une brèche dans laquelle les travailleurs et les peuples de toute l'Espagne s'engouffreraient pour établir la république.

Andreu Camps
6 décembre 2019

(8) La « meute » en français.



Manifestation à Barcelone le 26 octobre 2019
pour la libération des prisonniers républicains catalans.

Freie Tribüne
für
Arbeitnehmerpolitik

Nr. 17 - 1. Jahrgang / 16. 11. 1989 / 2., DM

Oktoberkonferenz
der VAA: 10 000
Unterschriften für
Antrag an SPD-
Parteitag
(Seiten 4 / 5)

**Respekt vor dem Willen des Volkes -
FREIE WAHLEN !
Weg mit Mauer und Grenze für die
arbeitende Bevölkerung und Jugend !**



**Für das Verbot der
entrechteten Arbeit
Europäische
Demonstration
in Paris**

**Samstag, 25. November,
15 Uhr, Paris**

Zentraler Abfahrstermin der Busse
für die deutschen Teilnehmer:
25. 11., 7 Uhr, Köln HBF
(Breslauer Platz)

Die örtlichen Arbeitskreise für Arbeitnehmerpolitik geben Auskunft darüber, ob von den jeweiligen Orten aus Anschlußverbindungen bestehen oder andere Fahrtmöglichkeiten nach Paris organisiert sind.

Inhalt

- S. 2 **Die Mauer ist durchbrochen...
Revolution in Deutschland**
S. 4 - 7: Oktoberkonferenz der
„Vereinigung der Arbeitskreise für
Arbeitnehmerpolitik“ beschließt: 10 000
Unterschriften für Öffentlichen
Antrag... Beiträge, Berichte, Erfahrungen
S. 4 **Kohls neues
„Wohnungsprogramm“**
S. 6 **Münchner SPD-Stadtratskandidat
gegen Renten„reform“**
S. 8 **Die „Reform“ von Kohl und Krenz**
S. 9 **„Freie Wahlen nur bei Aufhebung
des Machtmongols der SED“ -
Interview mit B. Gerlach, -Neues Forum-**
S. 10 **Einladung von W. Kolditz an
Stahl- und Bergarbeiter zu einem
gemeinsamen Treffen in Paris, 25. 11.**



Die Bevölkerung in der DDR hat sich nicht erhoben, um
jetzt den Preis für den Bankrott der Bürokratie und
für neue Unternehmerrgewinne zu zahlen.

Weder das Diktat der SED, noch das von Kohl und Krenz -
kein Runder Tisch mit Unternehmern und Bürokraten

**Konferenz der Arbeiter und Jugendlichen
beider Teile Deutschlands und ihrer
unabhängigen Organisationen -
für Arbeitnehmerpolitik und Demokratie
und eine Regierung, die sich darauf
verpflichtet - in ganz Deutschland** (Seiten 2/3)

IL Y A 30 ANS, EN 1989

Le soulèvement révolutionnaire en Allemagne de l'Est, point le plus élevé de la révolution politique contre le stalinisme

LA classe ouvrière mondiale est une internationalement. La lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie est, comme le dit Marx, « nationale dans sa forme, mais internationale dans son contenu ». Les bouleversements révolutionnaires dans les différents pays prennent toujours — en fonction du développement différencié de la lutte des classes sous une forme nationale donnée dans le pays concerné — une expression originale propre à ce pays, tout en restant en même temps reliés entre eux.

CONCERNANT LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Cette réalité n'a pas été abolie par l'ordre mondial imposé aux peuples et issu de la domination combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne du Kremlin après 1945. Pour contenir les processus révolutionnaires au niveau mondial, l'impérialisme s'est appuyé sur la domination de la bureaucratie dans l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS et dans les Etats ouvriers bureaucratiques déformés dès le début de leur existence en Europe centrale et orientale, ainsi que sur l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin et sur les partis sociaux-démocrates contrôlant le mouvement ouvrier international.

Léon Trotsky a défini le caractère de la révolution dans ces Etats ouvriers bureaucratiques comme une révolution politique, une lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique, contre les privilèges de la caste bureaucratique stalinien-

ne et la dictature politique exercée par la bureaucratie du parti et de l'Etat.

Dans cet article, nous étudierons le processus non linéaire de la révolution politique, ses hauts et ses bas, ses points culminants et ses défaites. Nous nous concentrerons sur le point culminant historique atteint il y a 30 ans, en 1989, avec le soulèvement révolutionnaire des travailleurs en RDA, dans l'est de l'Allemagne divisée.

Avec le renversement de la bureaucratie stalinienne du SED (1), l'effondrement du Mur de la honte à Berlin et l'élimination de la frontière de la mort coupant l'Allemagne en deux, la révolution politique en a fini avec la division du peuple allemand et de la classe ouvrière. Elle a pu s'assurer de la solidarité de la classe ouvrière et de la jeunesse en Allemagne de l'Ouest, ainsi que de la sympathie et de la solidarité des travailleurs et des peuples en Europe et dans le monde. Mais elle pouvait aussi s'appuyer sur des décennies de travail souterrain de la révolution politique dans tous les pays concernés.

Par conséquent, la révolution politique ne vise pas le bouleversement de la base sociale de l'Etat, de la propriété d'Etat des moyens de production, de la terre, mais précisément la défense de cet acquis contre la domination politique parasitaire de la bureaucratie stalinienne et sa mauvaise gestion, contre sa tendance restauratrice à livrer cet acquis à l'impérialisme sous la pression croissante de celui-ci.

(1) Le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, Parti socialiste unifié d'Allemagne - RDA) a été fondé en 1946 sur la base d'une « unification forcée », qui a imposé la dissolution du SPD et du KPD en Allemagne de l'Est.

Concernant le régime de l'URSS, Léon Trotsky écrit dans le *Programme de transition* de la IV^e Internationale (2) :

« Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, *devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier*, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme. »

La bureaucratie stalinienne doit défaire ses privilèges à la fois contre la résistance de la classe ouvrière et contre la faillite économique provoquée par sa mauvaise gestion bureaucratique. Ce qu'elle exprime par sa tendance toujours plus forte à la restauration, en s'ouvrant à l'économie de marché impérialiste, aux prêts et à l'autorisation de production à bas coûts pour le marché capitaliste.

La lutte contre la dictature politique de la bureaucratie se concentre, dit Trotsky, dans « *la lutte pour le développement de la démocratie soviétique* ». C'est la réalisation de la démocratie ouvrière sous la forme de délégués aux conseils ouvriers, élus et révocables à tout moment, leur centralisation et la formation d'un gouvernement qu'ils ont élu et qui est responsable devant eux.

Ce « développement de la démocratie soviétique » dans sa forme naissante, comme slogan politique et perspective, trouve son expression dans la première révolution politique, le soulèvement ouvrier révolutionnaire de très courte durée de 1953 en Allemagne de l'Est. Il a trouvé en Pologne en 1956 un développement élevé sous la forme d'organes de double pouvoir (avec maintien de la bureaucratie contre-révolutionnaire) et sa plus haute expression dans le dernier gouvernement de trois jours d'Imre Nagy en Hongrie en 1956.

Mais ce développement de la révolution politique n'a pas réussi à aller jusqu'au bout, jusqu'au renversement de la bureaucratie et à « l'ouverture de la route vers le socialisme ».

Malgré toutes les irruptions de la révolution politique, les tendances restauratrices de la bureaucratie stalinienne sont allées jusqu'au bout, livrant les gains de la propriété d'État à la restauration du capitalisme. Cela a commencé en 1989-1990 en empêchant de réaliser les objectifs plus larges de la révolution politique, de l'unité

sociale de l'Allemagne et de sa classe ouvrière, et s'est terminé par l'effondrement du centre de la bureaucratie stalinienne internationale à Moscou, avec la disparition de l'Union soviétique en 1991.

1989 : LE SOULÈVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS EN ALLEMAGNE DE L'EST

Dans tous les pays sous domination de la bureaucratie du Kremlin et de ses bureaucraties satellites en Europe de l'Est, la révolution politique était en train de monter, ébranlant les régimes bureaucratiques. Dans le mouvement de grève de masse de juillet 1989 en URSS, les mineurs forment leur comité national de grève et créent des syndicats indépendants. Lors de la manifestation de masse à Moscou sont lancés des appels à la démission de Gorbatchev, l'instigateur de la perestroïka restauratrice.

En RDA, surtout après que la fraude électorale a été révélée, les manifestations se multiplient à partir de mai. A partir de septembre, elles trouvent leur expression la plus cohérente avec les célèbres manifestations du lundi à Leipzig, qui augmentaient en nombre d'une semaine à l'autre. Toutes ces manifestations ont été combattues par les organes de répression avec une violence croissante, elles ont été dissoutes et ont donné lieu à des arrestations.

Les 7 et 8 octobre, le parti stalinien et la bureaucratie d'État célèbrent le 40^e anniversaire de la fondation de la RDA sur la base de la division de l'Allemagne en présence du président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev. A Leipzig et dans les villes du pays, le peuple manifeste. Ces manifestations sont écrasées avec une brutalité sans précédent et des milliers de manifestants sont arrêtés.

Le lendemain, le 9 octobre, la manifestation du lundi doit avoir lieu à Leipzig. La bureaucratie stalinienne mobilise tous ses organes de répression, la police populaire, l'armée, la sécurité d'État (Stasi), c'est-à-dire les services secrets et des groupes de combat du parti.

(2) *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, *Programme de transition*, Editions Sélio, 2013, page 60.

La ville est encerclée. La bureaucratie envoie ses commissaires politiques dans toutes les grandes entreprises et les centres communaux pour avertir les travailleurs de rester chez eux avec leurs enfants et leurs familles, car un ordre de tirer aurait été émis. Les troupes soviétiques ont proposé à l'insu de Gorbatchev d'envoyer des chars à Leipzig.

Mais dans tous les Etats satellites d'Europe orientale et en URSS même, le mouvement de résistance des travailleurs et des peuples est déjà en train d'étrangler la bureaucratie du Kremlin, de sorte que les millions de soldats soviétiques présents dans ces pays se sont résignés en se contentant d'observer, impuissants. C'est à présent aussi le cas en RDA.

En réponse à l'oppression et à la menace d'un ordre de faire feu à Leipzig le 9 octobre, les personnels des grandes entreprises se rendent tous ensemble à la manifestation du lundi. Ils défilent à la tête de la manifestation de 70 000 participants, toujours plus nombreux, sous la bannière centrale : « *Nous sommes le peuple !* »

La direction régionale du parti doit reconnaître l'impuissance des forces de répression couramment utilisées face à la puissance incroyable des masses laborieuses descendues dans la rue. Elle demande à Honecker, le secrétaire général du parti et président de la RDA, une aide à la décision sur l'ordre de faire feu et l'utilisation d'armes militaires plus efficaces.

Honecker est déjà isolé au Politburo. Une majorité veut éviter toute confrontation directe violente ou même militaire. Ils veulent emprunter la voie d'une coopération plus étroite avec le gouvernement Kohl pour défendre leurs privilèges. Un représentant de cette majorité donne finalement son accord au responsable en attente à Leipzig pour procéder à « *l'autoprotection des troupes d'intervention* » et pour mettre en œuvre une retraite ordonnée.

Les travailleurs étaient entrés dans l'arène politique publique. Le pouvoir de la bureaucratie avait révélé son impuissance et sa décadence.

La manifestation de Leipzig du 9 octobre a été le signal du soulèvement populaire révolutionnaire dans toute la RDA. Cela a conduit au slogan « *Nous sommes un seul peuple !* » et aux manifestations de masse qui se sont répandues dans chaque ville, sur lesquelles la bureaucratie a perdu tout contrôle, ainsi qu'à la manifestation de

plus d'un demi-million de participants à Berlin-Est le 4 novembre pour renverser le Mur le 9 novembre. La déclaration impuissante d'un bureaucrate du parti du SED sur « *la liberté de voyager via la frontière intérieure allemande — immédiatement* » a été utilisée par les masses pour simplement franchir le Mur.

Ceux d'en haut ne pouvaient plus continuer comme avant, ceux d'en bas ne voulaient plus continuer comme avant... exactement de la manière dont Lénine a formulé les conditions d'ouverture d'une situation révolutionnaire.

Les travailleurs des secteurs publics, de la fonction publique et des services publics étaient atomisés et dépourvus d'organisations indépendantes. La forme d'organisation de grèves et de manifestations de masse toujours plus nombreuses a suffi à affaiblir la direction de la bureaucratie du parti et de l'Etat, mais ce n'était pas suffisant pour la conquête du pouvoir politique par les travailleurs et pour nettoyer l'Etat et l'économie de la bureaucratie de haut en bas.

Dans les usines, les directions et la direction bureaucratique du syndicat d'Etat FDGB étaient souvent mises de côté et, surtout, les groupes de combat du parti furent dissous. Des comités d'entreprises indépendants furent fréquemment créés, au sein desquels des fonctionnaires de l'ancien FDGB s'immisciaient. De même, des initiatives isolées pour créer des syndicats indépendants ont vu le jour.

Mais, très rapidement, de telles approches de l'organisation indépendante pour défendre les entreprises d'Etat ont été anéanties par l'intervention des syndicats DGB ouest-allemands, qui ont envoyé leurs conseils du personnel d'entreprises — constitués sur la base de la loi constitutionnelle sur la cogestion dans les entreprises capitalistes — dans toutes celles de l'Est.

Le DGB et ses conseils du personnel ont fourni des parrainages et des partenariats avec des sociétés capitalistes occidentales et ont permis la privatisation-liquidation par le capital ouest-allemand. Plus tard, la totalité des actifs de l'Etat a été livrée à la fiduciaire (Treuhänder) fondée par le gouvernement de la RDA Modrow (SED-PDS) en mars 1990. Elle s'est chargée de supprimer 80 % des emplois industriels.

La bureaucratie, politiquement privée de pouvoir par la révolution et qui avait perdu le fondement de sa domination, la division

de l'Allemagne, vivait tout autant dans les institutions du gouvernement que dans l'économie et à tous les niveaux de la société, au niveau national ainsi que dans les districts (Länder) et les municipalités.

Le capital ouest-allemand et le gouvernement Kohl craignaient l'émergence d'un vide de pouvoir en RDA et le danger qu'il soit utilisé par les masses laborieuses pour la défense des biens de l'Etat et l'organisation de la réunification de l'Allemagne sous la direction des travailleurs, comme l'avaient fait les travailleurs le 17 juin 1953.

En conséquence, les gouvernements SED-PDS successifs, les pseudo-partis du bloc du SED (3) et les organes exécutifs permanents de la bureaucratie et de la nomenklatura ont reçu une reconnaissance et une légitimité artificielles dans la politique, l'Etat et les affaires, non pas par le peuple, mais par le gouvernement Kohl !

Les diverses négociations sur l'union économique et le traité d'Etat entre Kohl et Modrow en juillet 1990 prévoyaient déjà la privatisation et la liquidation massives de l'industrie et de ses emplois, ainsi que la dissolution et la privatisation partielles des services publics et des services municipaux avec le licenciement de 100 000 employés.

Leur mise en œuvre a été confiée au gouvernement Modrow et à toute la couche de l'ancienne bureaucratie et de la nomenklatura qui occupait toujours tous les postes de décision dans l'Etat et dans l'économie, et était souvent présentée comme des « girouettes » (4).

Cela s'est concrétisé dans l'accord du 31 août 1990 (5). Ce traité dit d'unification était en réalité un traité de division sociale et d'inégalités brutales, dictant l'assujettissement du peuple travailleur aux conditions d'exploitation capitaliste, à l'Etat bourgeois et à ses institutions, et au système des partis qui le soutient.

LIBRES, LES ÉLECTIONS DE LA CHAMBRE DU PEUPLE DE RDA ET POUR L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE ?

Ni les premières élections à la Chambre du peuple en RDA en mars 1990 ni les premières élections dans toute l'Allemagne pour l'unité de l'Allemagne sur la base du traité d'unification n'étaient des élections libres.

Pour les élections à la Chambre du peuple (le « parlement »), les anciens partis du bloc du SED, le SED sous le nom de Parti du socialisme démocratique (PDS) et le mouvement petit-bourgeois Nouveau Forum se sont présentés. Aucun d'entre eux ne représentait la volonté politique des travailleurs d'insérer la propriété d'Etat des moyens de production, la plus haute réalisation des travailleurs, dans la réunification allemande. Cette volonté s'exprima dans le slogan « *Nous sommes un seul peuple — Mêmes conquêtes !* ». Des conquêtes équivalentes basées sur les plus hautes réalisations à l'Est et les conquêtes de l'Etat social à l'Ouest, remportées par la classe ouvrière et ses organisations. Cela comprend le droit à l'organisation syndicale libre et indépendante, et à des partis politiques indépendants, organisations que la Loi fondamentale considère comme nécessaires notamment pour représenter les intérêts de la majorité sociale, la classe ouvrière.

Les premières élections purement allemandes du 23 octobre 1990, organisées conjointement par le gouvernement Kohl, représentant de l'impérialisme allemand, et par le gouvernement fantoche qui en dépendait, Modrow, n'étaient pas non plus des élections libres. Seuls les partis s'engageant en faveur des institutions de l'Etat bourgeois de l'ordre social capitaliste y ont pris part. Les intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs d'Allemagne de l'Est n'ont pas trouvé de représentation politique.

Kohl et Modrow avaient déjà décidé dans le dos du peuple, par le traité d'unification, de « l'intégration » de l'économie est-allemande dans le capitalisme et de l'intégration politique dans l'Etat bourgeois, ainsi que de l'adhésion de l'Allemagne unie à la Communauté européenne des Etats capitalistes. Le peuple ne fut pas consulté.

(3) Les partis du bloc du SED sont des appendices du SED dominés par l'appareil du même SED, tels que la CDU, qui reste en étroite relation avec la CDU d'Allemagne de l'Ouest, et le Parti libéral, lui-même aussi en étroite relation avec le FDP libéral d'Allemagne de l'Ouest.

(4) Le terme de « girouettes » désigne les représentants de la bureaucratie et de la nomenklatura stalinienne qui se sont convertis en farouches défenseurs du capitalisme.

(5) Le traité d'unification entre la RFA et la RDA prévoyait la dissolution de la RDA et son adhésion à la RFA. Il a exigé l'adhésion de l'Allemagne unie à l'Union européenne et sa subordination à la monnaie européenne commune qui allait être créée.

Dans les négociations avec le gouvernement Kohl, le gouvernement Modrow, issu des élections de la Chambre du peuple en mars, a rempli son véritable rôle d'instrument de l'impérialisme allemand et de son gouvernement.

Comme en 1945, le peuple allemand s'est vu refuser en 1989-1990 le droit à l'autodétermination, et ce contrairement à la Loi fondamentale qui revendique pour le peuple le droit de décider librement du contenu et de la forme de sa réunification.

En 1989-1990, l'ISA, la section allemande de la IV^e Internationale, a réagi en l'absence de réponse de toute organisation représentant les intérêts de la classe ouvrière à l'appel aux manifestations de masse à l'Est pour des « élections libres » en intervenant avec le slogan central : « *Elections libres dans toute l'Allemagne pour une Assemblée constituante souveraine, par laquelle le peuple souverain décidera de la forme et du contenu de l'organisation politique et sociale de l'Allemagne unie.* »

L'ISA a lié ce slogan à la lutte pour les revendications, pour la création de syndicats indépendants par l'intégration dans les syndicats DGB ouest-allemands et pour la formation de comités de salariés et de comités populaires constitués de délégués élus.

La bureaucratie stalinienne de la RDA du SED a été jusqu'au bout de sa tendance restauratrice. En défendant ses privilèges et ses positions de pouvoir dans la société et l'Etat, elle a cédé les conquêtes de la propriété d'Etat au capital et a soutenu énergiquement la restauration de l'Etat bourgeois. Elle s'est chargée de procurer à la plupart des représentants de la bureaucratie et de la nomenklatura des positions avantageuses et des sources de bénéfices dans ces nouvelles conditions sociales, principalement à des postes de direction subordonnés, car au sommet il y avait des « Wessis » (Allemands de l'Ouest), dirigeants politiques et économiques de la RFA capitaliste.

La République fédérale d'Allemagne est jusqu'à aujourd'hui le siège de toutes les multinationales cotées en Bourse à l'indice DAX et des centres de la finance. Et aujourd'hui encore, la classe ouvrière et les jeunes d'Allemagne de l'Est fournissent, en tant que main-d'œuvre à bas salaires, des bénéfices extraordinaires aux multinationales, et l'inégalité sociale Est-Ouest n'est pas éliminée mais augmente même à nouveau.

Après la réunification politique de l'Allemagne, la nécessité de l'unité sociale est

plus que jamais à l'ordre du jour. Et c'est la tâche de la classe ouvrière allemande unie, qui s'est reconstituée, avec sa réunification, dans toute sa force.

BUSH ET GORBATCHEV PRENNENT POSITION CONTRE LA RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE

Les discours officiels des dirigeants politiques, aujourd'hui, 30 ans après la chute du Mur, célèbrent Bush et Gorbatchev — ou même Kohl — comme étant « *les pères de la réunification de l'Allemagne* » : c'est un mensonge historique bien inutile, car les travailleurs et les peuples du monde entier y restent sourds ; il suscite plutôt de la colère.

Lors de leur réunion tenue à Malte les 2 et 3 décembre 1989, Bush (père) et Gorbatchev déclarèrent en utilisant les mêmes termes que « *la réunification de l'Allemagne n'était pas à l'ordre du jour* », et Gorbatchev remercia Bush pour la retenue avec laquelle les hommes politiques de l'Ouest s'étaient exprimés à propos des événements révolutionnaires de RDA.

Ce n'est que plus tard qu'ils ont dû s'incliner devant les actions que la révolution accomplissait. Mais ils le firent en s'engageant fermement pour que l'Allemagne unie devienne membre de la Communauté européenne et un pilier de la construction de l'Union européenne, et qu'elle renonce au deutschmark en faveur d'une monnaie européenne commune.

C'est dans ces conditions que Mitterrand et Thatcher ont cessé eux aussi de résister à la réunification. Gorbatchev, qui s'était engagé sur le chemin de la perestroïka, ne pouvait que s'incliner devant cette évolution.

LA RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE DE L'EST FRAPPE DE PLEIN FOUET LA POSITION CLÉ DE L'ORDRE MONDIAL DE DOMINATION MIS EN PLACE À YALTA ET POTSDAM

Ce fut un besoin impératif de la révolution contre la dictature de la bureaucratie du SED que de surmonter la division de l'Allemagne et le Mur, qui étaient les

fondements de ce régime. Cette révolution frappa ainsi la position clé du nouvel ordre mondial que la domination combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne avait mise en place à Yalta et à Potsdam en 1945. Une position clé surtout concernant l'Europe et le prolétariat européen, divisé selon la même logique.

En Allemagne, la division et l'établissement d'un régime bureaucratique à l'Est ont créé les conditions politiques qui ont permis de restaurer l'ordre social capitaliste et son Etat bourgeois. Avec l'aide de la social-démocratie et de l'appareil syndical du DGB, il a été possible de canaliser et de réprimer les aspirations de la classe ouvrière et du peuple qui prédominaient, qui résultaient de l'expérience faite de la barbarie fasciste et qui visaient à reconstruire une économie et une vie politique basées sur le socialisme, dans une république socialiste, dans une Europe socialiste.

La révolution politique de 1989 devait donner une impulsion décisive à l'avancée de la révolution politique dans les pays d'Europe de l'Est et d'URSS.

LE SOULÈVEMENT OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE EN ALLEMAGNE DE L'EST DU 17 JUIN 1953

La révolution politique en Allemagne de l'Est de 1989 vient de loin. Le soulèvement ouvrier révolutionnaire à Berlin et en RDA du 17 juin 1953 fut le point de départ de la révolution politique. Ce soulèvement a frappé le talon d'Achille de la bureaucratie stalinienne, qui imposait internationalement sa domination avec comme centre Moscou, ayant divisé l'Allemagne et mis en place la dictature du parti SED basée sur cette division.

La déstabilisation de la bureaucratie après la mort de Staline au début de 1953 a ouvert une brèche dans laquelle les travailleurs de Berlin-Est ont été les premiers à s'engouffrer. En plus de leurs slogans dirigés contre la dictature du parti, les manifestants ont immédiatement exigé des « *élections libres pour toute l'Allemagne* », ainsi que « *l'abolition de la frontière entre les deux Etats* ».

Il s'agissait bien sûr de la frontière qui traversait Berlin et qui délimitait les secteurs ouest et est, ce dernier étant sous contrôle de l'administration soviétique.

Les travailleurs de Berlin-Est ont appelé à une grève générale pour l'ensemble de la ville de Berlin. Dans de nombreuses villes, des comités de grève centralisés aux niveaux local et régional se sont immédiatement formés. Les comités ouvriers d'usine et les comités ouvriers antifascistes, qui après 1945 avaient réorganisé la production dans les usines et assuré l'approvisionnement dans les villes, étaient vivants dans la conscience des masses.

Le comité central de grève du centre industriel de Bitterfeld a exigé la « *démision du gouvernement* » et la « *formation d'un gouvernement provisoire constitué de travailleurs les plus avancés* ». Les sidérurgistes de Berlin exigeaient un « *gouvernement de métallurgistes* ». Le comité de grève de Halle a lancé un appel auprès des ouvriers ouest-allemands de la frontière entre l'Est et l'Ouest près de Magdebourg : « *Dégagez toute cette merde qui est à Bonn maintenant, à Pankow nous nous en chargeons* » (6).

Le gouvernement bourgeois d'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest, de même que les représentants de la puissance américaine d'occupation, en accord total avec le SPD et la direction syndicale du DGB, ont appelé les travailleurs et la population ouest-allemande à une certaine retenue. Les chars soviétiques finirent par écraser le soulèvement des ouvriers de Berlin, qui brandissaient leurs drapeaux rouges en signe de révolte.

42 soldats et officiers de l'armée soviétique ont été fusillés par décision de la cour martiale parce qu'ils avaient refusé de tirer sur des ouvriers allemands. Les prisonniers politiques du camp de Vorkouta, en Union soviétique, se sont mis en grève lorsqu'ils ont été informés du soulèvement ouvrier en RDA.

LA RÉVOLUTION POLITIQUE DE 1956 EN POLOGNE ET EN HONGRIE

Des mouvements de masse contre la bureaucratie se sont développés dans toute l'Europe de l'Est après le discours secret de Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du

(6) Bonn était à l'époque la capitale provisoire de la RFA et le siège du gouvernement Adenauer. Pankow était le quartier de Berlin-Est où siégeait le gouvernement de la bureaucratie SED sous Ulbricht.

PCUS en 1956, au cours duquel il fit un peu la lumière sur les crimes de Staline et de son régime, créant ainsi une crise au sein de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. C'est en Pologne et en Hongrie que cette révolution politique a atteint son paroxysme.

En Pologne, la centralisation des conseils ouvriers dans tout le pays a créé des organes conduisant à une situation de double pouvoir. Mais le gouvernement Gomulka a fini par conserver le contrôle.

La révolution en Pologne a nourri l'émergence des conseils ouvriers d'octobre 1956 et ouvert la porte au développement de la révolution politique en Hongrie. Le Conseil ouvrier central de Budapest endossa le rôle de représentant politique des conseils ouvriers à l'échelle du pays. Mais ce conseil central n'est resté que sur le terrain des négociations avec le gouvernement. Il n'a jamais lancé l'appel « *Tous les pouvoirs aux conseils !* », qui aurait été le signal de l'insurrection pour renverser le gouvernement.

Une majorité de l'appareil du parti du PC défendait les privilèges et le système répressif de la bureaucratie. C'est lui qui détenait les rouages de l'Etat et de l'économie, et Janos Kadar, l'instrument de la bureaucratie de Moscou, représentait son principal agent au sein du gouvernement Nagy. Cette majorité du parti et Kadar s'appuyaient avant tout sur la forte présence des troupes soviétiques, sur la participation de représentants politiques et militaires de la bureaucratie soviétique dans les organes décisionnaires de la bureaucratie du parti et de l'Etat.

Imre Nagy, en tant que responsable du parti, resta finalement prisonnier de cette majorité du parti. Bien qu'il ait rompu avec la bureaucratie, il ne voulait pas rompre avec le parti. Le 28 octobre 1956, après l'éviction de Kadar, le troisième gouvernement de Nagy, d'une durée de trois jours, prit la tête de la révolution et de ses conseils ouvriers, organes du double pouvoir.

Mais même Nagy ne pouvait pas remplacer le parti révolutionnaire, qui, à l'instar du Parti bolchevique, aurait orienté les conseils ouvriers vers l'organisation d'un soulèvement pour mettre fin à l'existence même du pouvoir de la bureaucratie, pour conquérir tout le pouvoir politique et mettre en place la démocratie des conseils ouvriers.

Mais Moscou a engagé l'offensive, a fait kidnapper et assassiner Nagy. Face à la terreur contre-révolutionnaire du nouveau gouvernement Kadar, la révolution politique a cédé et les conseils ouvriers disparurent.

LA RÉVOLUTION POLITIQUE SUIT SON COURS

En 1968, année de la grève générale en France, des mouvements révolutionnaires de masse se développent en Tchécoslovaquie. Le congrès secret du parti rompt avec Moscou.

En 1970-1971, les grèves dans les ports de la mer Baltique conduisent en Pologne à la création du comité de grève de Gdansk et du comité de grève inter-entreprises à Szczecin. Sous leur pression, le gouvernement Gomulka est renversé.

La grève générale en Pologne de 1980 et la grève des chantiers navals de Gdansk conduisent à la création du premier syndicat national indépendant *Solidarnosc*. La classe ouvrière polonaise s'organise à *Solidarnosc* et l'utilise aussi comme représentant politique, comme l'organe capable d'atteindre les objectifs politiques et d'ouvrir la perspective de la conquête du pouvoir politique, afin de réaliser la démocratie ouvrière. Lors de son congrès de 1980, *Solidarnosc* a adopté la revendication de liberté d'organisation et a organisé des « *élections libres pour une Assemblée constituante* ».

Après son appel aux travailleurs d'Europe de l'Est et d'URSS en septembre 1981, la bureaucratie a organisé un coup d'Etat avec le général Jaruzelski, qui imposa la loi martiale et interdit *Solidarnosc*.

La révolution en Allemagne de 1989 a donné un nouveau souffle à la révolution politique contre le régime de la bureaucratie stalinienne. La bureaucratie s'est retrouvée encore plus fortement prise en tenaille entre, d'une part, la pression exercée par l'impérialisme auquel elle a ouvert ces pays, et d'autre part la résistance de la classe ouvrière et des masses populaires, la révolution politique.

Prise ainsi en tenaille, la bureaucratie est déchirée par des conflits et des luttes entre fractions. Mais le plus grand ennemi qu'elle redoute le plus, et qui s'oppose à son régime parasitaire et à son système d'oppression politique, c'est la révolution politique de la

classe ouvrière qui ne supporte plus de subir la casse sociale due à la mauvaise gestion bureaucratique et la surexploitation croissante de la production bon marché imposée par l'impérialisme.

Partout, le renversement du système dirigeant de la bureaucratie stalinienne est déjà enclenché pour certains à la fin de 1989, pour la bureaucratie du Kremlin en 1991, avec la victoire de la fraction restauratrice. L'effondrement de la bureaucratie du Kremlin et de l'Union soviétique a entraîné l'effondrement définitif de l'ordre de domination mondial instauré à Yalta et Potsdam. Dès lors, la seule responsabilité du maintien du pouvoir impérialiste dans le monde reposait sur les épaules de l'impérialisme américain. Cet impérialisme reste certes dominant, et pourtant cette tâche le mine et le plonge dans la crise.

2019 : UNE VAGUE MONDIALE DE RÉVOLUTIONS COMMENCE AVEC L'ALGÉRIE

Depuis la révolution en Algérie de 2019, des foyers révolutionnaires se multiplient dans le monde entier. Les conditions politiques de la révolution sociale sont en train de mûrir dans tous les pays d'Europe.

En Allemagne, l'impérialisme se retrouve face à la classe ouvrière unie. La décomposition du système des partis établis et le profond rejet qui touche les principaux partis de la CDU et le SPD (qui évoque encore du bout des lèvres les intérêts de la classe ouvrière) entraînent un processus d'autodestruction de ces partis, provoqué par la direction de l'ancien appareil qui s'est soumis à la politique de l'Agenda (7). Ce qui affaiblit et déstabilise le gouvernement de grande coalition (CDU-CSU et SPD) de la chancelière Merkel. En même temps, tous les gouvernements qui chancèlent en Europe veulent s'y accrocher, car elle représente pour eux cet ancien pilier de stabilité.

Le recul de la production mondiale frappe de plein fouet la grande industrie exportatrice de l'impérialisme allemand. La lutte de la classe ouvrière contre les nouvelles suppressions d'emplois, qui menacent 100 000 emplois industriels, aggravant la précarisation, met à l'ordre du jour la question du rétablissement du droit de grève, interdit en Allemagne lorsqu'il s'agit de décisions stratégiques prises par les entreprises et le gouvernement, et pose la question de la lutte à organiser par les syndicats.

Ce combat trouve un écho direct en particulier auprès des travailleurs des pays d'Europe de l'Est tels que la République tchèque, la Hongrie, la Pologne... qui luttent car ils sont étroitement dépendants de l'industrie allemande par leur production industrielle et leurs chaînes logistiques. Toutes les conditions pour mener un combat commun des travailleurs et des peuples dans toute l'Europe commencent à se réaliser.

L'Allemagne redevient la plaque tournante de la révolution en Europe.

Cela donne tout son sens au développement du Comité de correspondance européen initié lors de la rencontre européenne organisée le 4 mai dernier, prolongée par la réunion du Comité international de liaison et d'échanges (CILE) du 28 au 30 novembre, qui a réuni des délégués de 55 pays.

Les membres et les sections de la IV^e Internationale y apportent leur contribution et luttent pour renforcer la combativité des sections pour construire des partis révolutionnaires dans leurs pays, pour renforcer la IV^e Internationale.

Werner Uhde

(7) La politique de l'Agenda 2010, que le chancelier SPD Gerhard Schröder a initiée, a déclenché une avalanche de destructions de toutes les conquêtes historiques de l'Etat social obtenues de haute lutte par la classe ouvrière.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

